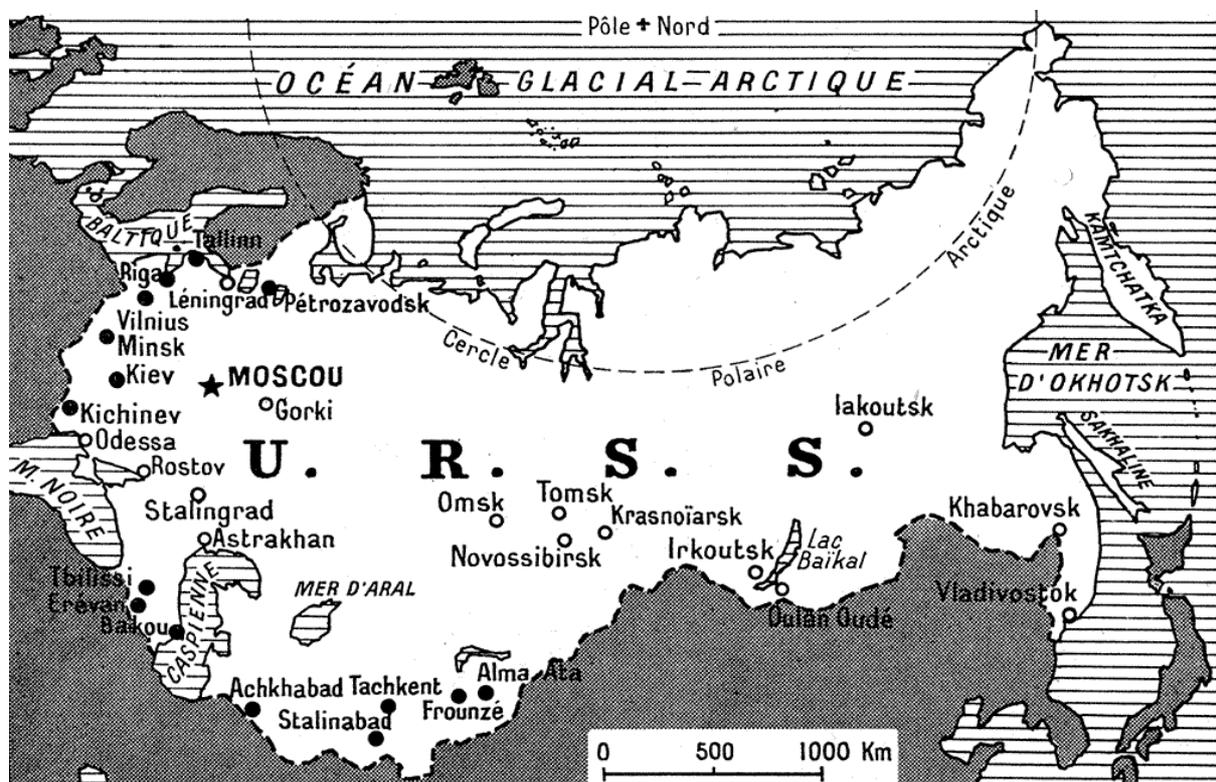


CENT QUESTIONS ET RÉPONSES SUR L'U.R.S.S.



Les nombreuses délégations étrangères qui visitent l'URSS ont maintes fois exprimé le vœu de voir publier une brochure qui fasse connaître la vie de l'Union Soviétique aux lecteurs de leurs pays respectifs.

Selon les délégués, une telle brochure aurait dû passer en revue la structure de l'Etat soviétique, son économie et sa culture, sa politique extérieure et intérieure, et aurait eu intérêt à être présentée de façon concise, de préférence sous la forme de brèves questions et réponses.

Répondant à ce vœu, nous soumettons à l'attention des lecteurs cette plaquette qui comprend cent questions et réponses sur l'Union Soviétique.

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir du supplément au n°81 de la revue *Etudes Soviétiques* de décembre 1954.

Editée après la mort de Staline, mais avant le 20^{ème} Congrès du PCUS de 1956, cette brochure est juste dans ses grandes lignes. Elle comporte néanmoins déjà quelques révisions du marxisme-léninisme. A ce sujet, voir le paragraphe III (au niveau de la note n°15) de la page http://www.communiste-bolchevisme.net/introduction_au_marxisme.htm

WWW.MARXISME.FR

Sommaire :

1. Qu'est-ce que l'U.R.S.S. ? (p. 4)
2. Qui gouverne l'Union Soviétique ? (p. 4)
3. Quelles sont les fonctions exercées par le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. ? (p. 6)
4. Quels sont les droits des républiques fédérées ? (p. 6)
5. Qu'est-ce que les républiques soviétiques autonomes, les régions autonomes et les arrondissements nationaux ? (p. 7)
6. Comment les Soviets sont-ils élus ? (p. 8)
7. Quelles sont les attributions des Soviets locaux ? (p. 9)
8. Y a-t-il des classes en U.R.S.S. ? (p. 10)
9. En quoi consiste l'égalité en droits des citoyens de l'U.R.S.S. ? (p. 10)
10. Quels sont les droits politiques des citoyens de l'U.R.S.S. ? (p. 11)
11. Quels sont les devoirs des citoyens soviétiques ? (p. 11)
12. Qu'est-ce que la loi économique fondamentale du socialisme ? (p. 11)
13. Quelles sont les formes de propriété existant en U.R.S.S. ? (p. 12)
14. Comment est planifiée l'économie nationale ? (p. 13)
15. Comment est réparti le revenu national ? (p. 14)
16. Quelle est la structure du budget d'Etat de l'Union Soviétique ? (p. 15)
17. Comment le 5^e plan quinquennal est-il réalisé ? (p. 15)
18. Comment le droit au travail est-il assuré aux citoyens soviétiques et pourquoi ne peut-il y avoir de chômage en U.R.S.S. ? (p. 16)
19. Comment le droit au repos est-il assuré ? (p. 17)
20. Comment le droit à l'assurance matérielle dans la vieillesse est-il réalisé ? (p. 17)
21. Tous les enfants soviétiques vont-ils à l'école ? (p. 17)
22. Comment peut-on recevoir une instruction supérieure ? (p. 18)
23. Quelle est la situation matérielle et sociale de l'instituteur ? (p. 18)
24. L'ouvrier soviétique peut-il devenir ingénieur sans interrompre son travail ? (p. 19)
25. Comment le droit à la propriété personnelle et le droit d'héritage sont-ils protégés en U.R.S.S. ? (p. 19)
26. Comment la liberté de conscience est-elle assurée en U.R.S.S. ? (p. 20)
27. Comment est organisée la protection de la santé publique ? (p. 21)
28. Quels sont les impôts payés par les travailleurs ? (p. 22)
29. Quel est le montant des loyers ? (p. 22)
30. Comment sont organisées les Assurances sociales ? (p. 23)
31. Comment l'Etat soviétique aide-t-il les mères ? (p. 23)
32. Quelle est la législation soviétique du mariage et de la famille ? (p. 24)
33. Que reçoit l'ouvrier soviétique de l'Etat en sus du salaire ? (p. 24)
34. Comment fonctionnent les syndicats soviétiques ? (p. 25)
35. Y a-t-il en U.R.S.S. des conflits entre les ouvriers et l'administration et comment sont-ils résolus ? (p. 26)
36. Comment s'expliquent les baisses systématiques des prix des produits de grande consommation ? (p. 26)
37. Comment sont organisés les jardins d'enfants et les crèches ? (p. 26)
38. Combien y a-t-il de femmes exerçant la profession d'ingénieur, de savant, ou ayant des fonctions publiques ? (p. 27)
39. Comment est rendue la justice ? (p. 27)
40. Qui peut être juge ? (p. 28)
41. Le barreau existe-t-il en U.R.S.S. ? (p. 28)
42. Quels sont les droits du Procureur général de l'U.R.S.S. ? (p. 29)
43. Quels sont les principes de la politique extérieure de l'Union Soviétique ? (p. 29)
44. La coexistence pacifique des systèmes socialiste et capitaliste est-elle possible ? (p. 30)
45. Pourquoi le peuple soviétique prend-il une part active au Mouvement des Partisans de la paix ? (p. 31)
46. Quelle est la signification de la Loi sur la défense de la paix promulguée en U.R.S.S. ? (p. 32)
47. Qu'est-ce que les prix Staline internationaux de la paix ? (p. 33)
48. Quelle est la raison d'être de l'Armée soviétique ? (p. 33)
49. Comment est organisé et pratiqué le commerce extérieur soviétique ? (p. 34)
50. Qu'est-ce que les kolkhoz ? (p. 35)
51. Comment le travail est-il rétribué dans un kolkhoz ? (p. 36)
52. Qu'est-ce qu'une station de machines et de tracteurs (S.M.T.) ? (p. 36)

53. Qu'est-ce que l'économie auxiliaire des kolkhoziens ? (p. 37)
54. Qu'est-ce qu'un sovkhos ? (p. 38)
55. Que fait-on en U.R.S.S. pour le développement de l'agriculture ? (p. 38)
56. Comment l'Union Soviétique est-elle devenue une puissance industrielle avancée ? (p. 40)
57. Quels changements les plans quinquennaux ont-ils apporté à la carte industrielle des républiques périphériques de l'U.R.S.S. ? (p. 40)
58. Qui dirige une entreprise industrielle soviétique ? (p. 41)
59. Comment forme-t-on en U.R.S.S. des ouvriers qualifiés ? (p. 41)
60. Quelles sont les conditions de travail dans les entreprises de l'U.R.S.S. ? (p. 42)
61. Comment sont conclus et que sont les contrats collectifs ? (p. 42)
62. Quelles sont les formes de rémunération du travail en usage dans les entreprises soviétiques ? (p. 43)
63. Comment le travail des inventeurs est-il encouragé en U.R.S.S. et quels sont leurs droits ? (p. 44)
64. Qui bénéficie des primes d'ancienneté ? (p. 44)
65. Qu'est-ce que l'émulation socialiste ? (p. 45)
66. Qu'est-ce que les travailleurs d'avant-garde ? (p. 45)
67. Quelles sont les banques existant en U.R.S.S. ? Où la population dépose-t-elle le produit de son épargne ? (p. 46)
68. Quel est le rôle des emprunts intérieurs ? (p. 47)
69. Comment le commerce est-il organisé ? (p. 47)
70. Quelles sont les organisations coopératives existant en U.R.S.S. et comment fonctionnent-elles ? (p. 47)
71. Qui fixe les prix des marchandises ? (p. 48)
72. Quels sont les établissements scientifiques existant en U.R.S.S. ? (p. 48)
73. Quels journaux édite-t-on en Union Soviétique ? (p. 49)
74. Quels sont les principaux organismes d'édition existant en U.R.S.S. ? Edite-t-on beaucoup de livres ? (p. 49)
75. Quelles sont les œuvres d'écrivains étrangers éditées en U.R.S.S. ? (p. 50)
76. Quels sont les théâtres existant en U.R.S.S. ? (p. 51)
77. Quels sont les spectacles présentés dans les théâtres soviétiques ? (p. 51)
78. Quels sont les films qui ont le plus de succès auprès des Soviétiques ? (p. 52)
79. Comment sont formés les artistes ? (p. 53)
80. Comment se développe en U.R.S.S. l'art amateur ? (p. 53)
81. Quelles sont l'organisation et l'activité de l'Union des écrivains soviétiques ? (p. 54)
82. Comment la radiodiffusion est-elle organisée ? (p. 54)
83. Combien y a-t-il de bibliothèques ? (p. 55)
84. Quels musées y a-t-il en U.R.S.S. ? (p. 55)
85. Quels établissements éducatifs et culturels trouve-t-on dans les campagnes soviétiques ? (p. 56)
86. Qu'est-ce qu'un palais de culture et un parc de culture et de repos ? (p. 56)
87. Comment les villes soviétiques ont-elles changé d'aspect ? (p. 57)
88. Quel est le développement du sport ? (p. 57)
89. Quelles sont les décorations officielles existant en U.R.S.S. ? (p. 58)
90. Qu'est-ce que les prix Staline ? A qui sont-ils décernés et pour quels mérites ? (p. 59)
91. Qu'est-ce que les pionniers ? (p. 59)
92. Qu'est-ce que le Komsomol ? (p. 60)
93. Pourquoi n'y a-t-il qu'un seul parti politique en Union Soviétique ? (p. 61)
94. Quel est le rôle du Parti communiste en U.R.S.S. ? (p. 61)
95. En quoi réside la force du Parti communiste ? (p. 62)
96. Qu'est-ce que la critique et l'autocritique ? (p. 62)
97. Qu'est-ce que les nations socialistes ? (p. 63)
98. Qu'est-ce que le patriotisme soviétique ? (p. 63)
99. Qu'est-ce que le communisme ? (p. 64)
100. Quelles sont les conditions essentielles du passage du socialisme au communisme en U.R.S.S. ? (p. 65)

1. QU'EST-CE QUE L'U.R.S.S. ?

L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES (U.R.S.S.) est un Etat socialiste fédéral des ouvriers et des paysans.

L'U.R.S.S. est constituée sur la base de l'union librement consentie de 16 républiques socialistes soviétiques fédérées égales en droits. Ce sont : la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie, les Républiques Socialistes Soviétiques d'Ukraine, de Biélorussie, d'Ouzbékiste, de Kazakhie, de Géorgie, d'Azerbaïdjan, de Lituanie, de Moldavie, de Lettonie, de Kirguizie, de Tadjikie, d'Arménie, de Turkménie, d'Estonie et Carélo-Finnoise. Elles ont toutes été formées sur le territoire de l'ancien Empire de Russie à la suite de la victoire de la révolution socialiste qui s'est accomplie en octobre 1917. Cette grande révolution a anéanti la domination des capitalistes et des propriétaires fonciers en Russie et, pour la première fois dans l'histoire, a remis le pouvoir aux mains des travailleurs.

L'U.R.S.S. est une très grande puissance ; elle possède une industrie et une agriculture hautement développées. Le territoire de l'U.R.S.S. occupe la partie orientale de l'Europe, la partie septentrionale et centrale de l'Asie et représente un sixième des terres habitées — plus de 22 millions de kilomètres carrés. La superficie de l'U.R.S.S. est trois fois supérieure à celle des Etats-Unis d'Amérique (sans l'Alaska) et quatre fois supérieure à celle de tous les Etats d'Europe occidentale réunis. Plus de 200 millions d'habitants vivent sur le territoire de l'U.R.S.S.

L'Union Soviétique est un pays à la nature pittoresque et variée, riche en minéraux, en minerais divers, en charbon, en tourbe, en pétrole, en sols fertiles, en puissantes sources d'énergie hydraulique. Les mers, les lacs et les fleuves abondent en poissons, et les forêts en essences précieuses et en animaux à fourrure.

Le pouvoir soviétique a mis fin au retard économique et technique hérité de la Russie tsariste. Sous la direction du Parti communiste, le pays fut industrialisé et son agriculture collectivisée, ce qui fit de l'Union Soviétique une puissance industrielle et kolkhozienne d'avant-garde, économiquement indépendante des autres pays.

L'Union Soviétique est le pays du socialisme. La propriété privée des instruments et moyens de production n'y existe pas. Dans les fabriques et les usines, les ouvriers travaillent sans capitalistes; dans les champs, les agriculteurs travaillent sans propriétaires fonciers. La base économique de l'U.R.S.S., le fondement sur lequel repose toute la vie du pays, est constitué par le système socialiste d'économie et la propriété commune, socialiste, des instruments et moyens de production. L'économie se développe selon un plan d'Etat unique. L'U.R.S.S. ne connaît ni crises économiques, ni chômage, ni misère des masses.

Dans la société socialiste, il n'y a pas d'exploitation de l'homme par l'homme ni d'oppression nationale. Là, pour la première fois dans l'histoire, est réalisée l'unité politique et morale des membres de la société.

Ce sont les travailleurs eux-mêmes : ouvriers, paysans, intellectuels, qui dirigent le pays, qui administrent toute l'économie nationale.

En U.R.S.S., la répartition des produits (biens matériels) s'effectue selon le principe : de chacun selon ses moyens, à chacun selon son travail. Cela signifie que chaque travailleur reçoit les biens matériels selon la quantité et la qualité de son travail. C'est le socialisme ou la première phase (phase inférieure) de la société communiste.

A l'heure actuelle s'effectue en Union Soviétique le passage graduel du socialisme au communisme. L'édification de la société communiste est le but du peuple soviétique.

2. QUI GOUVERNE L'UNION SOVIÉTIQUE ?

Tout le pouvoir en U.R.S.S. appartient aux travailleurs de la ville et de la campagne représentés par les Soviets des députés des travailleurs, qui constituent la base politique de l'U.R.S.S.

Les députés des Soviets sont des ouvriers, des paysans, des intellectuels, élus sur la base du suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret.

Chaque député est tenu de rendre compte de son travail aux électeurs. L'écrasante majorité des députés, à l'exception de ceux qui, après les élections, entrent à titre permanent dans un organisme exécutif du pouvoir, continuent d'exercer leur profession. Par leur intermédiaire, les Soviets entretiennent les liens les plus étroits avec les électeurs.

L'organe suprême du pouvoir d'Etat de l'U.R.S.S. est le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. Il est élu au suffrage universel pour une durée de quatre ans. En mars 1954, il a été élu au Soviet Suprême de l'U.R.S.S. de la IV^e législature 1.347 députés, dont 318 ouvriers, 220 paysans, le restant étant composé de travailleurs intellectuels : écrivains, savants, ingénieurs, médecins, enseignants, militaires, dirigeants d'organismes d'Etat et d'organisations sociales. On compte parmi les députés 347 femmes.

Le Soviet Suprême est composé de deux chambres : le Soviet de l'Union et le Soviet des Nationalités.

Le Soviet de l'Union est élu par les citoyens de l'U.R.S.S. à raison d'un député par 300.000 habitants. Le Soviet de l'Union représente les intérêts communs à tous les citoyens soviétiques, quelle que soit leur nationalité.

Le Soviet des Nationalités est élu par les citoyens de l'U.R.S.S. dans le cadre des républiques fédérées et autonomes, des régions autonomes et arrondissements nationaux, à raison de 25 députés par république fédérée, 11 députés par république autonome, 5 députés par région autonome et un député par arrondissement national. Ainsi, le Soviet des Nationalités reflète les intérêts spécifiques de toutes les nations, de tous les groupes nationaux et minorités nationales qui peuplent l'Union Soviétique.

Le Soviet Suprême personnifie la plénitude du pouvoir dont dispose le peuple soviétique. Il représente tout le peuple, l'Etat dans sa totalité : l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Le pouvoir législatif de l'U.R.S.S. est exercé par le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. Les lois adoptées par le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. sont en vigueur sur le territoire de toutes les républiques fédérées; elles doivent être appliquées par tous les organes de l'Etat, toutes les institutions, tous les citoyens de l'U.R.S.S. Ces lois expriment les intérêts et la volonté des travailleurs du pays.

Le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. établit les plans de l'économie nationale, ratifie le budget unique de l'U.R.S.S., décide des questions de la guerre et de la paix, contrôle l'application de la Constitution de l'U.R.S.S. et assure la conformité des Constitutions des républiques fédérées avec la Constitution de l'U.R.S.S., apporte des modifications à la Constitution de l'U.R.S.S., décide de l'admission de nouvelles républiques au sein de l'U.R.S.S., approuve les modifications de la structure administrative et territoriale de l'U.R.S.S.

Sont également du ressort du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. : la représentation de l'U.R.S.S. dans les relations internationales ; la conclusion, la ratification et la dénonciation des traités avec les autres Etats ; l'organisation de la défense de l'U.R.S.S. et la direction de toutes les forces armées du pays, les questions du commerce extérieur, de la sécurité de l'Etat.

Le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. élit en séance commune des deux chambres le Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S., forme le gouvernement, élit la Cour suprême, nomme le Procureur général. Le Soviet Suprême exerce la direction et le contrôle de tous les organes d'Etat supérieurs du pays.

Les deux chambres du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. — le Soviet de l'Union et le Soviet des Nationalités — sont égales en droits. Chaque chambre peut déposer son propre projet de loi. Une loi est considérée comme ratifiée si elle est adoptée par les deux chambres à la majorité simple des voix de chacune d'elles.

Etant l'organe suprême du pouvoir d'Etat, le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. exerce ses fonctions, non seulement directement, mais aussi par d'autres organes supérieurs d'Etat qu'il forme et qui doivent lui rendre compte de leur activité. L'un de ces organes est le Présidium du Soviet Suprême.

Le Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. est l'organe supérieur permanent du pouvoir d'Etat. Alors que le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. exerce son activité au cours des sessions, convoquées deux

fois par an, ou au cours de sessions extraordinaires, le Présidium du Soviet Suprême exerce son activité en permanence.

Le Présidium convoque les sessions du Soviet Suprême et fixe la date des nouvelles élections au Soviet Suprême. Il ratifie les traités conclus par l'U.R.S.S. avec d'autres Etats, proclame l'état de guerre en cas d'agression militaire contre l'U.R.S.S., ordonne la mobilisation générale ou partielle. Il nomme le Haut Commandement des Forces armées de l'U.R.S.S., les représentants plénipotentiaires de l'U.R.S.S. dans les Etats étrangers, décerne les décorations et confère les titres honorifiques de l'U.R.S.S.

Le Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. rend des décrets. Comme les lois adoptées par le Soviet Suprême de l'U.R.S.S., ces décrets ont force de loi dans toutes les républiques fédérées. Le Présidium rend des décrets sur la base et dans les limites des lois fédérales. C'est ce qui distingue les décrets des lois.

Le Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. est élu en séance commune des deux chambres du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. et comprend : le président, 16 vice-présidents (autant qu'il y a de républiques fédérées), le secrétaire et 15 membres.

Les organes supérieurs du pouvoir dans les républiques fédérées sont les Soviets Suprêmes de ces républiques (*voir la réponse n° 4*). Les Soviets Suprêmes des républiques fédérées élisent chacun leur présidium, organe permanent du pouvoir d'Etat sur le territoire de la république correspondante.

3. QUELLES SONT LES FONCTIONS EXERCÉES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES DE L'U.R.S.S. ?

Le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. est l'organe exécutif et administratif supérieur du pouvoir d'Etat de l'U.R.S.S.; c'est le gouvernement de l'U.R.S.S.

Le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. est formé par le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. au cours d'une séance commune des deux chambres. Sa composition est la suivante : le président du Conseil des ministres de l'U.R.S.S., les vice-présidents du Conseil des ministres de l'U.R.S.S., les ministres de l'U.R.S.S., le président du Comité d'Etat du Plan du Conseil des ministres de l'U.R.S.S., le président du Comité d'Etat du Conseil des ministres de l'U.R.S.S. pour la Construction. Le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. est responsable devant le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. et lui rend compte de son activité. Dans l'intervalle des sessions, le gouvernement soviétique est responsable devant le Présidium du Soviet Suprême, auquel il rend compte de son activité.

Le Conseil des ministres prend des arrêtés et des décisions dans le cadre des lois en vigueur et en contrôle l'exécution. Il coordonne et dirige l'activité des ministères, c'est-à-dire des organes chargés de la direction des différentes branches de l'administration de l'Etat. Le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. prend des mesures en vue d'assurer l'exécution du plan de l'économie nationale et du budget d'Etat. Il est chargé d'assurer l'ordre public, de défendre les intérêts de l'Etat et de sauvegarder les droits des citoyens. Il exerce la direction générale des relations avec les Etats étrangers.

Le gouvernement soviétique agit dans le cadre de la Constitution de l'U.R.S.S.

C'est en s'inspirant des mêmes principes que sont formés les gouvernements des républiques fédérées et autonomes. La composition et les attributions du Conseil des ministres de chaque république soviétique sont déterminées par sa Constitution.

4. QUELS SONT LES DROITS DES RÉPUBLIQUES FÉDÉRÉES ?

La république fédérée est un Etat socialiste soviétique des ouvriers et des paysans, qui fait partie de son plein gré de l'Union Soviétique et jouit de droits égaux à ceux des autres républiques fédérées. Dans les organes et institutions d'Etat de la république fédérée, c'est la langue parlée par la population locale qui est en usage. Tout en faisant partie de l'Union Soviétique, la république fédérée reste un Etat souverain.

Cela signifie que la république fédérée exerce le pouvoir d'Etat sur son territoire et décide souverainement de toutes les questions, à la seule exception de celles que les républiques fédérées elles-mêmes ont remises de plein gré à la compétence des organes d'Etat de l'U.R.S.S.

La république fédérée possède sa propre Constitution, qui est ratifiée et peut être modifiée par le Soviet Suprême de la république. Les particularités de chaque pays — nationales, économiques, culturelles, de genre de vie — sont reflétées dans cette Constitution.

La république fédérée possède ses organes du pouvoir d'Etat et ses organes administratifs, qui exercent les fonctions législatives, exécutives et administratives sur le territoire de la république.

La république fédérée a ses lois, promulguées par le pouvoir d'Etat suprême de la république, c'est-à-dire par son Soviet Suprême. La république fédérée conserve le droit de sortir librement de l'U.R.S.S.

Tout en faisant partie de l'U.R.S.S., la république fédérée conserve sa souveraineté territoriale : le territoire de la république fédérée ne peut être modifié sans son consentement. Les modifications des frontières des républiques fédérées sont ratifiées par le Soviet Suprême de l'U.R.S.S.

La république fédérée a le droit d'entrer en relations directes avec les Etats étrangers, de conclure des accords et d'échanger des représentants diplomatiques avec ces Etats. La République Socialiste Soviétique d'Ukraine et la République Socialiste Soviétique de Biélorussie sont membres de l'Organisation des Nations Unies.

La Constitution de l'U.R.S.S. prescrit au gouvernement soviétique de sauvegarder les droits souverains, la liberté et l'indépendance des républiques fédérées. Lorsque l'U.R.S.S. fut attaquée par l'Allemagne fasciste, le pouvoir d'Etat fédéral organisa une puissante riposte à l'ennemi et toute l'Union Soviétique se dressa contre les cyniques envahisseurs.

Les républiques fédérées ont la possibilité de participer largement et sur un pied d'égalité au Soviet Suprême de l'U.R.S.S. Chaque république fédérée élit sur une base égale ses députés au Soviet de l'Union (proportionnellement au nombre de sa population) et délègue 25 députés au Soviet des Nationalités (indépendamment du chiffre de sa population).

5. QU'EST-CE QUE LES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES AUTONOMES, LES RÉGIONS AUTONOMES ET LES ARRONDISSEMENTS NATIONAUX ?

Dans toutes les républiques fédérées, à côté de la nation qui a donné son nom à la république, vivent d'autres peuples. Dans ces républiques, ils constituent une minorité qui se distingue du reste de la population par ses particularités nationales. Ces peuples forment, selon leur libre consentement, des républiques soviétiques autonomes.

La république autonome est un Etat socialiste soviétique des ouvriers et des paysans qui fait partie d'une république fédérée (et, par l'intermédiaire de celle-ci, de l'U.R.S.S.). Les Républiques Socialistes Soviétiques Autonomes de Tatarie, de Bachkirie, du Daguestan, de Bouriato-Mongolie, de Kabarda, des Komis, des Mariis, de Mordovie, d'Ossétie du Nord, d'Oudmourtie, de Tchouvachie et de Iakoutie font partie de la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie.

Les Républiques Socialistes Soviétiques Autonomes d'Abkhazie et d'Adjarie font partie de la République Socialiste Soviétique de Géorgie.

La République Socialiste Soviétique Autonome de Nakhitchévan fait partie de la République Socialiste Soviétique d'Azerbaïdjan.

La République Socialiste Soviétique Autonome de Kara-Kalpakie fait partie de la République Socialiste Soviétique d'Ouzbékiste.

Quels sont les droits d'Etat de la république autonome ?

Dans les limites de son territoire, la république autonome exerce le pouvoir d'Etat selon les principes de l'autonomie. Cela signifie que le peuple qui forme la république jouit sur son territoire du droit de se gouverner lui-même dans toutes les questions touchant à sa vie intérieure. Dans les organes et les

établissements d'Etat de la république autonome, c'est la langue de la population locale qui est pratiquée.

Chaque république autonome a sa Constitution, qui tient compte de ses particularités nationales et est établie en pleine conformité avec la Constitution de l'U.R.S.S. et avec la Constitution de la république fédérée dont elle fait partie. La république autonome promulgue ses lois, dont l'exécution est obligatoire sur son territoire. Les lois fédérales et les lois de la république fédérée dont fait partie la république autonome sont également obligatoires sur le territoire de la république autonome. Les frontières de la république autonome sont fixées par le pouvoir d'Etat supérieur de la république fédérée correspondante.

Les républiques autonomes ont leurs organes législatifs supérieurs — les Soviets Suprêmes, et leurs organes exécutifs et administratifs — les Conseils des ministres. Les républiques autonomes participent à égalité de droits aux organes supérieurs du pouvoir de l'U.R.S.S. et de la république fédérée dont elles font partie. Chaque république autonome délègue directement ses députés au Soviet des Nationalités du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. et participe aux élections des députés au Soviet des Nationalités de la république fédérée.

L'une des formes de l'organisation nationale étatique des peuples soviétiques est la région autonome. Elle se distingue des régions ordinaires par sa composition nationale.

La République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie comprend les Régions autonomes des Adygués, du Haut-Altai, des Juifs, de Touva, des Khakasses, des Tcherkesses.

La République Socialiste Soviétique d'Azerbaïdjan comprend la Région autonome du Nagorny-Karabakh ; la République Socialiste Soviétique de Géorgie — la Région autonome de l'Ossétie du Sud ; la République Socialiste Soviétique de Tadjikie — la Région autonome du Haut-Badakhchan.

Les régions autonomes ont des droits différents de ceux des régions administratives ordinaires. Elles déterminent la langue dans laquelle doivent se faire les écritures dans l'appareil d'Etat et l'enseignement dans les écoles ; elles délèguent directement leurs députés au Soviet des Nationalités de l'U.R.S.S. Le Soviet des députés des travailleurs de la région autonome adopte un « Règlement de la région autonome ». Ce règlement tient compte des particularités nationales de la région autonome et est ratifié par le Soviet Suprême de la république fédérée dont fait partie la région.

Les arrondissements nationaux représentent une forme d'organisation étatique nationale des peuples peu nombreux. Tous font partie d'une région ou d'un territoire de la R.S.F.S.R. et sont situés surtout dans les contrées septentrionales éloignées du pays. Les arrondissements nationaux possèdent leurs organes politiques : les Soviets des députés des travailleurs de l'arrondissement national, et délèguent directement leurs députés au Soviet des Nationalités.

Toutes ces formes variées de l'organisation étatique de l'U.R.S.S. (république fédérée, république autonome, région autonome, arrondissement national) permettent de tenir compte des intérêts et des besoins des différents peuples qui habitent le vaste Etat socialiste multinational qu'est l'U.R.S.S. Elles jouent un rôle important dans l'essor économique et culturel des peuples soviétiques.

6. COMMENT LES SOVIETS SONT-ILS ÉLUS ?

Les élections des députés à tous les Soviets — du Soviet rural au Soviet Suprême de l'U.R.S.S. — se font au suffrage universel, égal et direct, et au scrutin secret.

Le suffrage est universel, car tous les citoyens ayant atteint l'âge de 18 ans y participent, indépendamment de leur sexe, de leur origine sociale, de leur situation matérielle, de leur activité passée, de leur race ou de leur nationalité. Les citoyens de l'U.R.S.S. ont le droit de prendre part aux élections, qu'ils aient ou non un domicile fixe, qu'ils professent ou non une religion. Les militaires ont les mêmes droits électoraux que ceux de tous les citoyens. Seuls les aliénés et les personnes privées du droit de vote en vertu d'une décision du tribunal pour une durée spécifiée dans l'arrêt de ce dernier ne jouissent pas des droits électoraux.

Le suffrage est égal, car chaque citoyen dispose d'une voix et tous les citoyens prennent part aux élections sur un pied d'égalité.

Le suffrage est direct, car les députés à tous les Soviets, y compris le Soviet Suprême de l'U.R.S.S., sont élus non par des délégués mais directement par l'ensemble des électeurs.

Peut être élu député au Soviet Suprême de l'U.R.S.S. tout citoyen ayant atteint l'âge de 23 ans. La limite d'âge inférieure est de 21 ans pour les députés aux Soviets Suprêmes des républiques fédérées et autonomes, et de 18 ans pour les députés aux Soviets locaux.

Le scrutin est secret, car l'électeur remplit personnellement son bulletin de vote dans un local spécial où nulle autre personne que lui ne peut se trouver, et il dépose lui-même son bulletin dans l'urne. Le secret absolu du scrutin permet à la volonté du peuple de s'exprimer librement.

Les candidats sont désignés par les organisations sociales et par les travailleurs au cours d'assemblées générales des ouvriers et des employés pour les entreprises et les administrations, des paysans pour les villages et les kolkhoz, des militaires pour les unités de l'armée.

Au cours des assemblées pré-électorales, les communistes et les sans-parti désignent des candidats communs à la députation et mènent ensuite conjointement la campagne électorale. Cette union (bloc) des communistes et des sans-parti aux élections s'explique par le fait qu'en U.R.S.S. les communistes et les sans-parti ont les mêmes intérêts. Les uns et les autres n'ont qu'un seul et même but : édifier le communisme en U.R.S.S., assurer un niveau de vie élevé à tous les travailleurs, vivre en paix et en amitié avec tous les peuples.

Les électeurs prennent part à l'organisation et au contrôle des élections. Dans ce but sont créées des commissions électorales composées de représentants des organisations sociales des travailleurs.

En U.R.S.S., les élections revêtent un caractère vraiment national. Ainsi, en février 1946, lors des élections au Soviet Suprême de l'U.R.S.S., sur 101 millions d'électeurs, 99,7 % ont pris part au scrutin. En mars 1950, sur 111 millions d'électeurs, 99,98 % ont pris part aux élections au Soviet Suprême. En mars 1954, 120.727.826 électeurs ont pris part aux élections au Soviet Suprême de l'U.R.S.S., soit 99,98 % du nombre total des électeurs.

En U.R.S.S., le député est le serviteur du peuple. Les électeurs ont le droit, inscrit dans la Constitution, de rappeler à tout moment le député qui ne justifie pas leur confiance.

7. QUELLES SONT LES ATTRIBUTIONS DES SOVIETS LOCAUX ?

Les Soviets locaux des députés des travailleurs dans les villages, districts, villes, régions, territoires sont les organes responsables du pouvoir d'Etat sur leur territoire. Ils dirigent l'activité locale d'édification économique et culturelle, assurent le maintien de l'ordre public, ainsi que l'observation des lois et la sauvegarde des droits des citoyens, se préoccupent de satisfaire les besoins de la population, établissent le budget local.

Afin d'assurer la continuité de son activité, le Soviet élit un comité exécutif qui rend compte de son activité au Soviet des députés des travailleurs.

Le comité exécutif comprend les sections suivantes : instruction publique, santé publique, économie municipale, industrie locale, commerce, assurances sociales, agriculture, etc.

Les commissions permanentes du Soviet sont recrutées parmi ses députés ; elles s'appuient sur un « actif » qu'elles organisent et qui est composé d'électeurs volontaires pour ce travail. Ces commissions entretiennent des liaisons étroites avec les électeurs, déterminent leurs besoins et aident le Soviet à résoudre toutes les questions que la population porte devant les organes du pouvoir.

Les Soviets locaux sont élus pour une durée de deux ans. Habituellement, les élections se transforment en une vaste inspection du travail des organes de base du pouvoir. Les électeurs donnent leur appréciation sur le travail de chaque député et du Soviet tout entier, indiquent les défauts, donnent leurs directives au Soviet nouvellement élu.

Les Soviets font participer les masses populaires les plus larges à l'administration de l'Etat.

8. Y A-T-IL DES CLASSES EN U.R.S.S. ?

Oui, il y a des classes en U.R.S.S. Ce sont des classes nouvelles, qui ne ressemblent pas à celles qui existaient dans l'ancienne Russie.

D'après le recensement de 1939, les ouvriers, les employés et leurs familles formaient 49,7 % de la population de l'U.R.S.S., et les paysans kolkhoziens et les artisans groupés en coopératives environ 47 %. Les paysans individuels et les artisans isolés, travaillant dans leur exploitation personnelle sans main-d'œuvre salariée, formaient (avec leurs familles) 2,5 % de la population. (Une petite partie de la population — environ 0,8 % — n'avait pas indiqué sa situation sociale, lors du recensement.)

Ces chiffres montrent clairement qu'en U.R.S.S. il n'y a pas d'exploiteurs — capitalistes, grands propriétaires fonciers, gros marchands, gros paysans usuriers — c'est-à-dire qu'il n'y a pas de classes vivant de l'exploitation du travail d'autrui.

La société soviétique se compose de deux classes amies — les ouvriers et les paysans — et des intellectuels.

La classe ouvrière de l'U.R.S.S. est une classe ouvrière absolument nouvelle, libérée de toute exploitation. En tant que classe d'avant-garde elle assure, en alliance avec la paysannerie, la direction d'Etat de la société.

La paysannerie soviétique ne connaît également aucune exploitation. Jadis, les paysans travaillaient isolément sur leur petit lopin de terre, en se servant d'un matériel primitif ; ils travaillaient pour les grands propriétaires fonciers et les gros paysans usuriers, et connaissaient la misère et la faim.

A présent, les paysans de l'U.R.S.S. ont réuni de leur plein gré leurs exploitations en collectivités (artels) agricoles, qui portent le nom de kolkhoz, et les développent sur la base du travail collectif et de la technique moderne. La paysannerie soviétique est donc une classe absolument nouvelle, sans précédent dans l'histoire.

Les intellectuels servent fidèlement le peuple soviétique; issus des milieux ouvriers et paysans, ils sont étroitement liés au peuple. Les intellectuels soviétiques consacrent toutes leurs forces et toutes leurs connaissances à la cause commune des travailleurs : l'édification de la société communiste.

9. EN QUOI CONSISTE L'ÉGALITÉ EN DROITS DES CITOYENS DE L'U.R.S.S. ?

La société soviétique ne reconnaît aucune différence de droits entre les hommes et les femmes, les possédants et les non-possédants, les « nomades » et les « sédentaires », les gens instruits et les gens peu instruits, les croyants et les incroyants. Tous les citoyens soviétiques jouissent de droits égaux. Ce n'est ni la fortune, ni le sexe, ni l'origine nationale, mais les capacités personnelles et le travail personnel de chacun qui déterminent sa place dans la société.

Le droit au travail, au repos, à l'instruction, à la sécurité matérielle dans leur vieillesse ainsi qu'à la sécurité matérielle en cas de perte de la capacité de travail ou de maladie, est garanti à tous les citoyens de l'U.R.S.S.

Le citoyen soviétique de n'importe quel groupe national ou nation de l'U.R.S.S. peut être élu à n'importe quel organe du pouvoir ou nommé à n'importe quelle fonction dans l'appareil d'Etat. Tous les citoyens reçoivent, à travail égal, un salaire égal. Ils peuvent entrer dans l'établissement d'enseignement de leur choix, se consacrer à la science, à la littérature ou à une activité sociale et politique.

Des droits égaux à ceux de l'homme sont accordés à la femme, en U.R.S.S., dans tous les domaines de la vie économique, culturelle, sociale et politique.

10. QUELS SONT LES DROITS POLITIQUES DES CITOYENS DE L'U.R.S.S. ?

Le citoyen de l'Union Soviétique a le droit d'élire et d'être élu à tous les organes du pouvoir d'Etat.

La Constitution garantit aux citoyens soviétiques la liberté de la parole et de la presse, la liberté des réunions et des meetings, la liberté des cortèges et démonstrations de rue.

Les travailleurs de l'U.R.S.S. ont toutes les possibilités matérielles et politiques de réaliser ces droits.

La liberté de la presse est assurée par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations des imprimeries et des stocks de papier permettant l'édition de livres, de revues et de journaux, par la possibilité offerte à chaque citoyen d'écrire dans les journaux et de critiquer n'importe quel collaborateur de l'appareil d'Etat.

La liberté de la parole, des réunions et des meetings, des cortèges et démonstrations de rue est garantie par le fait que tous les édifices publics, les moyens de communication, etc. appartiennent au peuple et sont à la disposition des travailleurs.

Les citoyens de l'U.R.S.S. ont le droit de se grouper au sein d'organisations sociales : syndicats, unions coopératives, organisations de la jeunesse, sociétés culturelles, sportives, techniques et scientifiques. Les citoyens les plus actifs et les plus conscients de l'U.R.S.S. s'unissent dans le Parti communiste de l'Union Soviétique (*voir la réponse n° 94*).

11. QUELS SONT LES DEVOIRS DES CITOYENS SOVIÉTIQUES ?

La Constitution de l'Union Soviétique (articles 130, 131, 132, 133) impose au citoyen de l'U.R.S.S. les devoirs suivants :

« Tout citoyen de l'U.R.S.S. est tenu de se conformer à la Constitution de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, d'exécuter les lois, d'observer la discipline du travail, de remplir honnêtement son devoir social, de respecter les règles de la vie en société socialiste. »

« Tout citoyen de l'U.R.S.S., est tenu de sauvegarder et d'affermir la propriété sociale, socialiste, base sacrée et inviolable du régime soviétique, source de la richesse et de la puissance de la patrie, source d'une vie d'aisance et de culture pour tous les travailleurs. Les individus attendant à la propriété sociale, socialiste, sont les ennemis du peuple. »

« Le service militaire obligatoire est une loi. Le service militaire dans les Forces Armées de l'U.R.S.S. est un devoir d'honneur pour les citoyens de l'U.R.S.S. »

« La défense de la patrie est le devoir sacré de tout citoyen de l'U.R.S.S. La trahison de la patrie — violation du serment, passage à l'ennemi, préjudice porté à la puissance militaire de l'Etat, espionnage — est punie selon toute la rigueur de la loi comme le pire forfait. »

12. QU'EST-CE QUE LA LOI ÉCONOMIQUE FONDAMENTALE DU SOCIALISME ?

La loi économique fondamentale du socialisme définit l'essence du mode de production socialiste et tous les aspects essentiels du développement économique en régime socialiste. Les principaux traits et exigences de cette loi consistent à assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société, en développant et en perfectionnant constamment la production socialiste sur la base d'une technique supérieure.

Le but de la production en régime socialiste n'est pas le profit, mais l'homme et ses besoins. La satisfaction au maximum des besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société et de chacun de ses membres en particulier est *l'objectif* de la production socialiste, et la croissance continue et le perfectionnement de la production socialiste sur la base d'une technique supérieure est le *moyen* qui permet d'atteindre cet objectif.

La loi économique fondamentale est une loi objective, elle se manifeste dans des conditions économiques déterminées. A la suite de la Grande Révolution socialiste d'Octobre en Russie, les

moyens de production fondamentaux (la terre, les fabriques et usines, les mines, les banques, les transports, etc.) sont devenus propriété sociale, c'est-à-dire qu'ils sont devenus le bien du peuple. Pour la première fois dans l'histoire, les travailleurs ont reçu la possibilité objective de faire servir les moyens de production à la satisfaction de leurs besoins croissants. C'est depuis ce moment que la loi économique fondamentale du socialisme est entrée en action. C'est pour cette raison que l'Etat socialiste soviétique, porte-parole des intérêts des travailleurs, organise la production en conformité totale avec les exigences de cette loi économique objective.

En U.R.S.S., l'action de la loi économique fondamentale du socialisme s'exprime, premièrement, dans l'essor des forces productives de la société, dans son épanouissement. En 1953, c'est-à-dire en 35 ans d'existence de l'Etat soviétique, la production industrielle de l'U.R.S.S. avait augmenté de 39 fois, malgré les pertes énormes infligées à l'économie nationale par les deux guerres mondiales, ainsi que par la guerre civile et l'intervention étrangère de 1917-1922. Indiquons à titre de comparaison qu'au cours des mêmes années la production a augmenté aux Etats-Unis de 2,6 fois. En 1930, en U.R.S.S., le dernier chômeur a reçu du travail. Depuis lors, l'U.R.S.S. ignore le chômage. En 1954, le nombre des ouvriers et des employés s'est élevé à 47 millions de personnes (soit un accroissement de plus de 30 millions par rapport à 1913).

L'action de la loi économique fondamentale du socialisme s'exprime, deuxièmement, dans l'élévation continue du niveau du bien-être matériel et culturel de la population de l'Union Soviétique. Les travailleurs reçoivent les $\frac{3}{4}$ du revenu national et la partie restante est affectée à l'élargissement de la production et aux autres besoins de l'Etat et de la société, c'est-à-dire qu'elle est aussi dépensée dans l'intérêt du peuple. Les revenus des ouvriers et des employés augmentent d'année en année (*voir la réponse n°15*).

Les baisses systématiques des prix de détail des produits de grande consommation constituent une source importante d'élévation du salaire réel des ouvriers et employés et des revenus des paysans. De 1947 à 1954, les prix ont diminué de 2,3 fois.

Durant les années d'après-guerre, il a été construit en U.R.S.S. pour les travailleurs plus de 200 millions de mètres carrés de surface habitable dans les villes et cités ouvrières et plus de 4 millions de maisons dans les localités rurales. Au pays des Soviets, chaque citoyen valide reçoit du travail et peut élever gratuitement sa qualification. A l'heure actuelle, plus de 57 millions d'enfants et d'adultes étudient aux frais de l'Etat. Durant les années d'après-guerre, il a été construit plus de 23.500 écoles ; les dépenses pour l'instruction publique se sont accrues de 150 % par rapport à 1940.

En 1955, l'Etat soviétique a dépensé pour les besoins sociaux et culturels de la population (santé publique, enseignement, assurances sociales, culture physique, etc.) 146,9 milliards de roubles.

Les besoins du peuple soviétique se multiplient et croissent continuellement. Et cela constitue à son tour un facteur puissant et permanent de développement de la production, car les besoins croissants assignent à la production des tâches sans cesse renouvelées. En U.R.S.S., la production socialiste croît et s'élargit sur la base d'une technique de plus en plus perfectionnée. La condition nécessaire de l'essor continu de la production socialiste est le développement, en première instance, de la production des moyens de production.

13. QUELLES SONT LES FORMES DE PROPRIÉTÉ EXISTANT EN U.R.S.S. ?

Il n'existe pas, en U.R.S.S., de propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire de propriété de ce qui, aux mains des capitalistes, est un instrument d'exploitation de l'homme par l'homme. La propriété sociale, socialiste, des moyens de production domine sans partage. Autrement dit, la société soviétique, qui se compose des travailleurs de la ville et de la campagne, possède en propre les moyens de production.

L'article 4 de la Constitution de l'U.R.S.S. stipule : « La base économique de l'U.R.S.S. est constituée par le système socialiste de l'économie et par la propriété socialiste des instruments et moyens de production, établis à la suite de la liquidation du système capitaliste de l'économie, de l'abolition de la

propriété privée des instruments et moyens de production et de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. »

La propriété socialiste en U.R.S.S. existe sous deux formes : la forme de la propriété d'Etat (bien du peuple tout entier) et la forme de la propriété coopérative et kolkhozienne (propriété de chaque kolkhoz, propriété des unions coopératives).

Sont la propriété de l'Etat : la terre, le sous-sol, les eaux, les forêts, les usines, les fabriques, les mines de charbon et de minerai, les chemins de fer, les transports par eau et par air, les banques, les P.T.T., les grandes entreprises agricoles organisées par l'Etat (sovkhoz, stations de machines et de tracteurs, etc.), ainsi que les entreprises municipales et la masse fondamentale des habitations dans les villes et les agglomérations industrielles.

La propriété coopérative-kolkhozienne comprend : les entreprises collectives dans les kolkhoz et dans les organisations coopératives, avec leur cheptel vif et mort ; la production fournie par les kolkhoz et les organisations collectives, ainsi que leurs bâtiments collectifs.

De sorte qu'en régime socialiste les moyens de production, tant à la ville qu'à la campagne, sont propriété collective, et celle-ci s'étend à toute l'économie nationale.

A côté de la propriété sociale des moyens de production, il existe en U.R.S.S. la propriété personnelle des citoyens sur les revenus et épargnes provenant de leur travail, sur leur maison d'habitation, l'économie domestique auxiliaire, les objets de ménage et d'usage quotidien, les objets d'usage et de commodité personnels (*voir la réponse n° 25*). La propriété personnelle des citoyens est garantie par la loi.

14. COMMENT EST PLANIFIÉE L'ÉCONOMIE NATIONALE ?

Dans les conditions du régime socialiste, l'économie nationale ne peut se développer que suivant un plan unique. Cela tient au fait qu'elle n'est pas éparpillée entre divers propriétaires mais presque entièrement concentrée aux mains de l'Etat, et qu'elle constitue un système unique de nombreuses entreprises et branches de production, étroitement liées entre elles et interdépendantes.

L'article 11 de la Constitution stipule : « La vie économique de l'U.R.S.S. est déterminée et dirigée par le plan d'Etat de l'économie nationale en vue d'augmenter la richesse sociale, d'élever d'une manière constante le niveau matériel et culturel des travailleurs, d'affermir l'indépendance de l'U.R.S.S. et de renforcer sa capacité de défense. »

Les plans d'Etat de l'économie nationale sont établis pour une durée de un et cinq ans. Des plans trimestriels et mensuels sont établis sur la base de ces plans. Les plans quinquennaux sont examinés et ratifiés par le Soviet Suprême de l'U.R.S.S., et les plans annuels par le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. Les plans de développement de l'économie des républiques, territoires, régions, districts, entreprises sont partie intégrante des plans de développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. Les plans quinquennaux et annuels de développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. précisent quelle quantité et quelle sorte de production doit fournir, à la fin de la période considérée, chaque branche de l'économie nationale pour toute l'U.R.S.S. et pour chaque république fédérée, où il faut construire les nouvelles entreprises et lesquelles, quelle quantité et quel genre de main-d'œuvre il faut former. Le plan fixe l'augmentation de la production agricole, l'accroissement du cheptel, l'équipement de l'agriculture en tracteurs, moissonneuses-batteuses, engrais, etc. Il détermine le volume de la circulation des marchandises dans le pays, le développement du réseau du commerce d'Etat et coopératif, l'accroissement de la production des marchandises de grande consommation.

Le plan indique les mesures à prendre pour élever le niveau matériel et culturel de la population : il fixe la croissance et la répartition du revenu national du pays tout entier, l'augmentation approximative des revenus réels des ouvriers, des employés et des paysans ; détermine le développement des établissements scientifiques et culturels, des écoles, des technicums et des établissements d'enseignement supérieur ; la construction des maisons d'habitation, des sanatoria, des maisons de repos, des hôpitaux, clubs, jardins d'enfants, etc.

Lors de l'élaboration des plans de l'économie nationale, on fixe les tâches relatives à la création de réserves d'Etat (stocks) de combustible, métaux, machines, produits alimentaires, matières premières pour les cas de calamités naturelles, de mauvaises récoltes, etc. Les plans comportent des indices quantitatifs et qualitatifs. Les premiers comprennent : la quantité de la production, son assortiment, l'évaluation en roubles, le volume des investissements, le fonds des salaires, le nombre des ouvriers et employés. Les indices qualitatifs comprennent : la productivité du travail, le prix de revient de la production, etc.

L'élaboration des plans commence par l'établissement des résultats préliminaires de leur exécution pour la période écoulée. Après l'adoption par le gouvernement des directives définissant les tâches économiques et politiques pour la période sur laquelle porte la planification, le Comité d'Etat du plan (Gosplan) près le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. passe à l'élaboration du plan. Le Gosplan établit les plans conjointement avec les organes de planification des républiques fédérées, ainsi qu'avec les ministères, qui font participer à ce travail les entreprises de leur ressort.

Dans la réalisation des plans, le rôle décisif est joué par l'activité productrice et politique des travailleurs, qui ont un intérêt vital à la réalisation et au dépassement des plans de l'économie nationale, car ils sont les maîtres de leur Etat.

L'économie nationale de l'U.R.S.S. se développe à un rythme prodigieusement élevé. De 1929 à 1951, le volume de la production industrielle de l'U.R.S.S. a augmenté de près de 13 fois. L'agriculture se développe régulièrement, le bien-être de la population croît d'une façon continue.

« Notre supériorité réside dans le fait, disait J. Staline, — que nous ne connaissons pas de crises de surproduction, que nous n'avons et n'aurons pas de millions de chômeurs, que nous n'avons pas d'anarchie de la production, car nous avons une économie planifiée. »

15. COMMENT EST RÉPARTI LE REVENU NATIONAL ?

En Union Soviétique, le revenu national appartient aux travailleurs eux-mêmes. Il est réparti de la façon suivante : une partie (environ un quart) est affectée à l'élargissement de la production socialiste et aux autres besoins du peuple, tout le reste (environ les $\frac{3}{4}$) est reçu par les travailleurs de l'U.R.S.S. pour la satisfaction de leurs besoins matériels et culturels personnels.

De quoi se composent ces trois quarts du revenu national qui sont consacrés à la satisfaction des besoins personnels du peuple ? Ils comprennent : les salaires des ouvriers et employés, les revenus des kolkhoziens obtenus d'après les journées-travail, les sommes dépensées par l'Etat pour les assurances sociales, la sécurité sociale, l'instruction gratuite, l'assistance médicale fournie gratuitement à toute la population, ainsi que pour les autres mesures destinées à desservir les travailleurs.

[Les assurances sociales, gérées par les syndicats, concernent les citoyens en tant que travailleurs. La sécurité sociale, gérée par les Soviets, concerne diverses catégories de non-travailleurs (orphelins, invalides en cours de rééducation, etc.).]

Ainsi, en 1950, les versements et avantages divers dont l'Etat a fait bénéficier la population se sont élevés à plus de 120 milliards de roubles (trois fois plus qu'en 1940) ; en 1953, à 139,5 et en 1954 à 146 milliards de roubles.

Il n'y a pas en U.R.S.S. de contradiction entre la partie du revenu national affectée à l'élargissement de la production et la partie affectée à la consommation personnelle de la population. L'élargissement de la production socialiste (construction de nouvelles entreprises, équipement des entreprises en matériel moderne, etc.) s'effectue dans l'intérêt des travailleurs eux-mêmes, car la croissance de la production est la condition de l'élévation continue du niveau de vie matériel et culturel des travailleurs.

Le revenu national de l'U.R.S.S. croît d'année en année. En 1954, il a dépassé de plus de 2 fois le niveau de l'année d'avant-guerre 1940. Les revenus de la population ont augmenté à peu près dans la même proportion.

16. QUELLE EST LA STRUCTURE DU BUDGET D'ÉTAT DE L'UNION SOVIÉTIQUE ?

Le budget d'Etat de l'U.R.S.S. est le plan financier fondamental de l'Etat soviétique, dressé conformément au plan de l'économie nationale. Les chapitres des recettes et des dépenses du budget sont ratifiés chaque année par le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. Celui-ci examine et ratifie également le compte rendu du gouvernement sur la réalisation du budget de l'exercice précédent. Le budget d'Etat de l'U.R.S.S. pour 1955 a été ratifié par le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. pour 590,2 milliards de roubles de recettes et 563,5 milliards de roubles de dépenses soit un excédent de 26,7 milliards de roubles des recettes sur les dépenses. Tous les ans, les recettes du budget soviétique sont en excédent sur les dépenses.

Le chapitre essentiel des recettes du budget est constitué par les versements des entreprises d'Etat de l'industrie, des transports et du commerce. Les impôts payés par la population jouent un rôle insignifiant dans le budget : en 1952, ils s'élevaient à 9,3 % du total des recettes budgétaires, en 1953 à 8,4 % et en 1955 à 8,2 %.

Le budget de l'U.R.S.S. est le budget d'une puissance pacifique. Les chapitres des dépenses le montrent nettement. Ainsi, sur les 563,5 milliards de roubles de dépenses du budget 1955, 222,4 milliards de roubles sont assignés au financement de l'économie nationale et 146,9 milliards de roubles au financement des mesures sociales et culturelles. Ainsi, près de deux tiers du budget sont dépensés pour le développement de l'économie nationale et à des fins sociales et culturelles.

L'Etat soviétique dépense une partie de ses ressources — 112,1 milliards de roubles — pour l'entretien des Forces armées de l'U.R.S.S., qui protègent le travail pacifique du peuple soviétique.

Sur les 146,9 milliards de roubles assignés aux mesures sociales et culturelles, l'Etat dépense 68,5 milliards pour l'instruction publique et la culture, 80,5 milliards pour la santé publique et la culture physique, 45,8 milliards pour la sécurité sociale, les assurances sociales et les allocations aux mères de famille nombreuse et aux mères chefs de famille.

La sollicitude de l'Etat soviétique pour la satisfaction des besoins matériels et culturels du peuple et pour le développement continu de l'économie nationale ressort nettement de cette répartition des ressources budgétaires.

17. COMMENT LE 5^e PLAN QUINQUENNAL EST-IL RÉALISÉ ?

Le plan quinquennal 1951-1955 de développement de l'U.R.S.S. est axé dans cinq directions principales : industrie ; agriculture ; commerce ; transports et P.T.T. ; protection de la santé publique et culture. Le plan prévoit la continuation de l'essor du bien-être matériel du peuple.

Selon le plan, la production industrielle devait augmenter d'environ 70 % au cours du quinquennat. Or, dès la fin de la quatrième année, l'accroissement était déjà de 65 %, et en 1955, d'après des données préliminaires, l'augmentation sera de 80 % par rapport à 1950 (plus de 3 fois par rapport à l'année d'avant-guerre 1940). Il en résulte donc que le programme du plan quinquennal sera réalisé avant terme en ce qui concerne l'industrie.

L'élément essentiel dans l'industrie reste l'industrie lourde : énergétique, métallurgie, constructions mécaniques, industrie chimique. C'est ainsi que la puissance globale des centrales électriques doit être à peu près doublée au cours du quinquennat, celle des hydrocentrales étant triplée. Les constructions mécaniques se développent encore plus rapidement. L'essor de l'industrie lourde permet d'équiper d'un matériel ultra-moderne tous les secteurs de la production, notamment l'agriculture, les industries légère et alimentaire, c'est-à-dire les branches qui approvisionnent la population en marchandises de consommation courante. D'après le bilan des quatre premières années, on peut affirmer que, pour ces marchandises également, les prévisions du plan seront dépassées. Par exemple, l'augmentation d'une fois et demie de la production des lainages, prévue par le plan, était atteinte et dépassée dès 1954. La production des soieries a plus que triplé en 4 ans. De grands succès ont aussi été obtenus dans la fabrication d'autres articles manufacturés et de produits alimentaires. Un progrès notable a également été enregistré dans le développement de l'agriculture. En 4 ans, les emblavures du pays se sont accrues de plus de 20 millions d'hectares. Rien que l'an dernier, plus de 17 millions d'hectares de terres

nouvelles ont été labourés dans l'est du pays. En 1956, dans ces régions, au moins 28-30 millions d'hectares d'anciennes terres vierges et en friche seront ensemencés, principalement en céréales. D'importantes mesures ont été prises en vue d'accroître la production de plantes industrielles : coton, betterave sucrière, tournesol, lin, etc. Le cheptel augmente d'année en année. Rien qu'en 1954, le nombre des bovins s'est accru d'environ 2 millions de têtes, celui des porcs de 3,4 millions et celui des moutons de 2,6 millions.

Toutefois, l'agriculture ne satisfait pas encore suffisamment la demande accrue de produits agricoles et d'élevage. C'est pourquoi l'Etat prend actuellement des mesures destinées à promouvoir un essor rapide de ces branches importantes de la production agricole (*voir la réponse n°55*).

Le plan quinquennal prévoyait une augmentation d'environ 70 % des ventes au détail dans le pays. Cet objectif était sensiblement dépassé dès 1954. Ce qui caractérise le développement du commerce au cours du 5^e quinquennat, c'est l'accroissement de la demande sur les produits manufacturés et alimentaires de prix, de qualité supérieure. En particulier, on enregistre une grande demande sur les articles de ménage et d'usage culturel : mobilier, postes de T.S.F., téléviseurs, bicyclettes, motocyclettes, automobiles, articles d'horlogerie, etc.

Le plan quinquennal des transports ferroviaires a été rempli avant terme, en 4 ans. Par rapport à 1950, le trafic-marchandises a augmenté en 1954 de 42 %. Des travaux importants sont en cours pour la pose de nouvelles voies ferrées. De grandes lignes sont en construction en Sibérie du Sud, en Asie centrale, dans les régions riveraines de la Volga. L'électrification des transports ferroviaires se développe largement. En outre, le trafic-marchandises fluvial et maritime a considérablement augmenté.

Le plan quinquennal prévoyait un accroissement de 60 % du revenu national du pays. En 4 ans, le revenu national a augmenté de plus d'une fois et demie. Les revenus personnels des travailleurs ont augmenté parallèlement.

L'Etat procède d'une façon planifiée à la baisse des prix. Après la guerre, ceux-ci ont été réduits à sept reprises. Ils sont actuellement plus de deux fois inférieurs au niveau de 1947. L'objectif assigné par le plan quinquennal pour la baisse des prix était déjà dépassé en 1954.

Le plan est exécuté avec succès en ce qui concerne la santé publique et l'édification culturelle. C'est ainsi que le passage graduel de l'enseignement obligatoire de 7 ans à l'enseignement obligatoire de 10 ans a commencé dans tout le pays.

18. COMMENT LE DROIT AU TRAVAIL EST-IL ASSURÉ AUX CITOYENS SOVIÉTIQUES ET POURQUOI NE PEUT-IL Y AVOIR DE CHOMAGE EN U.R.S.S. ?

L'article 118 de la Constitution de l'U.R.S.S. proclame :

« Les citoyens de l'U.R.S.S. ont droit au travail, c'est-à-dire qu'ils ont le droit de recevoir un emploi garanti et rémunéré selon la quantité et la qualité du travail fourni. Le droit au travail est assuré par l'organisation socialiste de l'économie nationale, par l'accroissement constant des forces productives de la société soviétique, par l'élimination de la possibilité des crises économiques et par la suppression du chômage. »

La croissance continue de la production sociale et du pouvoir d'achat des citoyens exclut la possibilité des crises économiques et assure le plein emploi de toute la population. C'est pour cette raison, non, seulement qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir de chômage, mais aussi que l'Etat affecte des sommes considérables à la formation de nouveaux cadres d'ouvriers et d'employés pour les besoins de l'économie nationale en continu développement. Le nombre des ouvriers et employés de l'U.R.S.S. augmente tous les ans. Ainsi, à la fin de 1950, il y avait 7.700.000 ouvriers et employés de plus qu'à la fin de 1940. Au cours des années 1951 et 1952, le nombre des ouvriers et employés s'est de nouveau accru de 2.500.000 personnes.

A la fin de l'année 1954, le nombre total des ouvriers et employés s'élevait à environ 47 millions de personnes.

En Union Soviétique, chacun a du travail et est sûr de son avenir.

19. COMMENT LE DROIT AU REPOS EST-IL ASSURÉ ?

L'État garantit le droit au repos à tous les citoyens de l'U.R.S.S. Ce droit au repos est assuré, par le fait : premièrement, qu'en Union Soviétique la durée maximum de la semaine de travail ne dépasse pas 48 heures, et, deuxièmement, qu'outre la journée hebdomadaire de repos, les ouvriers et employés jouissent de congés payés annuels. La durée minimum du congé est de 2 semaines. De nombreux travailleurs ont des congés de 3 semaines et de un mois. Les mineurs, métallurgistes, ouvriers du textile, cheminots, travailleurs de plusieurs autres professions ont droit à un congé d'un mois.

Les enseignants et les travailleurs scientifiques ont un congé de 2 mois.

Chaque année, plusieurs millions d'ouvriers et d'employés passent leur congé dans des centres de cure et des maisons de repos.

Les bons de séjour dans les centres de cure et les maisons de repos, acquis aux frais des assurances sociales d'Etat, sont vendus aux travailleurs à des conditions avantageuses (avec une remise de 70 % ou gratuitement). Plus de 2.000 centres de cure et des milliers de maisons de repos sont en service en Crimée, dans le Caucase et dans d'autres régions thermales de l'U.R.S.S.

20. COMMENT LE DROIT A L'ASSURANCE MATÉRIELLE DANS LA VIEILLESSE EST-IL RÉALISÉ ?

L'État pourvoit aux besoins matériels des citoyens soviétiques âgés. Selon les lois soviétiques, les ouvriers et employés ayant atteint l'âge de 60 ans et ayant travaillé 25 ans obtiennent une pension à vie représentant 50 à 60 % de leur dernier salaire mensuel moyen. Pour les femmes, l'âge est de 55 ans et la durée de travail de 20 ans. Certaines catégories de travailleurs, les mineurs et les métallurgistes en particulier, reçoivent une pension-vieillesse dès l'âge de 50 ans et à un taux plus élevé.

La pension-vieillesse est versée quels que soient l'état de santé et la capacité de travail de l'intéressé. Les titulaires peuvent, à leur gré, continuer de travailler ; dans ce cas, la pension qui leur est allouée continue de leur être versée intégralement.

Dans les kolkhoz, conformément au Statut de l'artel agricole, des fonds sont spécialement affectés à l'assistance aux personnes âgées.

21. TOUS LES ENFANTS SOVIÉTIQUES VONT-ILS A L'ÉCOLE ?

L'enseignement est obligatoire pour tous les enfants.

Après l'école de 7 classes, la majorité des jeunes gens et jeunes filles soviétiques continuent leurs études soit dans les classes supérieures de l'école secondaire (l'école moyenne complète a 10 classes), soit dans les écoles secondaires professionnelles (technicums), qui donnent une Spécialité déterminée et une formation générale équivalant à 10 classes d'études.

Le passage de l'enseignement général obligatoire de 7 ans à l'enseignement général de 10 ans est terminé dans les capitales des républiques, ainsi que dans les grandes villes du pays. En même temps ont été préparées, au cours du 5^e plan quinquennal (1951-1955), les conditions pour le passage, au cours du quinquennat suivant (1956-1960), à l'enseignement secondaire général dans les autres villes et les localités rurales.

De plus, au cours du 5^e quinquennat, l'enseignement polytechnique a commencé à être appliqué, ce qui accroît la valeur éducative de l'école d'enseignement général et donne à la jeunesse une formation plus riche, permettant ainsi aux élèves le libre choix d'une profession quelconque à leur sortie de l'école secondaire.

En 1954, plus de 38 millions d'écoliers et d'élèves faisaient leurs études dans les écoles, technicums et autres établissements d'enseignement secondaire de l'U.R.S.S.

Pour assurer l'enseignement général de 7 ans, l'Etat soviétique dispose de 220.000 écoles. Au cours des années d'après-guerre, 23.500 nouvelles écoles ont été construites. En liaison avec le passage

graduel à l'enseignement général de 10 ans, il a été construit au cours du 5^e plan quinquennal environ 70 % d'écoles de plus que pendant le premier plan quinquennal d'après-guerre.

Dans toutes les écoles, l'enseignement est fait dans la langue nationale. Il y a des écoles dans les régions les plus reculées : dans l'Extrême Nord, dans les montagnes du Pamir et de l'Altaï, dans les oasis des déserts de l'Asie centrale, là où, avant la Révolution, vivaient des minorités nationales qui n'avaient même pas d'écriture.

L'Etat se charge de l'édition des manuels et de la fabrication du matériel didactique.

Le nombre des instituteurs a atteint 1.600.000 et augmente d'une façon continue. (Le nom d'instituteur s'applique en U.R.S.S. à tous les enseignants des écoles primaires et secondaires.) Du fait de l'extension considérable de l'enseignement secondaire au cours des prochaines années, les admissions dans les instituts pédagogiques ont dépassé de 45 %, pour la période 1951-1955, celles du quinquennat précédent.

22. COMMENT PEUT-ON RECEVOIR UNE INSTRUCTION SUPÉRIEURE ?

En 1954, les établissements d'enseignement supérieur de l'U.R.S.S. ont compté 1.732.000 étudiants. 150 de ces établissements ont été ouverts après la guerre. Les personnes âgées de 17 à 35 ans, ayant fait des études secondaires et ayant passé les examens d'entrée, sont admises dans les établissements d'enseignement supérieur.

Les étudiants venus d'autres villes ont des foyers à leur disposition. Tous ceux qui ont des notes suffisantes reçoivent pendant toute la durée de leurs études une bourse d'Etat, qui leur assure le minimum vital. Pendant les vacances d'été, des places gratuites dans les maisons de repos et les centres de cure sont mises à la disposition des étudiants. Il existe des établissements d'enseignement supérieur dans toutes les républiques fédérées et autonomes, dans tous les territoires et régions. On trouve parmi les étudiants soviétiques des représentants de toutes les nationalités de l'U.R.S.S., y compris celles qui ne possédaient pas de langue écrite avant la Révolution d'Octobre. On rencontre à l'Université d'Etat de Moscou, qui porte le nom du grand savant russe M. Lomonossov, des jeunes gens et des jeunes filles de 57 nationalités.

Durant les cinq premières années d'après-guerre (1946-1950), les établissements d'enseignement supérieur ont fourni à l'économie nationale 652.000 spécialistes hautement qualifiés et 1.278.000 spécialistes de qualification moyenne ; en 1953, les écoles supérieures et secondaires ont formé plus de 500.000 jeunes spécialistes pour les différentes branches de l'économie nationale.

En 1954, les établissements d'enseignement supérieur et d'enseignement secondaire spécialisé ont formé plus de 560.000 jeunes spécialistes, dont 57.000 ont suivi les cours de l'enseignement supérieur par correspondance.

L'Université Lomonossov de Moscou a formé au cours de l'année 1954 3.000 spécialistes environ, et les 33 universités du pays en ont formé plus de 17.000.

En automne 1954, les établissements d'enseignement supérieur du pays ont admis 440.000 étudiants, soit 25.000 de plus qu'en 1953.

A la fin de l'année 1952, l'U.R.S.S. comptait environ 5,5 millions de spécialistes ayant une formation supérieure et moyenne. En 1953, leur nombre s'est accru de 8 %, et en 1954 de 9 %.

23. QUELLE EST LA SITUATION MATÉRIELLE ET SOCIALE DE L'INSTITUTEUR ?

Le titre d'instituteur est hautement honoré. L'instituteur reçoit un traitement équivalent à celui des spécialistes qualifiés ; il bénéficie périodiquement de primes d'ancienneté.

Dans les localités rurales, on construit aux frais de l'Etat, à l'usage des instituteurs, des maisons d'habitation auxquelles on adjoint des lots de terrain.

Durant les vacances d'été, les instituteurs ont droit à deux mois de vacances payées par l'Etat. Comme tous les membres des syndicats, ils bénéficient de places dans les centres de cure et les maisons de repos, soit à titre gratuit, soit à un prix représentant 30 % de leur valeur.

Pour l'ancienneté et la qualité de ses services, l'instituteur reçoit des décorations et titres honorifiques. L'instituteur qui a travaillé 10 ans est décoré de la médaille : « Pour un travail émérite ». Par la suite, des décorations lui sont décernées tous les cinq ans. Pour 30 ans de travail irréprochable, l'instituteur se voit décerner la plus haute distinction de l'U.R.S.S. : l'ordre de Lénine. Rien que dans la R.S.F.S.R., 120.000 instituteurs ont été décorés d'ordres et de médailles.

Pour les instituteurs qui se sont particulièrement distingués, on a créé le titre honorifique d' « instituteur émérite ». L'attribution de ce titre fait l'objet d'arrêtés des Présidiums des Soviets Suprêmes des républiques fédérées.

Des dizaines de milliers d'instituteurs sont élus députés aux Soviets dans les villes et villages.

24. L'OUVRIER SOVIÉTIQUE PEUT-IL DEVENIR INGÉNIEUR SANS INTERROMPRE SON TRAVAIL ?

Oui, il le peut. Dans de nombreux établissements d'enseignement supérieur et technicums, il existe des facultés du soir ainsi que des sections d'enseignement par correspondance. Il existe également des instituts spécialisés dans ce dernier mode d'enseignement. Ainsi, l'Institut polytechnique d'enseignement par correspondance de l'U.R.S.S. possède 9 facultés groupant 16.000 étudiants par correspondance.

La majorité des facultés du soir sont situées à proximité immédiate des grandes usines. Les étudiants des facultés du soir assistent à des conférences et font des travaux pratiques en laboratoire après leur journée de travail.

Les étudiants par correspondance n'assistent pas à des conférences mais reçoivent des devoirs à faire à domicile. Plusieurs fois par an, ils sont invités à faire un stage dans des séminaires d'étude.

C'est ainsi que les étudiants des facultés du soir et les étudiants par correspondance reçoivent une instruction supérieure sans interrompre leur travail.

La législation soviétique du travail prévoit une série de dispositions en faveur des étudiants par correspondance et des étudiants des facultés du soir. Ils reçoivent des congés durant les consultations techniques, les examens et l'exécution des travaux nécessaires pour l'attribution du diplôme.

A la fin des cours, les étudiants des facultés du soir et les étudiants par correspondance passent les examens d'Etat et reçoivent un diplôme de fin d'études supérieures au même titre que les étudiants des autres facultés. En 1952, le nombre des étudiants par correspondance s'élevait à plus de 400.000.

25. COMMENT LE DROIT A LA PROPRIÉTÉ PERSONNELLE ET LE DROIT D'HÉRITAGE SONT-ILS PROTÉGÉS EN U.R.S.S. ?

A l'article 10 de la Constitution de l'U.R.S.S., il est dit :

« Le droit des citoyens à la propriété personnelle des revenus et épargnes provenant de leur travail, à la propriété de leur maison d'habitation et de l'économie domestique auxiliaire, des objets de ménage et d'usage quotidien, des objets d'usage et de commodité personnels, de même que le droit d'héritage de la propriété personnelle des citoyens sont protégés par la loi. »

Tout citoyen a le droit de disposer comme il l'entend des épargnes provenant de son travail. Il peut se faire construire une maison d'habitation ou une maison de campagne, acheter une automobile ou tout autre objet qu'il désire. Tout dépend du montant de son salaire et de ses économies, dont le montant n'est pas limité.

Les ouvriers et employés désirant se faire construire une maison reçoivent gratuitement de l'Etat des lots de terrain. Sur requête de l'administration et des syndicats, la Banque d'Etat leur accorde à des

conditions avantageuses (2 % par an), des crédits à long terme (5.000 à 10.000 roubles amortis en 5 ou 10 ans). En outre, l'Etat fournit des matériaux de construction et donne des consultations techniques gratuites.

Par ailleurs, la loi soviétique interdit de tirer des biens et épargnes personnels des revenus ne provenant pas du travail. Ainsi, par exemple, la spéculation et l'usure sont punis par la loi comme un crime de droit commun.

Le citoyen soviétique a le droit de transmettre par héritage n'importe quel bien personnel, les épargnes provenant de son travail, sa maison d'habitation, ses objets personnels, ses droits d'auteur, ses brevets d'invention.

26. COMMENT LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE EST-ELLE ASSURÉE EN U.R.S.S. ?

Conformément à l'article 124 de la Constitution, l'Eglise est séparée de l'Etat et l'école de l'Eglise. L'Eglise n'a pas le droit de se mêler de l'activité politique de l'Etat. De son côté, l'Etat ne se mêle pas des affaires intérieures de l'Eglise. Aucune Eglise ne reçoit de fonds de l'Etat. Toutes les organisations religieuses et leur clergé sont entretenus par les dons bénévoles des croyants. Toutes les religions et tous les cultes existants sont égaux en droits. Il n'existe pas en U.R.S.S. de religion d'Etat.

Tous les croyants fréquentent librement, selon leur religion, les églises, les mosquées, les temples, les synagogues, les maisons de prières, où se déroulent les rites religieux. Chaque croyant peut inviter un servant du culte à célébrer les rites religieux à son domicile.

Le droit des citoyens soviétiques d'appartenir à une religion quelconque ou d'être athées, d'exprimer librement leurs conceptions athées et de mener une propagande antireligieuse sans blesser le sentiment des croyants, est garanti par les lois de l'Etat soviétique.

L'Etat soviétique n'établit pas de distinction entre les citoyens selon leur religion. Dans les pièces officielles (carte d'identité, certificat de mariage, de naissance, etc.) la religion des citoyens n'est pas indiquée. Lors de l'embauche ou bien lors de l'admission dans un établissement d'enseignement, aucun employé ou fonctionnaire n'a le droit de s'enquérir de la religion d'un citoyen. La religion est l'affaire privée, personnelle, des citoyens, l'affaire de leur conscience, dont la liberté est rigoureusement protégée par les lois soviétiques. La moindre intolérance religieuse est interdite en U.R.S.S.

Pour célébrer en commun les rites religieux, les croyants s'unissent, par leur libre consentement, en associations religieuses. Pour organiser une telle association, il suffit qu'elle comprenne au moins 20 personnes. L'Etat accorde à ces associations la jouissance gratuite des édifices pour la célébration des rites. Elles peuvent édifier de nouveaux lieux de prière. Les organes centraux et locaux du pouvoir d'Etat affectent des édifices aux établissements d'enseignement religieux, octroient du papier et des imprimeries pour l'édition des ouvrages théologiques et des revues ecclésiastiques.

L'Eglise orthodoxe russe est la forme de religion qui compte le plus de fidèles. Elle est dirigée par le patriarche de Moscou et de toutes les Russies, Alexis, élu au cours du Concile de 1945. Le patriarche Alexis est à présent âgé de 75 ans. Il a reçu la tonsure de moine il y a un demi-siècle, en 1902. Le patriarche est secondé par un organe consultatif : le Saint Synode.

Vient en second lieu, par le nombre de ses adeptes, la communauté islamique. Les musulmans possèdent quatre centres religieux (directions spirituelles) sur le territoire de l'Union Soviétique : dans la ville de Bakou, capitale de la R.S.S. d'Azerbaïdjan, à Tachkent, capitale de la R.S.S. d'Ouzbékïe, à Oufa, capitale de la R.S.S.A. de Bachkirïe et à Bouïnaksk, dans la R.S.S.A. du Daguestan.

L'écrasante majorité des musulmans vivant en U.R.S.S. appartiennent à la tendance sunnite, mais dans la R.S.S. d'Azerbaïdjan, dans les républiques d'Asie centrale et dans d'autres régions de l'Union Soviétique vivent des musulmans appartenant à la tendance chiite. A la différence de l'époque préévolutionnaire, l'hostilité entre les sunnites et les chiïtes a complètement disparu en U.R.S.S.

En 1952, parlant à Vienne du haut de la tribune du Congrès des peuples pour la paix, le représentant des musulmans de l'Union Soviétique, le cheik Oul-Islam Akhound Aga Ali Zadé a déclaré : « Mes contemporains et moi ont eu le grand bonheur, grâce à la volonté d'Allah, de vivre jusqu'au jour où j'ai

pu voir de mes propres yeux les peuples de l'Union Soviétique multinationale — et les musulmans figurent aussi dans leur famille fraternelle — recevoir leur bonheur sur la terre... En Union Soviétique, tous les peuples sont égaux en droits, ils possèdent leurs Etats autonomes — les républiques soviétiques; dans les administrations, les affaires sont réglées dans la langue nationale, tous les peuples ont une vie aisée, une amitié fraternelle s'est établie entre eux; ils ont conquis la culture, la science et l'art. Les musulmans jouissent de la liberté de religion la plus complète et l'Islam a reçu des droits identiques à ceux des autres religions. »

Les autres grandes associations religieuses de l'U.R.S.S. sont : 1° la religion bouddhique, dirigée par un célèbre ecclésiastique bouddhiste, le bandido khambo lama Lobsan Nima Darmaïev. Il est président de la Direction ecclésiastique centrale des bouddhistes de l'U.R.S.S. et son lieu de résidence se trouve sur le territoire de la R.S.S.A. de Bouriato-Mongolie à Ivolguinsk ; 2° l'Eglise catholique romaine, surtout répandue dans les régions occidentales de l'U.R.S.S., en Lettonie et en Lituanie ; 3° la secte religieuse des Vieux-Croyants ; 4° l'Eglise orthodoxe géorgienne ; 5° l'Eglise arménienne grégorienne ; 6° l'Eglise évangélique des chrétiens-baptistes ; 7° l'Eglise luthérienne ; 8° la religion judaïque.

Outre les grandes associations religieuses citées ci-dessus, il en existe d'autres, beaucoup moins importantes par le nombre de leurs fidèles : les « adventistes du septième jour », les réformistes, les molokanes, les caraïtes, les doukhobors, les méthodistes, etc.

Quel que soit le nombre de leurs fidèles, toutes ces associations religieuses jouissent des mêmes droits que les autres cultes plus importants. Seule est interdite l'activité des sectes fanatiques dont le dogme postule la mutilation physique (c'est le cas des skoptsy, qui castrent leurs fidèles).

Pour résoudre les questions concernant leur vie religieuse intérieure, les centres religieux convoquent des congrès, des conférences, des assemblées, auxquels assistent le clergé et les représentants des croyants. Les associations religieuses ont leurs académies, leurs séminaires, leurs écoles, qui forment les cadres de serviteurs du culte. Les centres religieux entretiennent librement des relations avec leurs coreligionnaires étrangers, et certains d'entre eux, comme par exemple l'Eglise orthodoxe russe, l'Eglise arménienne, etc., y ont des diocèses et des représentants.

Les serviteurs du culte jouissent des mêmes droits politiques que les autres citoyens de l'U.R.S.S. Ils prennent part aux élections des organes du pouvoir et peuvent y être élus.

Les dirigeants de toutes les associations religieuses, le bas clergé et les croyants de l'U.R.S.S. sont des membres actifs du mouvement national des Partisans de la paix. Le métropolite (Eglise orthodoxe russe) de Kroutitsy et de Kolomna, Nicolas, l'archevêque Tours, chef de l'Eglise évangélique luthérienne de Lettonie (Riga), le mufti Ichan Babakhan ibn Abdul Medjikhhan, chef des musulmans de l'Asie centrale et du Kazakhstan, sont membres du Comité de défense de la paix de l'U.R.S.S.

Dans la vie des associations religieuses, des questions se posent qui doivent être tranchées par les organes gouvernementaux. Le gouvernement soviétique en a tenu compte. Un Conseil pour les affaires de l'Eglise orthodoxe russe et un Conseil pour les affaires des cultes religieux ont été créés. Ils aident les associations religieuses à résoudre les questions impliquant des relations avec les organes et institutions de l'Etat, veillent à l'application correcte des lois sur la liberté de conscience et la liberté des cultes, élaborent des projets de loi et des arrêtés concernant les questions soulevées par les associations religieuses.

27. COMMENT EST ORGANISÉE LA PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ?

L'État soviétique a entièrement pris à sa charge la protection de la santé de la population. L'assistance médicale sous toutes ses formes est gratuite.

Dans les villes et les villages (dans chaque district), il existe un dispensaire d'Etat de district (ou une polyclinique), où tout citoyen peut recevoir l'assistance médicale dont il a besoin. Les polycliniques de district sont équipées d'installations de diagnostic et de traitement, d'appareils de radioscopie, de laboratoires, d'appareils d'électrothérapie, d'hydrothérapie et de traitement par les rayons ultraviolets, et de divers autres cabinets spécialisés.

En cas de nécessité, le dispensaire envoie des médecins spécialistes au domicile du malade. Pour les cas urgents, il y a dans toutes les polycliniques des stations de secours d'urgence d'où les médecins peuvent être appelés à domicile par téléphone.

Dans chaque district, il existe des médecins chargés du travail sanitaire, prophylactique et d'éducation sanitaire parmi la population.

Dans les grandes entreprises et les administrations importantes, des polycliniques créées aux frais des assurances sociales desservent les ouvriers et employés de ces établissements, ainsi que leurs familles.

Il existe des hôpitaux et des polycliniques spécialisés pour les malades dont le traitement exige l'hospitalisation.

En 1952, 300.000 médecins et 900.000 personnes de qualification médicale moyenne travaillaient dans les établissements médicaux de l'U.R.S.S. En 1953, le nombre des médecins s'est accru de plus de 11.000, et en 1954 de plus de 10.000.

Chaque année, l'Etat soviétique affecte des sommes énormes à la protection de la santé publique. Si, en 1947, le chapitre de la santé publique du budget d'Etat se montait à 18,9 milliards de roubles, il atteignait 29,3 milliards de roubles en 1954.

L'élévation du bien-être de la population et les progrès de la protection de la santé publique ont fait baisser la mortalité de 3 fois par rapport à 1913. L'augmentation annuelle nette de la population dépasse le chiffre de 3 millions.

28. QUELS SONT LES IMPOTS PAYÉS PAR LES TRAVAILLEURS ?

Les ouvriers et les employés, ainsi que les travailleurs des arts, les artisans et les autres citoyens ayant des sources autonomes de revenus, sont assujettis à l'impôt sur le revenu.

Sont exonérés de l'impôt sur le revenu les ouvriers et employés dont les salaires ne dépassent pas 260 roubles, ainsi que les pensionnés, quel que soit le montant de leur pension.

L'impôt payé par les ouvriers et employés est prélevé mensuellement sur leur salaire pour le mois écoulé. Pour un salaire de 400 roubles, l'impôt se monte à 18 roubles, pour un salaire de 500 roubles à 26 roubles, pour un salaire de 600 roubles à 36 roubles, pour un salaire de 750 roubles à 52 roubles, pour un salaire de 1.000 roubles à 82 roubles, pour un salaire de 1.500 roubles à 147 roubles, etc. L'impôt sur le revenu prélevé sur les hauts salaires est au maximum d'environ 13 %.

Les ouvriers et employés ayant 4 personnes et plus à leur charge voient leurs impôts considérablement diminués. Outre l'impôt sur le revenu, il a été institué en 1941 un impôt sur les citoyens n'ayant pas d'enfants ou en ayant seulement un ou deux. Cet impôt s'applique aux hommes âgés de 20 à 50 ans et aux femmes âgées de 20 à 45 ans. En l'absence d'enfant, l'impôt se monte à 6 % de la somme des revenus, avec un enfant il descend à 1 %, et avec deux enfants à 0,5 %. Les citoyens ayant trois enfants et plus ne paient pas cet impôt.

Les militaires et leurs épouses, les invalides, ainsi que les citoyens dont les enfants sont morts ou disparus à la guerre sont exonérés de cet impôt.

29. QUEL EST LE MONTANT DES LOYERS ?

Dans les villes soviétiques, l'écrasante majorité des maisons d'habitation est propriété de l'Etat.

Il a été établi par la loi que le loyer ne doit pas dépasser 1 rouble 32 kopecks par mètre carré de surface habitable. Les dépendances — cuisine, salle de bain, vestibule, etc. — ne sont pas comptées. Ainsi, le loyer d'un appartement de 35 à 40 mètres carrés s'élève, au tarif le plus élevé, à 46-53 roubles par mois. Habituellement, le montant du loyer ne dépasse pas 4 à 5 % du salaire d'un ouvrier ou d'un employé. Les prix des loyers sont fixés par l'Etat et nul ne peut les augmenter. L'augmentation non autorisée du loyer est réprimée par la loi.

30. COMMENT SONT ORGANISÉES LES ASSURANCES SOCIALES ?

Les assurances sociales des ouvriers et des employés sont à la charge de l'Etat. Le fonds des assurances sociales est constitué par des versements qu'effectuent toutes les entreprises et administrations selon un pourcentage déterminé de leur fonds des salaires. Les ouvriers et employés eux-mêmes ne font aucun versement au fonds des assurances sociales.

Au fur et à mesure que se développe l'économie socialiste, le budget des assurances sociales s'accroît. Au cours du premier plan quinquennal (1928/29-1932/33), le fonds des assurances sociales d'Etat s'est élevé à 10,4 milliards de roubles ; au cours du second plan quinquennal (1933-1937) à 32,5 milliards, et au cours du plan quinquennal d'après-guerre (1946-1950) à 80,1 milliards de roubles. En 1952, le budget des assurances sociales était de 21,4 milliards de roubles. En 1953, il a été porté à 22,7 milliards de roubles et en 1954 à 24,7 milliards de roubles.

Le fonds des assurances sociales sert à verser des prestations aux ouvriers et employés atteints d'invalidité temporaire, des pensions d'invalidité et de vieillesse, des pensions aux familles des ouvriers et des employés en cas de décès du soutien de famille, des allocations aux femmes enceintes et en couches. Le fonds des assurances sociales est également affecté à la construction et à l'entretien des centres de cure et des maisons de repos des syndicats, à l'acquisition de places dans les centres de cure et maisons de repos pour les ouvriers et employés, à l'entretien des enfants des travailleurs au cours de leur séjour dans les camps de pionniers et les centres de cure pour enfants. Le fonds des assurances sociales sert également à payer l'alimentation médicale dans les restaurants diététiques, le traitement et le repos dans les centres de cure de nuit existant auprès des usines et fabriques.

Les allocations aux ouvriers et employés en état d'invalidité temporaire sont versées dès le premier jour de la maladie, jusqu'à ce que le médecin ait établi que le malade a complètement recouvré sa capacité de travail. Les allocations sont également versées en cas de maladie d'un membre de la famille si des soins lui sont nécessaires. Le montant de l'allocation atteint de 50 à 90 % du salaire, selon l'ancienneté du travailleur dans l'entreprise qui l'emploie.

Les allocations de grossesse et d'accouchement sont accordées à toutes les femmes qui ont travaillé dans l'entreprise ou l'administration pendant au moins trois mois. En outre, une allocation supplémentaire forfaitaire est octroyée pour l'alimentation de l'enfant et l'acquisition du trousseau. » Les syndicats sont seuls habilités à gérer les assurances sociales d'Etat.

31. COMMENT L'ÉTAT SOVIÉTIQUE AIDE-T-IL LES MÈRES ?

En Union Soviétique, la mère est hautement honorée et respectée. Le travail des femmes enceintes est réglementé par une législation spéciale. Des congés avec maintien du salaire leur sont accordés : 35 jours avant et 42 jours après les couches (ou davantage selon l'état de santé de l'accouchée).

Un large réseau de maternités gratuites, de consultations enfantines, ainsi que de crèches et de jardins d'enfants, a été créé dans les villes et villages. Environ 6.000 maternités et de nombreuses sections d'accouchement dans les hôpitaux sont entretenues aux frais de l'Etat. 95 % des femmes accouchent dans des maternités, où elles bénéficient gratuitement d'une assistance médicale et générale qualifiée. L'accouchement sans douleur est largement pratiqué dans les maternités. La mortalité en couches disparaît, non seulement dans les villes, mais aussi dans les localités rurales.

Dès la période de grossesse, la future mère est prise en charge par des services de consultation d'Etat où, par la suite, elle et son enfant sont placés sous une surveillance médicale constante.

Le système d'Etat de protection de la maternité et de l'enfance accorde de nombreux avantages et privilèges aux mères de famille.

Toutes les mères de famille nombreuse reçoivent des allocations de l'Etat : 200 roubles à la naissance du troisième enfant, une allocation forfaitaire de 650 roubles et une autre mensuelle de 40 à la naissance du quatrième, respectivement 850 et 60 roubles à la naissance du cinquième, 1.000 et 70 roubles à la naissance du sixième, 1.250 et 100 roubles à la naissance du septième et du huitième enfant, 1.750 et 125 roubles à la naissance du neuvième et du dixième enfant. Les mères de dix enfants

reçoivent à la naissance de chaque nouvel enfant une allocation forfaitaire de 2.500 roubles et une autre mensuelle de 150 roubles. Au cours des cinq premières années d'après-guerre, il a été versé aux mères de famille nombreuse 14,8 milliards de roubles d'allocations d'Etat.

Des allocations d'Etat sont également versées aux mères chefs de famille. En 1953, l'Etat soviétique a versé aux mères chefs de famille et aux mères de famille nombreuse, ainsi que pour les naissances, plus de 6,5 milliards de roubles.

Les mères qui ont donné naissance à dix enfants ou plus et les ont élevés reçoivent le titre de « Mère héroïne ». On leur remet l'ordre de la « Mère héroïne » et un diplôme du Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. Les mères qui ont donné naissance à sept, huit ou neuf enfants et les ont élevés sont décorées de l'ordre de la « Gloire maternelle », et celles qui ont donné naissance à cinq ou six enfants et les ont élevés sont décorées de la « Médaille de la maternité ». Plus de 4 millions de femmes ont ainsi été décorées.

Les savants soviétiques travaillent sans relâche à améliorer la protection de la maternité et de l'enfance. Plus de 20 instituts de recherche scientifique sont spécialisés dans cette tâche.

32. QUELLE EST LA LÉGISLATION SOVIÉTIQUE DU MARIAGE ET DE LA FAMILLE ?

La famille soviétique est basée sur l'égalité en droits des époux, sur leur respect mutuel, l'amitié et l'amour. L'Etat soviétique protège la stabilité et la solidité de la famille. La loi garantit l'égalité complète des deux époux en ce qui concerne aussi bien leurs droits que leurs devoirs. Elle proscrie toute atteinte aux droits des femmes et exige que les époux prennent également soin de l'éducation des enfants. Les biens acquis par la famille appartiennent à titre égal aux deux époux. Chacun des deux époux est tenu d'entretenir l'autre s'il est inapte au travail.

Les lois soviétiques punissent ceux qui sapent la famille par leur comportement frivole, ceux qui obligent la femme à se faire avorter, ceux qui abandonnent leurs enfants.

Le mariage est contracté par enregistrement aux bureaux d'état civil des Soviets. L'enregistrement du mariage est consigné sur les cartes d'identité des époux.

S'efforçant de consolider la famille, de défendre les intérêts de la mère et des enfants, la loi soviétique n'autorise le divorce que par jugement et uniquement pour des motifs graves. Sur requête des époux, le jugement de divorce peut se faire à huis clos.

Si le tribunal reconnaît qu'il est nécessaire de rompre le mariage, il désigne dans son arrêt celui des deux époux qui aura la charge d'élever les enfants, établit le mode de partage des biens et attribue à chacun des ex-époux, à leur gré, le nom de famille qu'ils portaient avant le mariage.

La loi interdit de contracter un nouveau mariage sans avoir rompu le précédent, et proscrie la bigamie et la polygamie.

33. QUE REÇOIT L'OUVRIER SOVIÉTIQUE DE L'ÉTAT EN SUS DU SALAIRE ?

Les revenus des ouvriers et des employés soviétiques ne se limitent pas au salaire. En plus de celui-ci, ils reçoivent de l'Etat une série de paiements et d'avantages qui accroissent le budget réel de chaque famille d'un tiers en moyenne. Ce sont : les versements et les allocations au titre des assurances sociales d'Etat, les pensions versées au titre de la sécurité sociale ; l'octroi de places dans les centres de cure et les maisons de repos à titre gratuit ou à prix réduit ; l'octroi aux enfants des ouvriers et employés de places dans les crèches et jardins d'enfants ; l'envoi des enfants durant l'été dans des maisons de campagne, des centres de cure et de repos pour enfants ; les allocations aux mères de famille nombreuse et aux mères chefs de famille ; l'instruction aux frais de l'Etat de tous les enfants dans les écoles et l'élévation de la qualification des travailleurs dans divers cours ; l'octroi de bourses aux étudiants dans les technicums et les établissements d'enseignement supérieur ; l'assistance médicale gratuite à toute la population ; l'octroi de diverses primes et de suppléments au salaire pour de bons indices dans le travail, et toute une série d'autres paiements et avantages.

Toutes ces dépenses de l'Etat constituent des formes supplémentaires de revenu des travailleurs.

En 1952, la population a reçu de l'Etat pour 129,6 milliards de roubles de paiements et d'avantages, en 1953 pour 139,5 milliards de roubles et en 1954 pour 146 milliards. Il faudrait ajouter à ces chiffres les énormes dépenses annuelles de l'Etat pour la construction de maisons d'habitation.

34. COMMENT FONCTIONNENT LES SYNDICATS SOVIÉTIQUES ?

Les syndicats soviétiques constituent l'organisation de masse la plus importante de la classe ouvrière de l'U.R.S.S. Pratiquement, ils rassemblent dans leurs rangs la presque totalité des ouvriers, employés, ingénieurs et techniciens, savants, écrivains et artistes. Les syndicats aident activement le pouvoir soviétique et le Parti communiste à éduquer politiquement la classe ouvrière, à améliorer la production et les conditions de vie des ouvriers et employés.

Les syndicats participent activement à l'élaboration des lois concernant les questions de la production, du travail, de la vie quotidienne et de la culture. Ils sont habilités à surveiller l'application des lois sur la protection du travail et la technique de sécurité, à gérer les fonds des assurances sociales d'Etat.

Les syndicats participent à la planification des salaires des ouvriers et employés, veillent à la stricte application du principe de la rémunération selon le travail, conformément à sa quantité et à sa qualité; ils contrôlent l'exactitude du calcul du salaire et des normes de travail.

Les comités syndicaux des entreprises organisent l'émulation socialiste, aident les ouvriers et les employés à élever leur qualification, participent à l'organisation des cours, des écoles et des cercles de novateurs, propagent l'expérience des travailleurs d'avant-garde, diffusent largement les connaissances techniques.

Les comités syndicaux des fabriques et des usines concluent des contrats collectifs avec l'administration au nom des ouvriers (*voir la réponse n° 61*).

Les syndicats effectuent un immense travail pour satisfaire les besoins matériels et culturels des ouvriers et employés. De nombreux palais de culture et clubs, bibliothèques et stades sont entretenus aux frais des syndicats. Les syndicats organisent le contrôle de masse de la réalisation des plans de construction de maisons et d'édifices publics, participent à la répartition de la surface habitable dans les maisons appartenant aux entreprises, répartissent les places dans les centres de cure et maisons de repos.

Les fonds propres des syndicats proviennent des cotisations de leurs membres, dont le montant est de 1 % du salaire.

Les syndicats soviétiques sont organisés sur la base de l'industrie. Tout le personnel d'une entreprise ou d'un établissement quelconque, du manœuvre au directeur, fait partie (naturellement s'il le désire) du même syndicat. De ce fait, dans chaque entreprise soviétique, il existe une seule organisation syndicale cohérente qui s'appuie dans son activité sur l'ensemble du personnel et représente les intérêts de l'ensemble des travailleurs. De même, les ouvriers et employés d'une branche d'industrie font partie du même syndicat.

Tout citoyen, dès son premier jour de travail, a le droit d'adhérer au syndicat dont il relève.

Les statuts des syndicats soviétiques stipulent que tout membre d'un syndicat peut élire et être élu à n'importe quel organe du syndicat, qu'il a le droit de critiquer, dans les assemblées et dans la presse, l'activité des organes de base et des organes les plus élevés des syndicats, d'adresser des réclamations à tous les organes dirigeants et d'en exiger l'examen le plus rapide possible.

L'activité des syndicats de l'U.R.S.S. est basée sur une large démocratie et sur l'initiative des masses. Tous les organismes de direction, des comités d'ateliers aux organismes nationaux, sont élus au scrutin secret. Chaque organisme de direction est tenu de rendre compte de son activité périodiquement (dans les délais fixés par les statuts des syndicats) aux membres des syndicats.

Le Conseil central des syndicats de l'U.R.S.S., élu au congrès national, est le centre dirigeant de tous les syndicats soviétiques, et chaque syndicat est dirigé par un Comité central, élu au congrès du syndicat correspondant.

35. Y A-T-IL EN U.R.S.S. DES CONFLITS ENTRE LES OUVRIERS ET L'ADMINISTRATION ET COMMENT SONT-ILS RÉSOLUS ?

En régime soviétique, l'ouvrier et l'administrateur ne sont pas les représentants de classes antagonistes. L'un et l'autre sont des travailleurs de l'économie socialiste et ont un objectif commun : l'édification de la société communiste.

Néanmoins, au cours de l'activité productrice quotidienne, des conflits du travail peuvent évidemment surgir entre tel ou tel ouvrier et l'administration.

La manière dont ces conflits du travail sont résolus est définie en détail par la législation soviétique. Tous les conflits du travail sont résolus, soit par la commission des tarifs et des conflits, soit par voie judiciaire devant un tribunal populaire.

La commission des tarifs et des conflits est un organisme spécial de conciliation qui existe dans toutes les entreprises et administrations et, pour les grandes entreprises, dans les ateliers. Elle est composée d'un nombre égal de représentants de l'administration et du comité syndical.

Tout ouvrier ou employé peut s'adresser à la commission des tarifs et des conflits s'il conteste la justesse du calcul de son salaire ou s'il n'est pas d'accord avec une mesure de renvoi, d'affectation à un autre travail, etc. La commission des tarifs et des conflits est tenue d'examiner la demande et de se prononcer dans un délai de trois jours.

Chacune des parties (syndicat et administration) qui participe à l'examen d'un conflit du travail jouit de droits égaux au sein de la commission. Les décisions sont prises par accord des parties.

Une décision de la commission des tarifs et des conflits ne peut être annulée que par un organisme syndical supérieur et seulement dans le cas où elle enfreint la loi ou bien est en contradiction flagrante avec l'état réel des faits.

En cas de recours au tribunal populaire, les ouvriers et employés sont exonérés de tous frais de justice.

36. COMMENT S'EXPLIQUENT LES BAISES SYSTÉMATIQUES DES PRIX DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION ?

Les baisses systématiques des prix de détail d'Etat des produits de grande consommation sont une expression de la loi économique fondamentale du socialisme (*voir la réponse n° 12*).

Les prix baissent en U.R.S.S. parce que la production industrielle et agricole s'y perfectionne continuellement et s'accroît sur la base d'une technique supérieure. Durant la période d'après-guerre, depuis la fin de 1947 jusqu'en 1954, les prix des produits de grande consommation ont été abaissés à sept reprises.

Le niveau général des prix a baissé de plus de la moitié. La population a retiré de ces sept baisses des prix un bénéfice énorme représentant plusieurs centaines de milliards de roubles. Les baisses des prix constituent un moyen d'élévation systématique du salaire réel des ouvriers et employés et des revenus des paysans. Le salaire réel des ouvriers et employés s'est déjà accru de 37 % en 1954 par rapport à 1950, alors que les prévisions pour toute la durée du 5^e plan quinquennal étaient de 35 %.

37. COMMENT SONT ORGANISÉS LES JARDINS D'ENFANTS ET LES CRÈCHES ?

Les jardins d'enfants et les crèches sont organisés par l'Etat soviétique pour permettre aux femmes de travailler à la production, d'étudier et d'avoir une activité sociale.

Dans les crèches on élève les enfants jusqu'à l'âge de 3 ans ; dans les jardins d'enfants, de 3 à 7 ans. Habituellement, les enfants séjournent dans les crèches et les jardins d'enfants durant la journée, lorsque leurs mères sont au travail. Ils y sont placés sous la surveillance d'éducatrices expérimentées, ayant reçu une formation pédagogique spéciale. L'alimentation est rigoureusement adaptée à l'âge des enfants.

Les parents paient une somme modique. L'essentiel des frais d'entretien des enfants est à la charge de l'Etat.

En 1952, les crèches permanentes et les crèches saisonnières disposaient de 5 millions de places. Plus de 4 millions d'enfants ont séjourné dans les jardins d'enfants. Au cours de l'actuel quinquennat (1951-1955), le réseau des crèches et jardins d'enfants s'accroîtra au minimum de 20 %.

38. COMBIEN Y A-T-IL DE FEMMES EXERÇANT LA PROFESSION D'INGÉNIEUR, DE SAVANT OU AYANT DES FONCTIONS PUBLIQUES ?

EN Union Soviétique, l'égalité en droits complète entre l'homme et la femme est réalisée dans tous les domaines de la vie politique, économique, culturelle et sociale.

Avant la Révolution d'Octobre, il n'y avait en Russie que 600 femmes ingénieurs. On compte à présent en U.R.S.S. plus de 380.000 femmes ingénieurs et plus d'un million d'enseignantes. Plus de deux millions de femmes travaillent dans les établissements de protection de la santé publique et de culture physique. Les institutions scientifiques, les établissements d'enseignement et les établissements culturels et éducatifs emploient plus de 2.700.000 femmes. 1.300.000 femmes étudient dans les établissements d'enseignement supérieur et d'enseignement secondaire spécialisé.

Les femmes dirigent en U.R.S.S. de nombreux instituts de recherche scientifique, établissements d'enseignement supérieur, grandes entreprises, kolkhoz, sovkhos, écoles et hôpitaux.

Plus de 2.000 femmes figurent parmi les maîtres de l'agriculture soviétique auxquels a été décerné le titre de Héros du Travail socialiste pour l'obtention de récoltes élevées et d'une haute productivité du bétail.

741 femmes sont lauréates du prix Staline (*voir la réponse n° 90*) pour leurs travaux dans le domaine de la science, leurs inventions remarquables, la création d'oeuvres éminentes dans la littérature et les arts.

Les femmes soviétiques participent activement à la vie politique du pays. En février 1951, 2.209 femmes ont été élues aux Soviets Suprêmes des républiques fédérées et autonomes. Le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. élu en mars 1954 comprend 347 femmes. Plus d'un demi-million de femmes ont été élues aux Soviets locaux.

39. COMMENT EST RENDUE LA JUSTICE ?

En U.R.S.S., la justice a pour tâche de défendre les droits et les intérêts touchant au travail et à la propriété des citoyens soviétiques, de défendre les droits des établissements et entreprises de l'Etat, des organisations coopératives et autres organisations sociales, ainsi que leurs intérêts qui sont protégés par la loi.

Tous les tribunaux, du tribunal populaire à la Cour suprême de l'U.R.S.S., échelon le plus élevé du système judiciaire, sont constitués par voie d'élections.

Chaque tribunal a une sphère de compétence déterminée. La plupart des affaires criminelles et civiles sont examinées par les tribunaux populaires, qui se composent d'un juge et de deux assesseurs. Les tribunaux de territoire, de région, de ville, d'arrondissement ont à connaître des affaires concernant les crimes d'Etat et des litiges entre les organisations sociales et d'Etat, et examinent les plaintes et les appels en cassation contre les décisions et jugements des tribunaux populaires. L'activité judiciaire de tous les tribunaux dans le cadre de la république fédérée est contrôlée par la Cour suprême de la république et, sur le territoire de l'U.R.S.S., par la Cour suprême de l'U.R.S.S.

L'examen des affaires dans tous les tribunaux a lieu avec la participation d'assesseurs populaires.

Ces derniers sont élus, tout comme les juges populaires. L'égalité en droits des assesseurs populaires et des juges populaires permanents est un principe essentiel caractérisant tout le système judiciaire en U.R.S.S.

La Constitution soviétique établit l'entière indépendance des juges. Nul organe du pouvoir, nul fonctionnaire, n'a le droit de dicter au tribunal la décision à prendre, ni d'influencer en quoi que ce soit la solution de l'affaire. La sentence ou la décision est prise par le tribunal en stricte conformité avec la loi, sur la base des pièces du dossier.

La justice repose en U.R.S.S. sur le principe du tribunal unique et égal pour tous les citoyens.

La procédure judiciaire se fait dans la langue de la république fédérée ou autonome ; toute personne ne possédant pas cette langue doit être assistée d'un interprète. Tous les citoyens ont le droit de s'exprimer au tribunal dans leur langue maternelle.

Le tribunal soviétique est public ; c'est là un de ses principes essentiels. Ses audiences sont publiques. Les audiences à huis clos ne sont autorisées que pour l'examen des affaires nécessitant l'observation du secret d'Etat, militaire ou diplomatique.

En infligeant une peine aux délinquants et aux criminels, le tribunal soviétique se préoccupe en même temps de les redresser et de les rééduquer. Les lois soviétiques rejettent la punition comme un but en soi, ou le châtement comme un moyen de frapper les condamnés dans leur dignité. L'Etat soviétique crée pour les condamnés des conditions de vie et de travail qui leur permettent, par un travail honnête et une conduite exemplaire, de racheter leurs fautes et de réintégrer la grande famille des citoyens soviétiques jouissant de tous leurs droits civiques.

40. QUI PEUT ÊTRE JUGE ?

Tout citoyen ou citoyenne qui jouit de son droit de vote, a atteint l'âge de 23 ans et est honoré de la confiance des électeurs peut être élu, en U.R.S.S., à la fonction de juge.

Les juges populaires et les assesseurs populaires sont élus par circonscriptions électorales au suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret, pour une durée de trois ans.

Dans chaque circonscription électorale on procède à l'élection d'un juge et de 50 à 75 assesseurs.

99,99 % des électeurs ont participé aux élections des juges populaires qui se sont déroulées à Moscou fin 1951. Parmi les juges et les assesseurs élus, on compte plus de 45 % de femmes. La grande majorité des juges possèdent une instruction juridique moyenne ou supérieure.

Le juge et les assesseurs des instances supérieures (tribunaux de territoire et de région), ainsi que les membres des Cours suprêmes des républiques et de la Cour suprême de l'U.R.S.S. sont élus par les Soviets de territoire et de région et les Soviets Suprêmes respectifs pour une durée de cinq ans.

41. LE BARREAU EXISTE-T-IL EN U.R.S.S. ?

Oui, il existe. Dans toute grande ville et dans de nombreuses agglomérations il y a un collège des avocats (le barreau).

D'après les lois soviétiques, le droit à la défense est assuré aux inculpés de droit commun, ainsi qu'aux parties (défenseur et demandeur) devant le tribunal civil.

Un défenseur est obligatoirement présent à l'audience lorsque le procureur intervient au procès. L'avocat participe à l'audience moyennant des honoraires accessibles. L'inculpé a le droit de choisir lui-même son avocat ou bien, sur sa demande, un avocat est désigné par le collège. L'inculpé dont les ressources ne permettent pas de couvrir les frais d'un avocat est assuré d'un défenseur d'office à titre gratuit.

Utilisant son droit à la défense, qui lui est assuré par la loi, l'inculpé de droit commun (ou les parties au tribunal civil) ont le droit de demander au tribunal la convocation d'un nombre illimité de témoins, de réclamer la communication des actes et pièces à conviction, de demander l'adjonction au dossier des documents indispensables, d'exiger une expertise et un supplément d'instruction.

42. QUELS SONT LES DROITS DU PROCUREUR GÉNÉRAL DE L'U.R.S.S. ?

Le Procureur général de l'U.R.S.S. est nommé par le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. pour une durée de sept ans. Il contrôle la juste application et la stricte exécution des lois soviétiques par les administrations, les fonctionnaires et les citoyens de l'U.R.S.S. Il lui appartient de faire opposition à tout acte, ordre ou disposition contraire à la loi de tout fonctionnaire, y compris les ministres de l'U.R.S.S.

Le Procureur général de l'U.R.S.S. nomme les procureurs des républiques fédérées et autonomes, des territoires et des régions qui ne relèvent que du Procureur général de l'U.R.S.S. et sont indépendants de tout organe local. Le Procureur général de l'U.R.S.S. ratifie les nominations des procureurs des arrondissements nationaux, des districts et des villes, qui sont effectuées par les procureurs des républiques fédérées.

Le Procureur général de l'U.R.S.S., les procureurs des républiques, territoires et régions, ainsi que les procureurs des villes et districts, participent aux audiences du tribunal, où ils représentent le ministère public, le Parquet.

Tout citoyen de l'U.R.S.S. peut porter plainte devant le Procureur général contre une administration ou un fonctionnaire qui enfreint la loi ou bien peut lui demander de défendre ses droits et intérêts légitimes.

L'article 127 de la Constitution de l'U.R.S.S. proclame : « L'inviolabilité de la personne est garantie aux citoyens de l'U.R.S.S. Nul ne peut être arrêté autrement que par décision du tribunal ou sur sanction du procureur. »

Le Parquet de l'U.R.S.S. veille à l'observation de cet article de la Constitution et les personnes qui l'enfreignent s'exposent, quelles que soient leurs fonctions, à des sanctions sévères. De même que le tribunal soviétique, le Parquet est étroitement lié aux travailleurs, qui voient en lui le défenseur du régime d'Etat et social de l'U.R.S.S.

43. QUELS SONT LES PRINCIPES DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'U.R.S.S. ?

Ces principes sont les suivants : lutte pour une paix durable et la coopération entre tous les peuples ; lutte pour l'égalité en droits et l'indépendance des nations, grandes et petites ; non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats.

La politique extérieure de l'U.R.S.S. découle de la nature même de son régime politique et social : il n'existe pas en U.R.S.S. de classes ou de groupes intéressés à la guerre.

Cette politique est basée sur la possibilité de la coexistence pacifique et de la coopération des deux systèmes économiques et sociaux différents et jouit de l'appui unanime de tous les citoyens soviétiques (*voir la réponse n° 44*).

Au lendemain même de sa formation, le 8 novembre 1917, le gouvernement soviétique a adopté et proclamé par radio son décret sur la paix, écrit de la main même de Lénine. Le décret sur la paix proclamait que l'Etat soviétique n'avait aucune visée expansionniste ni aucun désir de conquérir des terres étrangères.

Toute l'histoire de l'U.R.S.S. et de sa politique extérieure témoigne de la justesse de cette déclaration. Dès sa naissance, l'Etat soviétique a aboli tous les traités inégaux conclus par le gouvernement tsariste avec une série d'Etats.

Tout au long de son existence, l'U.R.S.S. est intervenue dans l'arène internationale pour la défense de la paix et des intérêts des peuples des pays coloniaux et dépendants.

L'Union Soviétique lutte avec énergie contre les menées des milieux agressifs; elle recherche un accord sur le désarmement et lutte pour la création d'un système de sécurité collective.

Durant la seconde guerre mondiale, le peuple soviétique a apporté une contribution immense à l'écrasement du fascisme hitlérien et du militarisme japonais. Les victoires du peuple soviétique dans la Grande Guerre nationale ont apporté la liberté aux peuples de toute une série de pays.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'U.R.S.S. lutte sans relâche pour une paix durable et démocratique, pour l'élimination de la tension internationale. Le gouvernement soviétique a déposé à l'O.N.U. des propositions tendant à une réduction générale des armements et des forces armées, à l'interdiction de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins militaires et à la création d'un organe de contrôle international approprié, à l'interdiction de la propagande de guerre, au règlement pacifique de la question coréenne, etc. Le gouvernement soviétique aspire au développement de la coopération internationale en vue de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

L'U.R.S.S. est prête à soumettre à la Conférence internationale qui sera convoquée en 1955 un rapport sur sa première centrale atomique industrielle et sur son activité. Le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. a pris une décision prévoyant l'octroi d'une aide technique, scientifique et dans le domaine de la production à d'autres Etats dans le but de créer des bases d'expérimentation scientifique destinées aux recherches dans le domaine de la physique nucléaire et de l'utilisation de l'énergie atomique pour le bien du peuple.

Dans l'intérêt du renforcement de la paix, l'Union Soviétique prend position contre la remilitarisation de l'Allemagne occidentale et son inclusion dans des blocs occidentaux militaires d'agression. En même temps, elle insiste sur la nécessité d'élections libres dans toute l'Allemagne, en vue de créer une Allemagne unifiée, pacifique, démocratique et indépendante, ce qui répond aux intérêts des peuples d'Europe et du monde entier.

Des rapports d'amitié et d'entraide se sont établis entre l'U.R.S.S., la République populaire de Chine et les autres pays de démocratie populaire. Ce sont des rapports d'un type absolument nouveau dans la vie internationale. Ils sont basés sur le principe de l'égalité des parties, le respect mutuel- des intérêts, la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays.

La proposition du gouvernement soviétique de créer un système de sécurité collective en Europe, qui a été faite en février-mars 1954 à la conférence de Berlin des ministres des Affaires étrangères des quatre puissances, revêt une très grande importance. Au cours des mois d'avril-juillet 1954, à la conférence de Genève des ministres des Affaires étrangères, l'U.R.S.S. est intervenue pour la réunification de la Corée en tant qu'Etat indépendant et démocratique, pour le règlement pacifique de la question indochinoise, compte tenu des droits nationaux des peuples d'Indochine. L'U.R.S.S. considère que les peuples d'Asie sont pleinement en droit de régler eux-mêmes leurs propres affaires.

L'Union Soviétique lutte systématiquement et sans relâche pour une paix durable, pour la détente internationale et la consolidation de relations normales avec tous les peuples.

Le président du Conseil des ministres de l'U.R.S.S., N. Boulganine, a déclaré devant le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. : « Nous sommes pour des pourparlers et nous recherchons avec les autres pays des accords susceptibles de conduire à une détente dans les relations internationales. Il va de soi que des pourparlers, quels qu'ils soient, ne peuvent être fructueux que si l'autre partie y participant est animée des mêmes intentions. Nous considérons que, dans les conditions actuelles, c'est là la seule voie concrète susceptible de donner des résultats positifs. »

44. LA COEXISTENCE PACIFIQUE DES SYSTÈMES SOCIALISTE ET CAPITALISTE EST-ELLE POSSIBLE ?

Incontestablement. La possibilité de la coexistence pacifique du capitalisme et du socialisme a été démontrée théoriquement par le fondateur de l'Etat soviétique, V. Lénine.

En février 1920, le correspondant du « New-York Evening Journal » demanda à Lénine quels étaient les plans de la Russie soviétique en Asie. Lénine lui répondit :

« Les mêmes qu'en Europe : coexister en paix avec les peuples. »

L'Etat soviétique continue fermement à appliquer ce principe léniniste dans ses rapports avec les pays capitalistes.

Au sein de la coalition antihitlérienne, l'Union Soviétique a coopéré avec les Etats-Unis, l'Angleterre et d'autres pays capitalistes, démontrant ainsi pratiquement la possibilité d'une coopération des Etats socialistes et capitalistes dans l'intérêt des peuples.

A l'issue de la seconde guerre mondiale, l'Union Soviétique fut l'un des Etats fondateurs de l'Organisation des Nations Unies. La charte de l'O.N.U. prévoit la coopération d'Etats ayant des régimes économiques et sociaux différents, dans l'intérêt du maintien de la paix et de la garantie de la sécurité des peuples.

Après la seconde guerre mondiale, l'Union Soviétique est sortie de son isolement international. A côté du camp capitaliste s'est constitué un camp du socialisme et de la démocratie, qui groupe 12 Etats. Les pays du camp du socialisme et de la démocratie, avec à leur tête l'Union Soviétique et la République populaire chinoise, luttent pour une coexistence pacifique avec les pays capitalistes. Dans une déclaration commune publiée le 12 octobre 1954, les gouvernements de l'U.R.S.S. et de la République populaire chinoise ont déclaré qu'ils continueront à baser leurs rapports avec les pays de l'Asie et de l'océan Pacifique, ainsi qu'avec les autres Etats, sur la base d'une stricte observance des principes du respect de la souveraineté et de l'intégrité nationale, de la non-agression réciproque, de la non-ingérence réciproque dans les affaires intérieures, de l'égalité et de l'avantage mutuel de la coexistence pacifique, ce qui ouvre de larges possibilités au développement d'une coopération internationale fructueuse.

Une cohabitation pacifique avec les peuples, telle est la politique extérieure immuable du gouvernement soviétique. Cette politique, qui vise au maintien d'une paix durable et solide, est appuyée par les peuples de tous les pays, indépendamment du système social régnant dans ces pays.

En défendant ces principes, l'Union Soviétique désire que les peuples vivent dans la paix et la tranquillité. Dans les conditions de la coexistence, il est parfaitement possible d'assurer pour toute une période historique la paix et la liberté aux peuples, des rapports pacifiques entre pays et de nouveaux succès du progrès de l'humanité. Ces principes ont été de nouveau exprimés à la session de février 1955 du Soviet Suprême de l'U.R.S.S.

Le domaine de la coopération entre des Etats appartenant à des systèmes sociaux différents est extrêmement vaste. La coopération pour la défense de la paix, les relations économiques, les échanges culturels, tel est le terrain sur lequel peuvent et doivent se développer les rapports internationaux du camp du capitalisme et du camp du socialisme.

Les pays du camp de la démocratie et du socialisme, persuadés de la supériorité absolue du système socialiste d'économie sur le système capitaliste, proposent une compétition économique pacifique des deux systèmes.

45. POURQUOI LE PEUPLE SOVIÉTIQUE PREND-IL UNE PART ACTIVE AU MOUVEMENT DES PARTISANS DE LA PAIX ?

Le peuple soviétique participe activement au Mouvement des Partisans de la paix parce que le socialisme est, par nature, un régime de paix. Les guerres imposées dans le passé au peuple soviétique par ses ennemis n'ont fait qu'entraver la réalisation de son œuvre grandiose d'édification de la société communiste. Le peuple soviétique lutte pour la paix, non seulement parce qu'il n'a que faire de la guerre, mais aussi parce qu'il considère la guerre d'agression comme un crime extrêmement grave contre l'humanité, comme la plus grande calamité qui puisse s'abattre sur les simples gens du monde entier.

Aussi, lorsque s'est organisé, ces dernières années, le mouvement mondial des Partisans de la paix, le peuple soviétique s'est joint activement à ce noble mouvement.

Les représentants de tous les peuples de l'Union Soviétique se sont par quatre fois réunis en Conférence des Partisans de la paix de l'U.R.S.S. : en août 1949, en octobre 1950, en novembre 1951 et en décembre 1952. Chacune de ces conférences marquait une nouvelle étape dans l'extension de la campagne pour la sauvegarde de la paix, pour la vigilance accrue des peuples face aux criminelles machinations des fomentateurs de guerre.

En 1950, 115 millions de Soviétiques ont signé l'appel de la session de Stockholm du Comité permanent du Congrès mondial des Partisans de la paix, demandant que l'arme atomique soit interdite et que tout gouvernement qui, le premier, aurait recours à cette arme, soit déclaré criminel de guerre.

En 1951, plus de 117 millions de citoyens soviétiques ont signé l'appel du Conseil mondial de la Paix demandant la conclusion d'un Pacte de paix entre les cinq Grands.

Cela signifie que tous les citoyens de l'Union Soviétique ont proclamé leur désir de vivre en paix et en amitié avec les peuples des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la France et de tous les autres pays du monde.

Il va de soi que la politique de paix de l'Union Soviétique n'est pas un signe de faiblesse de sa part. En cas d'agression, l'U.R.S.S. saura se défendre, comme elle l'a toujours fait.

Tous les Soviétiques sont décidés à défendre jusqu'au bout la cause de la paix.

46. QUELLE EST LA SIGNIFICATION DE LA LOI SUR LA DÉFENSE DE LA PAIX PROMULGUÉE EN U.R.S.S. ?

Le II^e Congrès mondial des Partisans de la paix, qui s'est tenu en novembre 1950 à Varsovie, a appelé l'Organisation des Nations Unies et les gouvernements de tous les pays à interdire la criminelle propagande de guerre sous quelque forme que ce soit.

Le Soviet Suprême de l'U.R.S.S., exprimant en cela la volonté de paix de tous les peuples de l'Union Soviétique, adopta à sa session de mars 1951, également à l'unanimité, la Loi sur la défense de la paix, qui stipule :

« Le Soviet Suprême de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, s'inspirant des grands principes de la politique pacifique soviétique dont le but réside dans l'affermissement de la paix et des relations d'amitié entre les peuples,

« reconnaît que la conscience et le sens de la justice des peuples, qui ont eu à souffrir dans l'espace d'une génération des malheurs de deux guerres mondiales, ne peuvent accepter l'impunité dont jouit la propagande de guerre à laquelle se livrent les milieux agressifs de certains Etats, et se solidarisent avec l'appel du II^e Congrès mondial des Partisans de la paix qui, exprimant la volonté de toute l'humanité progressiste, demande l'interdiction et la condamnation de la criminelle propagande de guerre.

« Le Soviet Suprême de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques décide :

« 1^o de considérer que la propagande de guerre, sous quelque forme qu'elle soit menée, sape la cause de la paix, crée la menace d'une nouvelle guerre et, en conséquence, est un crime grave envers l'humanité ;

« 2^o que les personnes coupables de propagande de guerre doivent être déférées en justice et jugées comme grands criminels de droit commun. »

En février 1955, le Soviet Suprême de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques adopta une Déclaration dans laquelle il proposait aux parlements d'établir des contacts directs, d'échanger des délégations parlementaires, d'organiser des interventions de délégations parlementaires d'un pays au parlement d'un autre pays. Cela répondra aux aspirations des peuples à voir se développer des rapports amicaux et la coopération.

Il est dit dans la Déclaration que « le Soviet Suprême de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques saluera chaleureusement toute démarche faite par les parlements d'autres Etats en vue de la consolidation de la paix entre les peuples ».

Le vote par l'organe suprême du pouvoir d'Etat en U.R.S.S. de la Loi sur la défense de la paix et de la Déclaration adressée aux peuples et aux parlements de tous les Etats prouve une fois de plus que les peuples de l'Union Soviétique veulent la paix et sont prêts à lutter pour elle par tous les moyens et de toutes leurs forces.

47. QU'EST-CE QUE LES PRIX STALINE INTERNATIONAUX DE LA PAIX ?

Les prix Staline internationaux « Pour le renforcement de la paix entre les peuples » ont été institués par un décret du Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. en, date du 20 décembre 1949, à l'occasion du 70^e anniversaire de J. Staline.

Ces prix, au nombre de 5 à 10, sont décernés annuellement à des citoyens de n'importe quel pays, indépendamment de toute considération politique, religieuse et raciale, qui ont des mérites éminents dans la lutte pour le maintien et le renforcement de la paix.

Toute personne couronnée d'un prix Staline international reçoit un diplôme de lauréat, une médaille à l'effigie de J. Staline et une prime en espèces de 100.000 roubles.

Un comité spécial des prix Staline internationaux « Pour le renforcement de la paix entre les peuples », composé de représentants des forces démocratiques de différents pays, a été institué par le Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. pour l'attribution de ces prix.

En 1950, les prix Staline internationaux « Pour le renforcement de la paix entre les peuples » ont été décernés aux représentants suivants des forces démocratiques de différents pays : Frédéric Joliot-Curie (France), M^{me} Sun Tsin-Lin (Chine), Hewlett Johnson (Grande-Bretagne), M^{me} Eugénie Cotton (France), Arthur Moulton (Etats-Unis), M^{me} Pak Den Ai (Corée) et Heriberto Jara (Mexique). En 1951, les prix ont été attribués à Kuo Mo-Jo (Chine), Pietro Nenni (Italie), Ikouo Oyama (Japon), M^{me} Monica Felton (Grande-Bretagne), M^{me} Anna Seghers (Allemagne) et Jorge Amado (Brésil). En 1952, à Yves Farge (France), Saïfouddin Kitchlew (Inde), M^{me} Elisa Branco (Brésil), Paul Robeson (Etats-Unis), Johannes Becher (République démocratique allemande), James Endicott (Canada), Ilya Ehrenbourg (U.R.S.S.). En 1953, à Pierre Cot (France), Sahib Singh Sokhey (Inde), Andréa Gaggero (Italie), M^{me} Isabelle Blume (Belgique), Howard Fast (Etats-Unis), John Bernal (Grande-Bretagne), Léon Kruczkowski (Pologne), Pablo Neruda (Chili), M^{me} Andréa Andreen (Suède), M^{me} Nina Popova (U.R.S.S.). En 1954, à Denis Noël Pritt (Grande-Bretagne), Alain Le Léap (France), Takin Kodo Hmaing (Birmanie), Berthold Brecht (Allemagne), Félix Iversen (Finlande), André Bonnard (Suisse), Baldomero Sanin Cano (Colombie), Prijono (Indonésie), Nicolas Guillen (Cuba).

L'attribution des prix Staline internationaux de la paix est une preuve éclatante de l'invariable politique extérieure de paix de l'Union Soviétique.

48. QUELLE EST LA RAISON D'ÊTRE DE L'ARMÉE SOVIÉTIQUE ?

L'Armée soviétique fut créée en 1918 pour défendre l'Etat socialiste soviétique contre ses ennemis extérieurs.

Elle n'est entrée en campagne que lorsque des agresseurs ont attaqué le pays des Soviets. En 1918-1920, l'Armée soviétique a sauvé la liberté et l'indépendance de son pays contre les agressions des interventionnistes. Durant la deuxième guerre mondiale, elle a sauvé les peuples de l'Union Soviétique de l'esclavage auquel l'Allemagne hitlérienne voulait les réduire et libéré du joug fasciste de nombreux peuples de l'Ouest et de l'Est.

La force de l'Armée soviétique réside dans le fait qu'elle est une armée du peuple, qu'elle sert la cause de la paix et de l'amitié entre les peuples. Elle est éduquée dans un esprit de fidélité à la patrie socialiste, dans un esprit de respect de la liberté et de l'indépendance des peuples des autres pays.

L'Armée soviétique n'a jamais été engagée et ne peut être engagée dans des guerres de conquête. Sa seule mission est de protéger le travail pacifique des citoyens de l'U.R.S.S. qui édifient le communisme, d'assurer la garde des intérêts d'Etat de l'U.R.S.S.

L'Armée soviétique est entourée de l'affection du peuple, elle jouit de son soutien et de sa sollicitude unanimes.

49. COMMENT EST ORGANISÉ ET PRATIQUÉ LE COMMERCE EXTÉRIEUR SOVIÉTIQUE ?

En U.R.S.S., l'Etat détient le monopole du commerce extérieur. C'est lui qui l'organise et le réalise par l'intermédiaire du ministère du Commerce extérieur de l'U.R.S.S. Les organismes soviétiques qui représentent à l'étranger les intérêts et les droits de l'U.R.S.S. dans le domaine du monopole du commerce extérieur sont les représentations commerciales de l'U.R.S.S. Celles-ci contribuent au développement des relations commerciales et économiques de l'U.R.S.S. avec les autres pays.

Les opérations du commerce extérieur de l'U.R.S.S. sont effectuées par des organisations spécialisées d'exportation et d'importation (« Exportless », « Exportkhele », « Machinoimport », etc.); chacune s'occupe des questions d'importation et d'exportation d'une catégorie déterminée de marchandises. Ces organisations effectuent leurs opérations en vertu des contrats commerciaux qu'elles concluent avec des firmes et sociétés commerciales de l'étranger. Les organisations soviétiques d'exportation et d'importation ont le droit d'opérer des transactions de leur propre initiative et répondent elles-mêmes de leurs engagements, c'est-à-dire qu'elles jouissent des droits d'une personne civile.

Les échanges commerciaux de l'U.R.S.S. avec chaque pays sont réglés par des traités de commerce et des accords d'échanges et de paiements. Ceux-ci fixent la nomenclature, la quantité et la valeur des marchandises que les parties intéressées consentent à se fournir réciproquement.

L'accroissement de la production industrielle et agricole de l'U.R.S.S. permet d'élargir d'année en année le commerce extérieur avec les pays étrangers, tant en volume qu'en assortiment. Outre les articles tels que le bois, le blé, les pelleteries, l'Etat soviétique exporte de l'outillage industriel, des automobiles, des tracteurs, des machines agricoles, des produits chimiques, des engrais, du coke, du coton, des semences, etc.

L'Union Soviétique importe des pays de l'Europe de l'Est et du Sud-Est des produits pétroliers, du matériel roulant de chemin de fer, des péniches, des remorqueurs, des articles textiles et autres.

Le commerce extérieur soviétique vise à étendre la coopération économique de l'U.R.S.S. avec tous les pays et contribue ainsi à consolider la paix. Le caractère du commerce soviétique avec les autres pays est déterminé par la politique extérieure de l'Etat soviétique, basée sur les principes de l'égalité des parties et du respect de la souveraineté nationale. L'Union Soviétique applique invariablement ces principes dans ses rapports commerciaux avec les autres pays, petits et grands.

L'Union Soviétique possède d'immenses possibilités pour ses relations d'affaires avec les pays aussi bien de l'Occident que de l'Orient. Dès le printemps 1952, les représentants soviétiques à la Rencontre économique internationale de Moscou ont indiqué que les organisations du commerce extérieur de l'U.R.S.S. pourraient acheter aux pays de l'Europe occidentale, de l'Amérique, de l'Asie du Sud-Est, du Moyen-Orient, de l'Afrique et à l'Australie les marchandises qu'ils exportent normalement, et qu'elles pourraient vendre à ces pays les marchandises de fabrication soviétique qui les intéressent dans des quantités telles que le commerce de l'U.R.S.S. avec ces pays pourrait s'élever, au cours des deux ou trois prochaines années, à 30 ou 40 milliards de roubles.

En 1954, l'Union Soviétique a commercé avec 56 Etats étrangers et son commerce extérieur, qui était près de 4 fois plus élevé que celui d'avant-guerre, s'est élevé à 23 milliards de roubles.

Le développement du commerce de l'U.R.S.S. avec les autres pays serait susceptible d'assurer du travail à des millions de travailleurs de ces pays pendant plusieurs années.

Les mesures discriminatoires appliquées par certains pays dans le commerce avec l'U.R.S.S., et les tentatives d'organiser le blocus économique de l'Union Soviétique et des Etats qui entretiennent des

relations d'amitié avec elle (comme la République populaire de Chine et les pays européens de démocratie populaire), lèsent en premier lieu les intérêts des pays qui appliquent ces mesures.

Les conditions d'écoulement des marchandises de ces pays sur les marchés mondiaux se détériorent et le sous-emploi de leurs entreprises s'accroît.

50. QU'EST-CE QUE LES KOLKHOZ ?

Les kolkhoz sont de grandes exploitations agricoles coopératives (en abrégé « kolkhoz » ; on dit aussi « artel agricole ») au sein desquelles les paysans soviétiques se groupent de leur plein gré pour pratiquer l'agriculture selon les principes socialistes. En général, les superficies cultivées par les kolkhoz sont de 1.500 à 3.000 hectares ; pour certains kolkhoz situés dans des régions céréalières, la superficie atteinte dépasse même parfois 10.000 hectares. Il y a actuellement 94.000 kolkhoz en U.R.S.S.

Presque tous les paysans de l'U.R.S.S. adhèrent aux kolkhoz. Seul un nombre infime de paysans demeurent hors des kolkhoz et gèrent individuellement leur exploitation (la loi leur interdit d'employer des travailleurs salariés).

Dans le kolkhoz, tous les moyens de production sont mis en commun (à part le menu matériel agricole) : bêtes de somme et de trait et bétail productif, bâtiments d'exploitation nécessaires à la bonne marche du kolkhoz. Les moyens de production collectivisés et toute la production que fournit le kolkhoz sont propriété collective, propriété coopérative, kolkhozienne des paysans du kolkhoz. La terre occupée par le kolkhoz est propriété de l'Etat, c'est-à-dire propriété du peuple tout entier. L'Etat la cède au kolkhoz en jouissance gratuite à perpétuité.

Les kolkhoz fonctionnent selon le « Statut de l'artel agricole », Chaque kolkhoz établit son statut sur la base du statut-type de l'artel agricole qui a été adopté par le II^e congrès des kolkhoziens-oudarniks de l'U.R.S.S. en février 1935. (Le mot « oudarnik » signifie « de choc » ; il s'agit ici des kolkhoziens novateurs de la production agricole.) Le statut fixe les bases de l'organisation et de la direction de la vie économique et culturelle du kolkhoz, de même que les proportions de l'exploitation agricole auxiliaire qui est la propriété personnelle des kolkhoziens (*voir la réponse n° 53*).

Les affaires du kolkhoz sont gérées par l'assemblée générale des kolkhoziens et, durant les intervalles entre les sessions, par la direction et le président qu'elle a élus. L'assemblée générale ratifie le compte rendu annuel d'activité de la direction, le plan annuel de production, les normes du travail à effectuer et sa rémunération calculée en journées-travail (*voir la réponse n° 51*), le montant des fonds d'investissement, la quantité des produits agricoles et la somme en espèces à percevoir par journée-travail. Sur ses revenus provenant de la vente des produits agricoles, le kolkhoz verse à l'Etat les impôts prévus par la loi, paie les primes d'assurances. Il effectue les dépenses indispensables pour les besoins courants de l'exploitation agricole, couvre les frais d'administration et de gestion, réserve certaines sommes pour les besoins culturels, complète les fonds destinés à l'achat de matériel et de bétail ainsi qu'aux travaux de construction de bâtiments. Avec les produits de l'élevage et la récolte qu'il a obtenus, le kolkhoz effectue les livraisons à l'Etat, règle à la S.M.T. les travaux effectués, constitue les fonds nécessaires (graines de semence, fourrages, etc.) pour la conduite de l'économie collective.

Les kolkhoz sont des exploitations hautement mécanisées aux branches d'activité multiples ; ils appliquent largement les progrès de la science agronomique moderne et règlent leur activité selon un plan. Les champs kolkhoziens sont travaillés par les stations d'Etat de machines et de tracteurs (S.M.T.) à des conditions avantageuses (*voir la réponse n° 52*).

Sur la base de l'exploitation collective, la production agricole a enregistré un rapide essor et la vie des paysans s'est radicalement améliorée.

Au cours de la période d'après-guerre, les kolkhoz ont remporté de nouveaux succès. Les revenus réels des paysans (par travailleur) étaient supérieurs de 60 % en 1951 par rapport à 1940 ; en 1952, ils se sont encore accrus de 8 % et en 1953 de 13 %. En 1954, ils étaient supérieurs de 11 % au niveau atteint l'année précédente.

Un réseau étendu d'écoles, de clubs, de crèches a été créé dans la campagne kolkhoziennne et un vaste programme d'édification d'établissements publics et culturels, ainsi que de confortables maisons d'habitation individuelles, est en cours de réalisation.

51. COMMENT LE TRAVAIL EST-IL RÉTRIBUÉ DANS UN KOLKHOZ ?

La répartition des revenus kolkhoziens (en nature et en espèces) entre les membres du kolkhoz s'effectue selon le principe socialiste, c'est-à-dire au prorata de la quantité et de la qualité du travail. Pour mesurer le travail des kolkhoziens et calculer sa rétribution, on se sert d'une unité conventionnelle : la journée-travail. Chaque genre de travail : labourage d'un hectare de terre, sarclage d'un hectare de tournesol, traite d'un litre de lait, etc. est calculé en journées-travail. Plus le travail est complexe et qualifié, plus il nécessite d'efforts, et plus le kolkhozien qui l'exécute totalise de journées-travail à son actif.

Mais le montant de la rétribution du kolkhozien ne dépend pas seulement du nombre de journées-travail qu'il a totalisé ; il est fonction aussi du taux de la journée-travail, c'est-à-dire de sa valeur propre, en nature et en espèces. Et cela dépend directement du rendement des cultures, de la productivité de l'élevage. Plus la récolte est élevée et l'élevage productif, et plus il revient de produits et d'argent pour chaque journée-travail. Dans ces conditions, le kolkhozien est intéressé, non seulement à fournir davantage de journées-travail, mais aussi à contribuer, en commun avec ses compagnons, à accroître le revenu global du kolkhoz et, par-là même, à renforcer et développer l'économie collective du kolkhoz. Dans le kolkhoz, les intérêts personnels du kolkhozien s'harmonisent heureusement avec les intérêts de la société.

Au milieu de l'année, en période de moisson, les kolkhoziens peuvent recevoir une avance en nature et en espèces sur les journées-travail qu'il ont fournies. Le règlement global s'effectue à la fin de l'année agricole, lorsqu'on peut fixer le montant définitif de la valeur en nature et en espèces de la journée-travail.

Les produits que les kolkhoziens reçoivent pour leurs journées-travail suffisent à couvrir largement leurs besoins personnels ; il leur reste en outre un excédent de produits qu'ils vendent aux organismes d'Etat, aux coopératives ou sur les marchés kolkhoziens.

Outre leur gain fondamental provenant des journées-travail, les kolkhoziens reçoivent un supplément en cas de dépassement du rendement prévu des cultures et de l'élevage.

Par ailleurs, les kolkhoziens retirent un revenu supplémentaire de l'économie auxiliaire qu'ils possèdent en propre (*voir la réponse n° 53*).

52. QU'EST-CE QU'UNE STATION DE MACHINES ET DE TRACTEURS (S.M.T.) ?

Les stations de machines et de tracteurs ou, comme on les désigne en abrégé, les S.M.T., sont des entreprises socialistes d'Etat créées en vue de desservir les kolkhoz. On en compte environ 9.000. Chaque S.M.T. possède un parc de tracteurs, de moissonneuses-batteuses, de semoirs et d'autres machines agricoles modernes destinées à la mise en valeur des champs kolkhoziens environnants.

A l'heure actuelle, les S.M.T. disposent de plus d'un million de tracteurs (en unités conventionnelles de 15 CV), environ 300.000 moissonneuses-batteuses, plusieurs millions de machines et d'instruments tractés. Durant les années d'après-guerre, les S.M.T. ont reçu un grand nombre de machines nouvelles. En particulier, les tracteurs à chenilles sont 14 fois plus nombreux qu'en 1940.

Les S.M.T. établissent leurs rapports avec les kolkhoz sur la base de contrats.

Tout le travail de la S.M.T. est réglé d'après un plan. Les plans de travail sont examinés par le conseil de la S.M.T., qui comprend le directeur, le chef-mécanicien, le chef-agronome, le chef-comptable et les présidents des kolkhoz que dessert la S.M.T.

L'unité de travail, de base de la S.M.T. est la brigade de tracteurs. Ces brigades sont affectées à des kolkhoz déterminés pour tout le cycle des travaux agricoles.

Cela accroît la responsabilité des conducteurs de tracteur pour la qualité de leur travail. Le travail de la S.M.T. est évalué non seulement d'après le nombre d'hectares labourés, mais aussi d'après le niveau de la récolte obtenue par les kolkhoz. Ceux-ci payent en nature, d'après le contrat, le travail fourni par la S.M.T.

Les stations de machines et de tracteurs ne font pas que mécaniser les travaux des champs, elles introduisent aussi les méthodes modernes d'agriculture et aident les paysans à renforcer et développer leur exploitation agricole collective. C'est ainsi que les kolkhoziens mettent à exécution, sous la direction des agronomes des S.M.T., de vastes plans agronomiques : assolements herbaires et fourragers, méthodes de culture hautement efficaces, nouvelles mesures agronomiques.

La direction générale de l'activité de la S.M.T. est assurée par son directeur, qui est nommé par le ministère de l'Agriculture.

Au cours des années d'après-guerre, on a créé des S.M.T. spécialisées chargées d'aider les kolkhoz pour la plantation des bandes forestières, la mécanisation de l'élevage, la bonification des prairies et pâturages en vue du développement des cultures fourragères.

Le rôle des S.M.T. s'accroît d'année en année dans l'agriculture de l'U.R.S.S. En 1954, elles ont effectué plus des $\frac{4}{5}$ des principaux travaux des champs dans les kolkhoz. 82 % des emblavures de céréales des kolkhoz et 93 % de leurs plantations de tournesol ont été récoltées par des machines combinées ; presque tous les labours et environ 90 % des semailles dans les kolkhoz sont effectués à la machine.

A l'heure actuelle, pour améliorer encore le travail des S.M.T., des cadres permanents de techniciens qualifiés, capables d'obtenir des machines le rendement maximum, sont créés dans les S.M.T., dont les cadres dirigeants sont renforcés. Le rôle joué par les S.M.T. dans le développement continu de l'élevage s'accroît encore.

Les S.M.T. ont élevé le niveau technique de l'agriculture, allégé et rendu plus productif le labeur des paysans ; elles contribuent au développement rapide de la production agricole.

53. QU'EST-CE QUE L'ÉCONOMIE AUXILIAIRE DES KOLKHOZIENS ?

Le système kolkhozien repose sur la propriété collective socialiste, qui assure la prospérité du kolkhoz et la croissance du bien-être matériel des kolkhoziens. Mais, outre l'exploitation agricole collective, qui est essentielle et décisive, le Statut de l'artel agricole autorise chaque foyer kolkhozien à posséder en propre une économie auxiliaire. Ce droit est reconnu par la loi.

La Constitution de l'U.R.S.S. stipule :

« Chaque foyer kolkhozien, outre le revenu fondamental qu'il tire de l'économie kolkhozienne collective, a, conformément au Statut de l'artel agricole, la jouissance personnelle d'un petit terrain attenant à la maison et, sur ce terrain, il possède en propre une économie auxiliaire, une maison d'habitation, le bétail de production, la volaille et le menu matériel agricole. » (Article 1.)

Conformément au Statut de l'artel agricole, la superficie de ce terrain varie entre 0,25 et 0,5 hectare, sans compter le terrain occupé par les bâtiments d'habitation. Dans certaines régions, elle atteint un hectare. Dans les principales régions agricoles de l'U.R.S.S., les kolkhoziens possèdent en propre une vache, une ou deux têtes de jeune bétail, 10 moutons et chèvres et une quantité illimitée de volailles. Dans les régions d'élevage où les cultures n'ont pas une grande importance, les kolkhoziens ont en jouissance personnelle 4 ou 5 vaches et du jeune bétail, de 30 à 40 moutons ou chèvres, un nombre illimité de volailles et un cheval ou deux chameaux. Dans les régions d'élevage transhumant, les kolkhoziens possèdent en propre de 8 à 10 vaches, de 100 à 150 moutons, jusqu'à 10 chevaux ou 8 chameaux.

L'économie auxiliaire est pour les kolkhoziens une source supplémentaire de revenus, étant donné que le revenu essentiel leur est fourni par l'exploitation collective.

54. QU'EST-CE QU'UN SOVKHOZ ?

L' « exploitation agricole soviétique » ou, comme on la désigne en abrégé, le « sovkhov » est une grande entreprise agricole socialiste appartenant à l'Etat. La superficie moyenne des emblavures de ces exploitations est de 20.000 hectares. Les sovkhov sont équipés d'un matériel agricole de premier ordre. L'agriculture et l'élevage y sont pratiqués sur la base des acquisitions scientifiques les plus modernes.

On compte en U.R.S.S. plus de 5.000 sovkhov spécialisés dans les céréales, le coton, l'élevage, l'horticulture, le thé, les agrumes, etc. Ces dernières années, on crée un grand nombre de nouveaux sovkhov dans les régions de mise en valeur des terres vierges et en friche.

Ils ne pratiquent pas la monoculture, mais sont des exploitations agricoles à branches multiples. Ainsi, les sovkhov céréaliers réservent une grande place à l'élevage, et les sovkhov d'élevage aux cultures.

Une mécanisation très poussée et l'application des méthodes scientifiques ont permis aux sovkhov d'obtenir des rendements élevés et une importante production marchande, de même qu'une productivité élevée du travail agricole.

La direction des sovkhov incombe au ministère des Sovkhov de l'U.R.S.S. Celui-ci nomme les directeurs de sovkhov, fixe les tâches de production des sovkhov, finance et contrôle leur activité.

Conformément au plan d'Etat, les sovkhov fournissent aux kolkhoz des semences sélectionnées et du bétail de race à des conditions avantageuses.

Les sovkhov constituent une source importante pour le ravitaillement du pays des Soviets en produits agricoles. La tâche suivante a été impartie aux sovkhov : dans les prochaines années, accroître considérablement les livraisons à l'Etat de céréales, de viande, de lait, de laine et d'autres produits.

55. QUE FAIT-ON EN U.R.S.S. POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ?

On applique en U.R.S.S. un vaste programme de développement de l'agriculture, financé dans une large mesure par l'Etat. Ainsi, pour la seule année 1955, le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. a prélevé sur le budget d'Etat 65,2 milliards de roubles pour le développement de l'agriculture.

Pourquoi ces mesures ?

On sait que la seconde guerre mondiale a momentanément freiné l'essor de l'agriculture soviétique et lui a infligé de graves dommages. Dans les régions occupées, les envahisseurs hitlériens ont pillé et dévasté 98.000 kolkhoz, environ 2.000 sovkhov et près de 3.000 S.M.T. Ils ont abattu ou expédié en Allemagne plus de 64 millions de têtes de bétail et 110 millions de volailles.

Néanmoins, les difficultés provoquées par la guerre et aggravées par la sécheresse de 1946 ont été rapidement surmontées, grâce à l'existence du système kolkhozien. Le niveau d'avant-guerre a été rattrapé dès la troisième année qui a suivi la fin de la guerre pour les céréales, et dès la sixième année pour les cultures oléagineuses, la pomme de terre, les cultures fourragères. Pendant cette période, la production de coton brut s'est accrue d'environ une fois et demie, et celle de betterave sucrière d'un tiers. L'U.R.S.S. est au premier rang dans le monde pour le volume de la production de blé. La production agricole a continué de s'accroître au cours des années suivantes.

Mais l'essor continu du bien-être matériel des masses fait croître sans cesse la consommation des produits de qualité : viande, beurre, articles de confiserie et autres produits alimentaires, et aussi articles de laine, de cuir, etc. Bien que la production de toutes ces marchandises ait en effet beaucoup augmenté, la demande continue à dépasser l'offre, d'autant plus que les prix ont été considérablement abaissés au cours de ces dernières années.

Quelles sont donc les mesures d'extension de la production agricole qui sont appliquées aujourd'hui ?

On met surtout l'accent sur l'extension de l'économie céréalière, étant donné que les céréales sont, non seulement le principal produit alimentaire, mais aussi la base de la production d'un grand nombre de marchandises.

La récolte globale de céréales doit être portée en 1960 à 1,6 milliard de quintaux, ce qui couvrira tous les besoins de la population en céréales, ainsi que les besoins de l'élevage, de l'exportation et de la constitution de réserves. Dans ce but, le gouvernement a pris une décision au sujet de la mise en valeur de terres vierges et en friche dans le Kazakhstan et la Sibérie, l'Oural et les régions riveraines de la moyenne et de la basse Volga. En 1954, il a été labouré plus de 17 millions d'hectares de terres vierges, alors que le plan n'en prévoyait que 13. En 1956, les emblavures de céréales sur les terres vierges s'étendront sur un minimum de 28-30 millions d'hectares, ce qui assurera une récolte supplémentaire d'environ 300 millions de quintaux. Il a été créé en 1954, dans les régions de mise en valeur des terres vierges, 124 grands sovkhoz (*voir la réponse n° 54*) d'une superficie comprise entre 20.000 et 40.000 hectares. Actuellement on en organise 300 autres.

La production des céréales s'accroît aussi du fait de l'augmentation des rendements. On développe à cet effet la production d'engrais minéraux, tout en élevant le niveau technique des travaux agricoles et en améliorant les services agronomiques dans les kolkhoz. Au début de 1955, le nombre des agronomes et des zootechniciens travaillant sur place dans les kolkhoz s'élevait à 120.000 personnes, c'est-à-dire qu'il avait plus que sextuplé en un an.

Dans le domaine de l'élevage, on envisage pour 1960 d'obtenir deux fois ou plus de produits de l'élevage, grâce à l'augmentation de la productivité du bétail et à l'accroissement du cheptel. Par exemple, la production de viande sera multipliée par 2, celle des œufs par 2,2, etc. On améliore dans ce but la base alimentaire. Notamment, les cultures de maïs fourrager s'étendront sur 28 millions d'hectares, soit plus de 7 fois plus qu'en 1953. En 1960, 65 millions de tonnes de céréales serviront à l'alimentation du bétail.

On développe aussi la production de pomme de terre et de légumes, les cultures fruitières et d'horticulture. Le rendement du coton augmentera considérablement, la superficie des plantations s'accroîtra, la mécanisation des travaux sera intensifiée et la technique de l'irrigation sera encore perfectionnée. Par exemple, en 1958, la récolte brute de coton atteindra 4,2 millions de tonnes en Ouzbékiet et 584.000 tonnes en Tadjikie.

Le percement du canal du Kara-Koum, ainsi que les systèmes d'irrigation en Ouzbékiet, en Azerbaïdjan et dans d'autres républiques permettront d'étendre la superficie des cultures irriguées et d'augmenter considérablement les rendements.

Le vaste programme assigné à l'agriculture de l'U.R.S.S. s'appuie sur une puissante base technique et industrielle, constituée par les stations de machines et de tracteurs (S.M.T.) (*voir la réponse n° 52*). Au cours de la seule année 1954, l'industrie a livré à l'agriculture 137.000 tracteurs d'usage général (en unités conventionnelles de 15 CV), 46.000 tracteurs pour cultures alignées, 37.000 moissonneuses-batteuses et un grand nombre d'autres machines agricoles.

Les S.M.T. mécanisent toujours plus largement les travaux relatifs à l'élevage, à la production de la pomme de terre, des légumes et des cultures industrielles ; elles introduisent toujours plus dans la pratique les réalisations de la science et de la technique d'avant-garde.

Le nombre global des ouvriers travaillant de façon permanente dans les S.M.T. (y compris les conducteurs de machines combinées, les mécaniciens, les chauffeurs et les ouvriers travaillant à l'entretien et aux réparations) s'élève à présent à 2 millions de personnes environ.

Le gouvernement a pris aussi des mesures pour accroître l'intérêt matériel retiré personnellement par les kolkhoziens de l'essor continu de l'agriculture. Les prix de stockage et d'achat par l'Etat ont été considérablement augmentés, les normes des livraisons obligatoires ont été réduites, l'impôt agricole sur l'économie auxiliaire personnelle des kolkhoziens a été abaissé. De ce fait, les kolkhoz et les kolkhoziens ont enregistré un revenu complémentaire en espèces de 13 milliards de roubles en 1953 et de 24 milliards de roubles en 1954.

L'amélioration de la qualité des travaux agricoles est encouragée par l'Exposition agricole permanente de l'U.R.S.S. à Moscou, qui est devenue une véritable université populaire, un centre national de généralisation et d'échange de l'expérience d'avant-garde.

Tout cela assurera le développement continu de l'agriculture de l'U.R.S.S.

56. COMMENT L'UNION SOVIÉTIQUE EST-ELLE DEVENUE UNE PUISSANCE INDUSTRIELLE AVANCÉE ?

L'industrie de la Russie tsariste retardait considérablement sur celle des pays industriellement développés. La Russie tsariste occupait en 1913 la cinquième place dans le monde et la quatrième en Europe par le volume de sa production industrielle.

Dans la période des plans quinquennaux d'avant-guerre (1928-1940), soit en moins de 13 ans, les Soviétiques, conduits par le Parti communiste, ont réalisé un plan grandiose de réorganisation économique de leur pays, dont ils ont fait une puissance industrielle avancée. Cela fut obtenu grâce à l'industrialisation socialiste.

L'industrialisation de l'U.R.S.S. fut réalisée avec les ressources du pays lui-même, sans recours à des emprunts extérieurs, en prenant appui sur la propriété sociale des moyens de production. Grâce à l'élévation de la productivité du travail et à l'abaissement du prix de revient de la production, à une économie rigoureuse dans toutes les dépenses, au succès des emprunts intérieurs couverts par souscription bénévole de millions de citoyens, le pays des Soviets est parvenu à amasser les énormes ressources nécessaires à son industrialisation.

L'Union Soviétique commença à s'industrialiser en développant non pas l'industrie légère, mais l'industrie lourde, car ce n'était que par ce moyen qu'il lui était possible de conquérir à bref délai l'indépendance économique et de renforcer sa capacité de défense.

L'industrialisation socialiste permit à l'U.R.S.S. de rejoindre et dépasser les principaux pays capitalistes par la technique de production et le rythme de croissance de l'industrie, plusieurs années avant la deuxième guerre mondiale.

La grande industrie de l'Union Soviétique livrait en 1940 près de 12 fois plus de produits que l'industrie de la Russie tsariste en 1913. L'industrie des constructions mécaniques avait multiplié sa production par 50.

Au cours de la seconde guerre mondiale, la puissante industrie de l'U.R.S.S. dota en abondance l'Armée soviétique du matériel de guerre indispensable, ce qui aida puissamment le peuple soviétique à remporter la victoire sur l'Allemagne hitlérienne et ses alliés.

57. QUELS CHANGEMENTS LES PLANS QUINQUENNAUX ONT-ILS APPORTÉS A LA CARTE INDUSTRIELLE DES RÉPUBLIQUES PÉRIPHÉRIQUES DE L'U.R.S.S. ?

En 1913, les entreprises industrielles étaient concentrées dans la partie européenne de la Russie tsariste, dans ses régions du centre et de l'ouest. Il n'y avait ni fabriques, ni usines de quelque importance dans les territoires périphériques orientaux de la Russie.

Le Parti communiste et le pouvoir soviétique se sont attachés à répartir l'industrie d'une manière plus régulière à travers le pays, afin qu'elle soit rapprochée des sources de matières premières et des régions consommatrices.

Durant les années des plans quinquennaux, une industrie métallurgique, pétrolière et chimique a été créée de toutes pièces dans les républiques soviétiques périphériques ; de grandes centrales électriques, des usines de machines agricoles, de tracteurs et d'automobiles; des cimenteries, de grands combinats du textile et de l'alimentation et d'autres entreprises industrielles ont été construits. Avec l'aide fraternelle du peuple russe, les peuples de toutes les républiques soviétiques ont remporté d'énormes succès dans leur développement économique. C'est ainsi qu'en 1940, en Arménie, l'industrie était 22 fois plus développée qu'en 1913, en Géorgie 26 fois, en Kirguizie 160 fois, dans le Tadjikistan 242 fois. L'industrie de ces républiques a marqué encore de nouveaux progrès durant la Grande Guerre nationale et après cette période. Le haut degré de développement des républiques soviétiques est attesté, entre autres, par le fait suivant : à l'heure actuelle, les républiques d'Ouzbéknie, de Kazakhie, de Kirguizie, de Turkménie et de Tadjikie, ayant une population totale d'environ 17 millions d'habitants, produisent 3 fois plus d'énergie électrique que la Turquie, l'Iran, le Pakistan, l'Egypte, l'Irak, la Syrie et l'Afghanistan réunis, dont la population totale s'élève à 156 millions d'habitants.

Simultanément, on a vu grandir dans toutes les républiques fédérées sans exception des cadres nationaux d'ingénieurs, de techniciens, d'ouvriers qualifiés.

L'ancien retard économique des régions périphériques n'est plus qu'un souvenir.

58. QUI DIRIGE UNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE SOVIÉTIQUE ?

L'entreprise soviétique est le bien du peuple tout entier. Ce sont les ministères dont relèvent les entreprises qui nomment les directeurs chargés de les diriger.

Le directeur dispose des ressources matérielles et financières de l'entreprise. Il est entièrement responsable devant l'Etat du bien du peuple qui lui a été confié et du travail de l'entreprise. Il répond de la réalisation du plan de production et de l'observation de la législation du travail.

Les directeurs des entreprises soviétiques sont des hommes issus du peuple, ayant une grande expérience et des connaissances étendues et variées.

Les ouvriers et les employés d'une entreprise d'Etat, ainsi que leurs organisations syndicales et du Parti prennent une part active à la vie économique de l'entreprise ; ils aident l'administration à éliminer les défauts de la production et à améliorer le travail de l'entreprise. C'est dans ce but que sont convoquées des assemblées du personnel et des conférences de production.

Au cours des conférences de production, convoquées par l'organisation syndicale, on examine les propositions des ouvriers tendant à améliorer le travail de l'entreprise; on met en lumière, éventuellement, les causes des retards dans l'exécution du plan de production ou des insuffisances dans la qualité de la production. Au cours de ces conférences sont discutés, dans un esprit de critique amicale et d'autocritique, les rapports des dirigeants de l'entreprise et des chefs des différents départements techniques.

L'administration de l'entreprise prend en considération les propositions des conférences de production et en assure la réalisation.

59. COMMENT FORME-T-ON EN U.R.S.S. DES OUVRIERS QUALIFIÉS ?

En raison de l'accroissement incessant de la production et de l'absence totale de chômage, les contingents d'ouvriers qualifiés sont formés en U.R.S.S. selon un plan déterminé.

Dès 1940, on a créé en U.R.S.S. des écoles dites des Réserves d'Etat de main-d'œuvre, qui forment des ouvriers qualifiés et des ouvriers des professions les plus courantes pour la métallurgie, les constructions mécaniques, les industries minière et pétrolière, les transports ferroviaires, maritimes et fluviaux, le bâtiment et d'autres branches de l'industrie. Les ouvriers de professions complexes sont formés dans des écoles où les études durent deux ans, alors que les ouvriers des professions les plus courantes sont formés dans des écoles où la durée des études est plus courte.

Ces deux catégories d'écoles des Réserves d'Etat de main-d'œuvre admettent les jeunes gens et les jeunes filles ayant un certain niveau d'instruction générale. Les élèves sont entièrement entretenus aux frais de l'Etat ; ils sont logés dans des foyers bien aménagés, nourris, vêtus et pourvus de manuels, tout cela à titre gratuit.

Depuis leur fondation, ces écoles ont formé plus de 7 millions de jeunes ouvriers qualifiés.

Par ailleurs, les entreprises elles-mêmes forment des ouvriers qualifiés en développant le parrainage individuel ou par groupes. Il existe en outre des cours et des écoles de perfectionnement de tout genre.

Les écoles de l'expérience d'avant-garde de la production sont très répandues. Les professeurs y sont des novateurs de la production. La durée de l'apprentissage y varie selon le programme.

En 1954, 7.700.000 ouvriers et employés ont suivi des cours d'enseignement technique dans les entreprises tout en continuant leur travail.

60. QUELLES SONT LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LES ENTREPRISES DE L'U.R.S.S. ?

La durée de la journée de travail et du repos dans les entreprises est déterminée avec précision par la législation du travail, basée sur les principes de la Constitution de l'U.R.S.S. La durée maximum de la journée de travail est de 8 heures ; dans diverses professions où les conditions de travail sont dures, elle est réduite à 7, 6 ou même 4 heures.

Les heures supplémentaires sont interdites sauf dans des cas exceptionnels (calamités naturelles, réparation d'avaries, etc.).

Tous les ouvriers et employés ont droit à des congés payés annuels d'une durée de deux semaines à deux mois, selon les conditions de travail et le caractère de la production.

Outre ces règles communes à tous les travailleurs, la législation soviétique régleme avec un soin particulier le travail des adolescents et des femmes. Les lois soviétiques interdisent le travail des enfants. Le travail des adolescents de 16 à 18 ans n'est autorisé que dans les emplois n'exigeant pas d'effort physique ou de travail de nuit. Il est également interdit de faire travailler les femmes dans des emplois exigeant un effort physique ou nuisibles à l'organisme féminin. Les femmes enceintes reçoivent un travail plus léger avec maintien de leur salaire normal et bénéficient de congés payés supplémentaires d'une durée de 77 à 91 jours. Outre la pause du déjeuner, les femmes qui allaitent ont au cours de leur journée de travail, toutes les trois heures et demie, des pauses d'une demi-heure pour allaiter leur bébé. Ce temps leur est payé par l'entreprise.

L'Etat soviétique mécanise systématiquement les travaux pénibles ou exigeant une grande dépense de main-d'œuvre, ce qui améliore et assainit considérablement les conditions de travail dans l'industrie et le bâtiment.

Actuellement, le travail pénible des professions les plus courantes de l'industrie minière et de la sidérurgie, de l'industrie pétrolière, des transports, du bâtiment, etc. est complètement mécanisé. Durant le 5^e plan quinquennal, actuellement en cours de réalisation, la mécanisation des travaux pénibles et exigeant une grande dépense de main-d'œuvre sera achevée pour l'essentiel dans l'industrie et le bâtiment. Le développement de l'automatisation de la production sera encore plus poussé.

Il existe en U.R.S.S. un système rationnel de protection du travail, de technique de sécurité et d'hygiène industrielle. Citons en particulier : la fourniture gratuite de vêtements spéciaux et de chaussures spéciales de travail.

Dans les ateliers où les conditions de travail sont dangereuses pour la santé (entreprises chimiques, métallurgie non-ferreuse, imprimeries, etc.), les travailleurs reçoivent aux frais de l'Etat une alimentation spéciale (lait, beurre, crème fraîche, etc.).

L'Etat soviétique dépense des sommes importantes pour la protection du travail et la technique de sécurité. Au cours du 4^e plan quinquennal (1946-1950), il a été dépensé environ 6 milliards de roubles à cette fin, soit près de cinq fois plus que durant les années des deux premiers plans quinquennaux (1928-1937). Le 5^e plan quinquennal prévoit des sommes encore plus importantes.

Le contrôle d'Etat de l'observation des règles et normes de protection du travail, de la technique de sécurité et de l'hygiène industrielle incombe aux syndicats. On compte 3 millions d'ouvriers « activistes » dans les commissions syndicales pour la protection du travail et dans les comités des assurances sociales. Ils contrôlent la régularité de l'affectation des fonds assignés par l'Etat à ces fins, l'exécution des mesures à appliquer dans le domaine de la protection du travail et de la technique de sécurité, selon les prescriptions des contrats collectifs (*voir la réponse n°61*).

61. COMMENT SONT CONCLUS ET QUE SONT LES CONTRATS COLLECTIFS ?

Chaque année, des contrats collectifs sont conclus dans les entreprises soviétiques entre l'administration et les comités syndicaux des fabriques et des usines, agissant au nom des ouvriers, des ingénieurs et techniciens et des employés.

Les contrats collectifs sont des engagements pris par les parties en vue de la réalisation et du dépassement des plans d'Etat, de la création de conditions de vie et de travail contribuant le mieux possible à l'essor continu de la production et à l'amélioration de sa qualité, ainsi qu'à l'élévation du niveau de la vie matérielle et culturelle des ouvriers et employés. Les voies et les moyens propres à résoudre toutes ces tâches sont définis dans les contrats collectifs. Ceux-ci énoncent avec précision ce qui doit être fait, et dans quels délais, par l'administration et le comité syndical dans des domaines très divers : amélioration et perfectionnement de la technologie de la production, introduction d'outillage et de matériel nouveau, élévation de la qualification des ouvriers, protection du travail et technique de sécurité, construction de logements pour les ouvriers et employés, organisation des loisirs culturels, extension du réseau des établissements pour enfants et des établissements publics, etc.

Les travailleurs eux-mêmes participent activement à la rédaction des contrats collectifs. Ils font des propositions, discutent dans leurs assemblées le détail et l'ensemble du contrat. C'est ainsi que les projets des contrats collectifs pour l'année 1952 ont été discutés dans 250.000 assemblées d'ateliers, d'équipes, assemblées générales et conférences.

Au cours de cette discussion, les ouvriers et employés ont présenté environ un million de propositions tendant à perfectionner la production socialiste et à améliorer le fonctionnement des services culturels et publics mis à la disposition des travailleurs.

Après la signature, chaque contrat collectif est édité sous forme de brochure ou d'affiche et largement diffusé parmi les travailleurs de l'entreprise. Une fois par trimestre, le directeur et le président du comité syndical de l'entreprise rendent compte, au cours d'une assemblée générale des ouvriers et employés, de la façon dont le contrat collectif est réalisé. A la fin de l'année, les comités de fabrique et d'usine organisent le contrôle de masse de la réalisation des contrats collectifs, recueillent les propositions en vue de leur inclusion dans le projet de contrat pour l'année suivante.

62. QUELLES SONT LES FORMES DE RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL EN USAGE DANS LES ENTREPRISES SOVIÉTIQUES ?

Il existe en U.R.S.S. les formes suivantes de rémunération du travail : salaire aux pièces, salaire aux pièces progressif, salaire au temps, salaire au temps avec primes. La forme essentielle de rémunération dans les entreprises est le salaire aux pièces, qui correspond le plus exactement au principe soviétique de rémunération de chaque travailleur selon la quantité et la qualité de son travail.

L'application du salaire aux pièces est basée sur l'établissement scientifique de normes techniques de travail (temps nécessaire pour la fabrication d'une pièce). Habituellement, les normes sont fixées pour une durée d'un an. Leur révision a lieu à la suite de l'introduction de machines nouvelles, du perfectionnement des processus technologiques de l'assimilation généralisée des méthodes d'avant-garde de travail. L'augmentation de la production de l'ouvrier soviétique n'est pas obtenue par une surtension de ses forces, mais par l'élévation de sa qualification, par une meilleure organisation du travail et par une mécanisation plus poussée qui facilite le travail. Aussi, la révision des normes en U.R.S.S. n'entraîne pas et ne peut pas entraîner une diminution du salaire.

Il existe dans chaque branche de l'industrie un barème de rémunération du travail, établi avec la participation des syndicats et ratifié par le gouvernement : barèmes et taux de salaires répartis par catégories selon la qualification du travailleur, la difficulté du travail, la complexité de la technologie et les particularités du processus de production. Le travail d'un ouvrier qualifié ou placé dans des conditions plus difficiles est rémunéré à un taux plus élevé que celui d'un ouvrier occupé à une tâche non qualifiée ou plus facile. Partant des barèmes et des normes établis, on définit le tarif unitaire de paiement de chaque pièce. Le salaire est proportionnel au nombre de pièces livrées par l'ouvrier et reconnues bonnes au contrôle technique.

Le salaire de l'ouvrier travaillant aux pièces n'est pas limité.

Dans les entreprises soviétiques on applique également le salaire aux pièces progressif, qui est une combinaison du salaire aux pièces et du salaire avec primes. Dans ce cas, la production fournie en sus de la norme est rétribuée à un taux supérieur à celui de la norme. Ce système est appliqué

habituellement dans les industries-clés, ainsi que là où il est particulièrement nécessaire d'encourager l'initiative et l'esprit d'invention du travailleur.

Le salaire aux pièces en régime socialiste répond à l'intérêt des ouvriers qui l'approuvent entièrement. Chaque travailleur est ainsi matériellement intéressé aux résultats de son travail, à l'élévation de sa qualification et de la productivité de son travail.

Les ouvriers et employés qui sont au fixe perçoivent le salaire prévu par le barème ou bien correspondant au poste qu'ils occupent et qui est établi pour chaque branche d'industrie et chaque spécialité. Le salaire fixe est appliqué là où il est impossible ou difficile de faire jouer le salaire aux pièces. Nombreux sont les cas où l'on applique les salaires fixes avec primes pour stimuler le dépassement des plans, l'amélioration de la qualité des produits et l'économie des matières premières.

Les systèmes de rémunération du travail existant en U.R.S.S. sont valables pour tous les travailleurs. Les femmes et les jeunes reçoivent, à travail égal, un salaire égal à celui des hommes.

Ce sont les Comités centraux des syndicats et les comités syndicaux d'usine qui contrôlent si les salaires sont payés et les barèmes appliqués selon les règles établies.

63. COMMENT LE TRAVAIL DES INVENTEURS EST-IL ENCOURAGÉ EN U.R.S.S. ET QUELS SONT LEURS DROITS ?

Après la Révolution socialiste d'Octobre, l'activité d'invention s'est largement développée. Les inventeurs et les rationalisateurs se chiffrent en U.R.S.S. par centaines de milliers. On trouve parmi eux des savants, des ingénieurs, des ouvriers, des kolkhoziens. Le nombre des inventions, perfectionnements techniques et propositions de rationalisation appliqués dans l'industrie, le bâtiment et les transports de l'U.R.S.S. en 1953 s'est élevé à plus de 900.000.

L'inventeur jouit de la considération générale. Les lois soviétiques protègent strictement ses droits d'auteur.

Les inventeurs reçoivent de l'Etat de très fortes primes dont l'importance dépend de la valeur de l'invention ainsi que du gain réalisé par l'économie nationale.

Au gré de l'inventeur, on lui délivre un certificat d'auteur ou bien un brevet.

Toute personne qui s'approprie l'invention d'autrui ou la divulgue avant que les droits d'auteur ne soient délivrés encourt des sanctions pénales et matérielles. Les personnes coupables de bureaucratisme et de lenteurs administratives dans l'examen, la mise au point et l'application d'une invention encourrent également des sanctions, jusques et y compris leur destitution et leur mise en jugement.

Une commission d'assistance aux inventeurs et aux rationalisateurs existe auprès de chaque comité syndical d'usine et de fabrique. Les ministères, trusts, usines et mines possèdent leurs propres bureaux d'invention et de rationalisation. L'administration de toute entreprise affecte des crédits importants à l'aide aux inventeurs et à l'attribution de primes aux ingénieurs, techniciens et ouvriers qui contribuent à appliquer une invention, et assistent activement les inventeurs.

Les auteurs des inventions les plus importantes se voient attribuer des prix Staline (*voir la réponse n° 90*). De nombreux inventeurs sont décorés et médaillés.

64. QUI BÉNÉFICIE DES PRIMES D'ANCIENNETÉ ?

L'État soviétique encourage les travailleurs employés durant de longues années dans une même entreprise. L'octroi de primes forfaitaires annuelles ou de suppléments mensuels aux salaires pour ancienneté de service est une des formes de cet encouragement.

La prime d'ancienneté est attribuée, par exemple, à tous les travailleurs de l'industrie houillère, aussi bien aux mineurs de fond qu'aux ouvriers des entreprises auxiliaires et annexes. Après un an de service, les mineurs touchent une prime allant jusqu'à 10 % de leur salaire annuel ; au bout de trois à

cinq ans, la prime atteint 15 % ; de six à dix ans elle s'élève jusqu'à 20 % ; elle atteint enfin 30 % pour ceux qui ont plus de quinze ans de travail à la mine. La prime est versée chaque année en décembre. En 1952, l'Etat soviétique a versé aux mineurs 1.474 millions de roubles de primes d'ancienneté.

La prime d'ancienneté est attribuée également aux métallurgistes, aux travailleurs du pétrole, aux géologues, aux aviateurs, aux scientifiques, aux professeurs et instituteurs, aux travailleurs des P.T.T., aux cheminots et à d'autres catégories de travailleurs. Le montant de la prime varie dans les différentes branches d'activité.

65. QU'EST-CE QUE L'ÉMULATION SOCIALISTE ?

L'émulation socialiste en U.R.S.S. est un mouvement de masse des travailleurs pour une haute productivité du travail, pour la réalisation avant terme et le dépassement des plans de production dans toute l'économie nationale. Ce mouvement est parti d'en bas, sur l'initiative des travailleurs eux-mêmes, et il est devenu un mouvement national grâce au caractère socialiste du travail en U.R.S.S. La conscience qu'a chacun de travailler pour lui-même, pour une société qui est la sienne, ont engendré chez tous les Soviétiques le souci patriotique d'accroître la production et de renforcer ainsi la puissance de l'Etat socialiste.

L'émulation socialiste est la méthode communiste d'édification du socialisme sur la base de l'activité maximum des millions de travailleurs. En 1952, plus de 90 % des travailleurs de l'U.R.S.S. participaient à l'émulation socialiste.

L'émulation est réalisée comme suit : ouvriers, kolkhoziens, ingénieurs et techniciens, employés des entreprises industrielles et des transports, travailleurs du commerce et autres prennent de leur propre initiative des engagements concernant la réalisation avant terme des plans de production. Un accord est conclu individuellement entre travailleurs, ou collectivement entre ateliers, services ou entreprises en émulation, où sont définis les engagements que chaque partie prend de son plein gré. Les syndicats, les ministères et les chefs d'entreprise dressent le bilan dans les délais fixés (une fois par mois, par trimestre ou par an), avec les participants à l'émulation, et déterminent les vainqueurs. Les meilleurs reçoivent en récompense des primes en espèces et des diplômes d'honneur.

L'aide fraternelle accordée aux retardataires par les travailleurs d'avant-garde pour assurer l'essor général, tel est le principe essentiel de l'émulation socialiste. Parlant de ce principe, qui diffère radicalement de celui de la concurrence capitaliste, J. Staline a écrit : « La concurrence dit : achève les retardataires afin d'assurer ta domination. »

« L'émulation socialiste dit : les uns travaillent mal, d'autres bien, les troisièmes mieux — rattrape les meilleurs et obtiens un essor général. C'est, au fond, ce qui explique l'enthousiasme sans précédent dans le travail qui entraîne des millions de travailleurs grâce à l'émulation socialiste. »

L'émulation socialiste des masses est une des forces essentielles qui ont assuré la réalisation des plans quinquennaux d'avant-guerre et des plans d'après-guerre de développement de l'économie nationale.

L'émulation socialiste illustre ce principe essentiel qu'en Union Soviétique il ne peut y avoir de contradiction entre les intérêts personnels et ceux de l'Etat. « En U.R.S.S. est appliqué le principe du socialisme : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail », est-il dit à l'article 12 de la Constitution de l'U.R.S.S. Si, grâce à l'émulation socialiste, l'ouvrier, le kolkhozien ou le spécialiste accroît la productivité du travail et augmente la production, il augmente par-là même son salaire personnel, qui est fonction, en U.R.S.S., de la quantité et de la qualité du travail fourni. »

66. QU'EST-CE QUE LES TRAVAILLEURS D'AVANT-GARDE ?

Sous le nom de travailleurs d'avant-garde, on désigne les travailleurs qui participent à l'émulation socialiste, qui se sont rendus entièrement maîtres de la nouvelle technique soviétique et qui, grâce à l'application des meilleures méthodes de travail et des perfectionnements techniques, obtiennent une haute productivité du travail.

La très grande majorité des travailleurs d'avant-garde sont des ouvriers et des ouvrières jeunes ou d'âge moyen, qui ne cessent d'accroître leurs connaissances techniques. Ce sont des gens cultivés, ayant une excellente formation technique, qui donnent journallement l'exemple du travail précis et soigné. Ils tirent du matériel technique le maximum de ce qu'il peut donner.

Dans leur travail pratique, ils renversent les notions désuètes sur les possibilités de la technique et dépassent largement toutes les capacités de rendement prévues et les normes techniques existantes. Ils frayent des voies nouvelles dans la technique et dans la science.

Les travailleurs d'avant-garde ne sont nullement des isolés établissant des « records » de production, ils se comptent par millions.

Le mouvement des travailleurs d'avant-garde a surgi et se développe pour quatre raisons. Premièrement, parce que la situation matérielle des travailleurs s'est améliorée radicalement. Deuxièmement, parce que les Soviétiques ne travaillent pas pour des exploiters mais pour eux-mêmes, pour une société qui est la leur. Troisièmement, parce que l'économie nationale soviétique est dotée dans des proportions toujours croissantes d'un matériel ultra-moderne, qui facilite le travail des ouvriers et permet d'élever continuellement la productivité du travail. Quatrièmement, parce qu'on a formé en Union Soviétique de nouveaux cadres d'ouvriers qui sont devenus maîtres de la technique et la perfectionnent sans cesse.

Au cours des 25 dernières années, la productivité du travail a augmenté d'environ 6 fois dans l'industrie, 3 fois et demie dans le bâtiment et les transports ferroviaires, 3 fois dans l'agriculture.

Il va de soi que le mouvement des travailleurs d'avant-garde est stimulé également par l'intérêt personnel, puisque le travail, en U.R.S.S., est rétribué selon sa qualité et sa quantité.

67. QUELLES SONT LES BANQUES EXISTANT EN U.R.S.S. ? OU LA POPULATION DÉPOSE-T-ELLE LE PRODUIT DE SON ÉPARGNE ?

En U.R.S.S., les banques appartiennent à l'Etat ; il n'existe pas de banques privées. Les finances et le crédit sont, entre les mains de l'Etat soviétique, un moyen puissant de stimuler l'essor de l'économie nationale et de la culture. C'est aussi par l'intermédiaire des banques que s'effectue le contrôle financier de l'activité de chaque entreprise, de chaque établissement et de toute l'économie nationale en général. La banque principale de l'Etat soviétique est la Banque d'Etat de l'U.R.S.S. Toutes les organisations, tous les établissements et toutes les entreprises d'Etat, coopératives et sociales déposent à leur compte courant à la Banque d'Etat leurs fonds en espèces et effectuent par son intermédiaire toutes les opérations entre elles. Les caisses de la Banque d'Etat reçoivent les versements au compte du budget d'Etat, les prélèvements sur les bénéfices et les impôts.

La Banque d'Etat de l'U.R.S.S. octroie aux entreprises et établissements des crédits à court terme et finance aussi les organisations qui émargent au budget d'Etat.

Des succursales de la Banque d'Etat se trouvent dans chaque république, territoire, région, ville et chef-lieu de district.

Les opérations commerciales avec l'étranger sont financées par la Banque du Commerce extérieur de l'U.R.S.S. (Vnechtorgbank).

D'autre part, il existe en U.R.S.S. quatre banques spécialisées de crédit à long terme : la Banque industrielle, la Banque commerciale, la Banque centrale agricole et la Banque centrale de l'économie municipale et de la construction de maisons d'habitation. Ces banques octroient des crédits destinés aux grands travaux et effectuent les opérations de règlement dans les branches correspondantes de l'économie nationale.

La population dépose le produit de son épargne dans les caisses d'épargne d'Etat. Ces caisses existent en U.R.S.S. dans toutes les villes et tous les grands villages, dans les chefs-lieux de district et les cités ouvrières. Le nombre des déposants augmente chaque année de plusieurs millions, ce qui atteste l'élévation du bien-être du peuple. En 1954, les dépôts dans les caisses d'épargne ont augmenté de près de 10 milliards de roubles.

68. QUEL EST LE ROLE DES EMPRUNTS INTÉRIEURS ?

Les emprunts intérieurs d'Etat en U.R.S.S. sont destinés à faire participer l'épargne de la population à la réalisation des tâches de l'édification socialiste. Ils sont très bien accueillis par la population, qui les considère comme une œuvre d'intérêt national.

Durant les quinquennats d'avant-guerre, les emprunts intérieurs ont fourni au budget d'Etat près de 50 milliards de roubles. Ces fonds ont aidé à construire des usines, des écoles, des théâtres, des clubs, des hôpitaux, des jardins d'enfants, des crèches, etc.

Pendant la Guerre nationale, la population de l'U.R.S.S. a mis à la disposition de l'Etat plus de 76 milliards de roubles, fruit de son épargne. Cet apport du peuple a contribué à la consolidation de la puissance militaire et économique de l'Etat soviétique.

Dans l'après-guerre (1946-1953), le montant des emprunts intérieurs a dépassé 145 milliards de roubles.

Les détenteurs d'obligations des emprunts soviétiques en retirent un revenu direct sous forme de lots et d'intérêts. Durant le premier quinquennat d'après-guerre (1946-1950), l'Etat a versé à la population 17 milliards de roubles de lots et d'intérêts. En 1953, la population a touché 9,8 milliards de roubles de lots. En 1954, elle a reçu à ce titre 10,2 milliards, et en 1955 elle recevra 12,2 milliards de roubles.

69. COMMENT LE COMMERCE EST-IL ORGANISÉ ?

Le commerce est assuré en U.R.S.S. par les organisations d'Etat et les coopératives, qui disposent d'un réseau largement ramifié de magasins, de kiosques, de restaurants, de réfectoires publics. Les denrées alimentaires et les articles manufacturés destinés à la vente à la population sont livrés par l'Etat, selon un plan, à ces organisations, au tarif du prix-courant unique du commerce de gros d'Etat. Le même réseau commercial assure également la vente des produits fournis par les coopératives de production, ainsi que des marchandises stockées et achetées par les organisations commerciales elles-mêmes.

Le commerce de détail se fait lui aussi selon des prix d'Etat uniques.

Du fait de l'accroissement régulier de la production et de l'élévation constante des revenus de la population, le volume du commerce croît d'année en année. Durant les plans quinquennaux d'avant-guerre (1928-1940), le chiffre d'affaires du commerce de détail d'Etat et coopératif a augmenté de 4,6 fois (en prix comparables). Durant les années d'après-guerre, il a continué de s'accroître. A la fin de 1954, il avait plus que doublé par rapport à l'avant-guerre.

Outre le réseau commercial d'Etat et coopératif, les produits agricoles se vendent également sur les marchés kolkhoziens, où les kolkhoz, les kolkhoziens et les paysans individuels apportent leurs produits. Le commerce kolkhozien est une source complémentaire d'approvisionnement pour la population.

70. QUELLES SONT LES ORGANISATIONS COOPÉRATIVES EXISTANT EN U.R.S.S. ET COMMENT FONCTIONNENT-ELLES ?

Il existe en U.R.S.S. des coopératives de consommation et des coopératives artisanales de production.

Les coopératives de consommation s'occupent du commerce dans les localités rurales du pays. Ces organisations sociales de masse groupent plus de 32 millions de sociétaires. Elles sont dirigées par des conseils d'administration élus. Des unions de coopératives existent par républiques, territoires, régions et districts. L'organe dirigeant suprême des coopératives de consommation est le congrès des délégués des coopératives de consommation de l'U.R.S.S., qui élit le Conseil du Tsentrosoïouz (Union centrale des coopératives), la Direction du Tsentrosoïouz et une Commission de contrôle, pour une durée de 4 ans. Les coopératives reçoivent de l'Etat, selon un plan déterminé, des articles manufacturés pour la vente à la population. Elles procèdent en outre au stockage de différents produits, possèdent de petites entreprises pour le traitement des matières premières agricoles et la production de certains articles d'usage courant.

Les coopératives de consommation possèdent dans les campagnes un puissant réseau commercial comptant plus de 226.000 magasins grands et petits, ainsi que des milliers de restaurants, buvettes et cafés.

Le Tsentrosoïouz adhère à l'Alliance coopérative internationale dont il est la plus grande organisation.

Les coopératives artisanales de production regroupent des artisans fabriquant des objets d'usage courant. Elles possèdent un vaste réseau de petites entreprises et d'ateliers, de même que leurs propres magasins de vente.

Les organisations coopératives bénéficient en U.R.S.S. de l'appui entier de l'Etat.

71. QUI FIXE LES PRIX DES MARCHANDISES ?

Les prix des marchandises sont établis en U.R.S.S. par des organismes du plan d'Etat. Le barème des prix uniques d'Etat est ratifié par le gouvernement.

Des prix uniques d'Etat sont établis pour tout le territoire du pays, en ce qui concerne les principaux produits non alimentaires, alors que, pour les principales denrées alimentaires, les prix sont fixés par zones. A cet effet, le territoire de l'U.R.S.S. est divisé en plusieurs zones, pour chacune desquelles les prix sont établis compte tenu des frais de transport et autres.

Etant donné que l'Etat détient la masse fondamentale des marchandises industrielles et agricoles et que leur vente à la population s'effectue par l'intermédiaire du réseau du commerce d'Etat et coopératif, la fixation de prix uniques ne soulève pas de difficultés. L'économie soviétique ignore les fluctuations anarchiques ou la hausse spéculative des prix.

Les prix des marchandises produites par les coopératives sont établis au niveau approximatif des prix d'Etat. Les prix de détail sur les marchés kolkhoziens s'établissent par le jeu de l'offre et de la demande. Toutefois, l'existence des magasins d'Etat et coopératifs, qui vendent les mêmes produits aux prix uniques d'Etat, incite les kolkhoziens à établir des prix soit voisins, soit inférieurs. C'est ainsi que l'Etat soviétique règle les prix par la voie économique sur les marchés kolkhoziens.

72. QUELS SONT LES ÉTABLISSEMENTS SCIENTIFIQUES EXISTANT EN U.R.S.S. ?

Depuis l'instauration du pouvoir soviétique, on assiste en U.R.S.S. à un essor sans précédent de la science.

L'Académie des sciences de l'U.R.S.S. est le centre dirigeant de la science soviétique. Elle a été fondée en 1725. Avant la Révolution d'Octobre, elle ne possédait que 5 petits laboratoires, l'Observatoire astronomique de Poulkovo, l'Observatoire central de physique et un certain nombre de musées et de services d'archives. Aujourd'hui, elle s'est transformée en une immense association d'établissements de recherche scientifique. Elle compte plus de 100 instituts qui poursuivent des investigations variées dans les domaines des sciences physico-mathématiques, chimiques, géologiques, géographiques, biologiques et techniques, ainsi que de l'histoire, de la philosophie, de l'économie, du droit, de la littérature et du langage.

Des Académies des sciences nationales ont été fondées dans les 13 républiques fédérées suivantes : Ukraine, Biélorussie, Géorgie, Lituanie, Ouzbékistan, Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Lettonie, Estonie, Tadjikistan, Turkménistan et Kirguizie. Ces académies possèdent leurs propres instituts de recherche. Des filiales et des bases de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. fonctionnent dans plusieurs républiques fédérées et dans diverses régions de la Fédération de Russie. Elles sont devenues des centres importants du travail scientifique et exercent une très forte influence sur le développement de la science dans les républiques périphériques.

Il existe en U.R.S.S. plusieurs grandes académies spécialisées : l'Académie Lénine des sciences agricoles de l'U.R.S.S., l'Académie des sciences médicales, l'Académie des sciences pédagogiques, l'Académie d'architecture, l'Académie d'économie municipale, l'Académie des beaux-arts de l'U.R.S.S.

De nombreux instituts, centres de recherche et laboratoires sont du ressort des ministères. Ils contribuent à introduire la technique moderne et les dernières acquisitions de la science dans la production, et jouent ainsi un rôle important dans le développement de l'économie nationale et de la culture.

Il existe en outre en U.R.S.S. toute une série de sociétés savantes.

Les plus importantes d'entre elles sont : la Société de géographie (fondée en 1845), la Société de chimie Mendeleïev (fondée en 1868), la Société d'entomologie (fondée en 1860), la Société des physiologistes, biochimistes et pharmacologistes (fondée en 1916), la Société d'astronomie (fondée en 1932), la Société de pédologie (fondée en 1938), et d'autres encore.

73. QUELS JOURNAUX ÉDITE-T-ON EN UNION SOVIÉTIQUE ?

Sous le pouvoir des Soviets, les tirages se sont accrus plusieurs fois. Il paraît actuellement en U.R.S.S. plus de 7.800 journaux et environ 1.500 revues en 77 langues. Le tirage quotidien moyen des journaux a atteint, en 1954, 56 millions d'exemplaires. Il n'est pas de région en U.R.S.S. qui n'ait son journal imprimé.

Les journaux centraux, qui paraissent à Moscou, sont très en faveur auprès de la population. Ce sont : la « Pravda » (organe du Comité central du Parti communiste de l'Union Soviétique), les « Izvestia » (organe des Soviets des députés des travailleurs de l'U.R.S.S.), « Troud » (journal du Conseil central des syndicats de l'U.R.S.S.), la « Krasnaïa Zvezda » (organe du ministère de la Défense de l'U.R.S.S.), la « Komsomolskaïa Pravda » (journal du Comité central de l'Union communiste de la jeunesse), la « Litératournaïa Gazéta » (organe de l'Union des écrivains soviétiques) et certains autres journaux.

Outre les journaux centraux, ceux des républiques, des régions, des arrondissements nationaux et des districts, un grand nombre de journaux imprimés paraissent également dans les entreprises industrielles, sur les chantiers, dans les sovkhoz et les grandes écoles.

Il n'existe pas en U.R.S.S. de journaux ou de revues appartenant à des particuliers. Journaux et revues sont édités par les organisations sociales (organisations du Parti communiste, syndicats, comités de jeunes, Soviets des députés des travailleurs, Unions des écrivains). Certains journaux sont édités par des ministères en commun avec le Comité central du syndicat correspondant : par exemple, l'« Outchitelskaïa Gazéta » (Journal des enseignants) est l'organe des ministères de l'Instruction publique des républiques fédérées et du Comité central des syndicats des travailleurs des écoles primaires et secondaires.

La presse soviétique éclaire sous tous ses aspects la vie des travailleurs du pays, décrit leurs exploits du travail dans l'édification du communisme, souligne le développement de la culture, commente largement la vie internationale, propage les idées de paix et d'amitié entre les peuples de toutes les races et nations.

Les journaux de l'U.R.S.S. critiquent lorsqu'il le faut, sans égard aux personnes, les mauvais dirigeants qui enfreignent les lois de la vie en société socialiste établies par la Constitution de l'U.R.S.S.

La presse soviétique est la presse du peuple. Elle appartient au peuple, elle est son œuvre et ne sert que le peuple.

74. QUELS SONT LES PRINCIPAUX ORGANISMES D'ÉDITION EXISTANT EN U.R.S.S. ? ÉDITE-T-ON BEAUCOUP DE LIVRES ?

Il existe en U.R.S.S. plus de 220 grandes maisons d'édition. La plupart sont spécialisées dans un domaine déterminé : belles-lettres, agriculture, géographie, médecine, enseignement et pédagogie, différentes branches de la technique. D'importants organismes d'édition appartiennent à l'Académie des sciences de l'U.R.S.S., à l'Union des écrivains soviétiques, au Conseil central des syndicats. Les éditions du Komsomol (« La Jeune Garde ») font paraître des ouvrages variés destinés à la jeunesse.

Les Editions d'Etat de littérature pour enfants (« Detguiz ») font paraître des livres pour les enfants de tous âges.

Chaque république et la plupart des régions possèdent leurs organismes d'édition, qui publient des livres dans les langues des peuples de l'U.R.S.S.

Outre les grands organismes d'édition centraux et locaux, il existe de nombreux bureaux d'éditions auprès des universités, des grandes écoles, des établissements scientifiques, de différentes associations, qui publient chaque année des milliers de livres.

Les éditions se font en U.R.S.S. en 119 langues : celles de toutes les nations et de tous les groupes nationaux habitant le territoire de l'U.R.S.S., ainsi que l'anglais, le français, l'allemand, l'espagnol et d'autres langues étrangères. En 1953, il a été publié en traduction russe 419 œuvres des littératures nationales à un tirage global de 21 millions 427.000 exemplaires. La même année, 1.022 œuvres de la littérature russe ont été publiées en traduction dans les langues des peuples de l'U.R.S.S. à un tirage total de 16.007.000 exemplaires.

Les livres sont maintenant à la portée des larges masses populaires. Sous le pouvoir des Soviétiques il a été édité en Union Soviétique 1 million 210.000 ouvrages à un tirage global dépassant 17 milliards d'exemplaires.

Dans la Russie tsariste, on n'éditait chaque année que 0,7 exemplaire en moyenne par habitant, alors qu'en U.R.S.S., dès avant la guerre, on publiait annuellement 4 exemplaires par personne, le tirage moyen d'un livre atteignant 20.000 exemplaires (contre 3.300 en 1913).

En 1954, on a édité en U.R.S.S. 11 fois plus de livres que dans la Russie de 1913.

La publication des ouvrages politiques, sociaux et économiques est très développée. On peut juger de l'intérêt porté en U.R.S.S. à la littérature politique par ce seul fait que l'« Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. » a été tirée à plus de 40 millions d'exemplaires dans les quinze années qui ont suivi sa parution.

Ces dernières années ont paru 35 volumes de la 4^e édition des Œuvres de Lénine et 13 volumes des Œuvres de Staline.

On édite à d'énormes tirages les œuvres littéraires des classiques, les meilleurs livres des écrivains contemporains, soviétiques et étrangers. Les œuvres du génial poète russe Pouchkine ont paru depuis 1917 à 60 millions d'exemplaires en 80 langues des peuples de l'U.R.S.S., celles de Gogol à plus de 20 millions d'exemplaires en 38 langues, celles de Léon Tolstoï à 50 millions d'exemplaires en 75 langues, celles de Gorki à plus de 72 millions d'exemplaires en 71 langues, celles de Choukhov à plus de 18 millions d'exemplaires en 53 langues.

En 1954, il a été édité environ 220 millions d'exemplaires d'œuvres littéraires, soit 5 fois plus qu'en 1940.

75. QUELLES SONT LES ŒUVRES D'ÉCRIVAINS ÉTRANGERS ÉDITÉES EN U.R.S.S. ?

Le pouvoir soviétique s'attache à mettre à la portée de tout le peuple ce que l'esprit humain a créé de meilleur. Ainsi, on édite en U.R.S.S. à des dizaines de milliers d'exemplaires les œuvres de Démocrite, Aristote, Voltaire, Diderot, Helvétius, d'Holbach, Spinoza, Descartes, Feuerbach, Darwin, Newton, Einstein, et de bien d'autres auteurs.

Les classiques étrangers sont très largement publiés. De 1917 à 1954, 1.675 écrivains étrangers ont été édités en U.R.S.S. à près de 300 millions d'exemplaires. De nombreux ouvrages d'auteurs étrangers sont édités en U.R.S.S. à un tirage supérieur à celui qu'ils connaissent dans leur propre pays.

De 1918 à 1954, les œuvres de Victor Hugo ont été éditées à 8.809.000 exemplaires en 44 langues des peuples de l'U.R.S.S. Les œuvres de Balzac ont été tirées à 6.053.000 exemplaires, celles de Maupassant à 5.773.000 exemplaires, celles de Zola à 3.681.000. De 1918 à 1952, le tirage des œuvres de Dickens a atteint 3.807.000 exemplaires, celui des œuvres de Shakespeare 2 millions 350.000

exemplaires en 25 langues ; les œuvres de Wells ont été tirées à 3 millions d'exemplaires et celles de Heine à plus de 1,4 million d'exemplaires.

On édite régulièrement en U.R.S.S. les meilleures œuvres de la littérature américaine. Le tirage des œuvres de Jack London s'élevait en 1952 à plus de 12 millions d'exemplaires en 29 langues des peuples de l'U.R.S.S. ; celui des œuvres de Mark Twain à 4.913.000 exemplaires en 24 langues.

Les œuvres de Fenimore Cooper, Setton Thompson, O'Henry, Théodore Dreiser, Howard Fast et d'autres écrivains connaissent également de forts tirages.

76. QUELS SONT LES THÉÂTRES EXISTANT EN U.R.S.S. ?

Il y a en U.R.S.S. plusieurs centaines de théâtres d'Etat d'art dramatique et d'opéra : 513 au total, dont 497 relevant directement du ministère de la Culture de l'U.R.S.S.

Le peuple soviétique est fier des théâtres russes universellement connus comme le Théâtre d'Art, le Grand Théâtre, le Maly Théâtre, tous trois de Moscou, et le Théâtre Pouchkine et l'Opéra Kirov, de Leningrad.

Nombre de théâtres nés après la Révolution d'Octobre ont acquis également une grande popularité, tant en U.R.S.S. qu'à l'étranger. Par exemple, le Théâtre Vakhtangov et le Théâtre central de l'Armée soviétique à Moscou, le Théâtre Franko à Kiev, le Théâtre Roustavéli à Tbilissi, et bien d'autres encore.

Dans les années du pouvoir soviétique, le théâtre national a pris un grand développement. Les spectacles sont donnés en U.R.S.S. en 40 langues. L'art théâtral se développe même chez les peuples qui, avant la Révolution, d'Octobre, l'ignoraient totalement. Ainsi, au Kazakhstan, il n'y avait pas le moindre théâtre jusqu'à la Révolution, tandis qu'à présent on en compte plus de 30. Dans la République d'Ouzbéknie on en compte 26, et il y en a 20 dans la République de Kirguizie.

Le théâtre est devenu le patrimoine du peuple. Tout chef-lieu de région possède au moins un théâtre permanent. Dans de nombreux chefs-lieux de district fonctionnent des théâtres permanents et itinérants. Les théâtres itinérants desservent principalement la population rurale.

Moscou, Leningrad, Alma-Ata (Kazakhstan) et beaucoup d'autres villes possèdent des théâtres pour enfants.

77. QUELS SONT LES SPECTACLES PRÉSENTÉS DANS LES THÉÂTRES SOVIÉTIQUES ?

Le répertoire des théâtres soviétiques comprend des centaines de spectacles d'art dramatique d'opéras et de ballets. Leur diversité répond à la demande et à l'intérêt du public soviétique. Voyons, à titre d'exemple, quels spectacles on a représentés à Moscou par une journée qui ne se distingue en rien des autres.

Les œuvres classiques des auteurs russes et étrangers viennent en première place. Le Grand Théâtre Académique de l'U.R.S.S., le plus ancien théâtre d'opéra et de ballet du pays, présente l'opéra « Boris Godounov », œuvre géniale du compositeur russe Moussorgski. La filiale du Grand Théâtre joue « la Traviata », opéra de Verdi.

Les théâtres d'art dramatique jouent une comédie du grand dramaturge russe de la seconde moitié du XIX^e siècle, A. Ostrovski : « La vérité c'est bien, mais le bonheur c'est mieux » (Maly Théâtre) ; l'immortelle comédie du grand écrivain russe Griboïédov : « Le malheur d'avoir trop d'esprit » (Théâtre central du Jeune spectateur) ; la pièce de Maxime Gorki « les Bas-Fonds » qui ne quitte pas, depuis plus d'un demi-siècle, la scène du Théâtre d'Art ; la tragédie de William Shakespeare « Othello » (Théâtre du Soviet de Moscou) ; le drame de Victor Hugo « Ruy Blas » (filiale du Maly Théâtre).

Le théâtre lyrique qui porte le nom de Stanislavski et Némirovitch-Dantchenko joue l'opérette d'Offenbach « la Belle Hélène ».

Le théâtre est étroitement lié à la vie quotidienne du peuple. Toute manifestation tant soit peu importante de la vie contemporaine se reflète dans ses mises en scène. Le théâtre aide à éduquer les hommes du pays des Soviets dans l'esprit du patriotisme soviétique et de l'internationalisme, il propage l'humanisme, montre le triomphe des idées et de la morale d'avant-garde sur l'obscurantisme. De nombreuses pièces traitent des thèmes les plus palpitants de l'actualité et du passé récent du peuple soviétique.

La journée théâtrale que nous décrivons comprend quelques-uns de ces spectacles, notamment des nouvelles pièces d'auteurs soviétiques telles que : « Années de pérégrinations » d'A. Arbousov (Théâtre du Komsomol léniniste), qui évoque les figures de participants de la Guerre nationale et d'édificateurs de la vie pacifique et la place de l'homme dans cette vie, la morale soviétique. La pièce d'A. Salynski « Un compagnon dangereux » (Maly Théâtre) dénonce l'homme égoïste dont les intérêts sont en contradiction avec ceux de la société et peuvent le conduire au crime et à la trahison. Dans cette pièce, l'auteur exalte la morale élevée, la beauté d'âme et l'héroïsme des simples gens. Le spectacle du Théâtre Maïakovski, « la Famille Jourbine » (auteurs : V. Kotchétoï et S. Kara) développe le thème du libre travail créateur comme contenu fondamental de la vie de l'homme soviétique.

On joue de joyeux vaudevilles et d'après comédies satiriques dont celle de Ts. Solodar « Dans le jardin de lilas » (Théâtre du drame et de la comédie de Moscou), la comédie de V. Minko « Sans dire de nom » (Théâtre dramatique de Moscou).

Le Théâtre Iermolova présente la tragédie historique de l'écrivain chinois Kuo Mo-jo : « Tsui Yuan », qui évoque un homme d'Etat chinois, ami du peuple et grand poète.

Le Théâtre de l'opérette montre une opérette soviétique de V. Soloviov-Sédoï : « Ce qu'il y a de plus sacré », sur la vie des kolkhoziens. Tel est le contenu d'une journée théâtrale à Moscou.

78. QUELS SONT LES FILMS QUI ONT LE PLUS DE SUCCÈS AUPRÈS DES SOVIÉTIQUES ?

Le cinéma s'est profondément ancré dans la vie des Soviétiques. Le cinéma soviétique a créé des films émouvants, évoquant la lutte héroïque du peuple soviétique pour sa liberté, pour le socialisme.

Les films des années 20 et 30, comme « le Cuirassé Potemkine » (sur le soulèvement des marins de la mer Noire en 1905), « la Mère » (tiré du roman de Maxime Gorki), la trilogie cinématographique sur Maxime, le jeune ouvrier qui devient un ardent révolutionnaire et consacre toute sa vie au service du peuple, « Contre-Plan », « la Terre » (sur les premières années des transformations socialistes en U.R.S.S.), sont connus bien au-delà des frontières de l'U.R.S.S. Les films « Lénine en Octobre », « Lénine en 1918 », « l'Homme au fusil », « le Serment », « la Grande Lueur », « la Défense de Tsaritsyne », « Jacob Sverdlov », « Un Grand Citoyen » et d'autres encore jouissent toujours de la faveur du public soviétique. Durant les années de la Grande Guerre nationale, les cinéastes soviétiques ont créé des films remarquables, stimulant la ferme volonté de défendre l'honneur et la liberté du pays (« l'Arc-en-ciel », « les Russes », « Camarade P », « les Partisans », « Zoïa », « les Indomptés », « l'Invasion »). Des pages héroïques de la dernière guerre sont retracées dans « le Troisième coup », « les Audacieux » et dans les films en deux séries « la Jeune Garde », « la Bataille de Stalingrad », « la Chute de Berlin », qui célèbrent le triomphe des forces de la démocratie et de l'humanisme sur le fascisme allemand.

Le public se passionne pour les films qui évoquent le passé historique des peuples de l'U.R.S.S. (« Alexandre Nevski », « Pierre le Grand », « Ivan le Terrible », « Minine et Pojarski », « Bogdan Khmelnitski », « Guéorgui Saakadzé »). De nombreux films retracent la vie de grands savants, d'artistes et d'écrivains (« Pirogov », « l'Académicien Ivan Pavlov », « Mitchourine », « Joukovski », « Alexandre Popov », « Moussorgski », « Alicher Navoï », « Raïnis », « Tarass Chevtchenko »), des glorieux capitaines du passé (« Souvorov », « Koutouzov », « l'Amiral Nakhimov », « l'Amiral Ouchakov »), de héros de la guerre de 1918-1920 contre les généraux blancs et les interventionnistes : Tchapaïev, Chtchors, Alexandre Parkhomenko.

Dans les années d'après-guerre, le cinéma soviétique évoque les héros et les créateurs de la vie nouvelle.

Durant de longs mois les films « Légende de la terre sibérienne », « les Cosaques du Kouban », « la Grande Force », « les Mineurs du Donets » sont restés à l'affiche.

Aux Festivals internationaux du cinéma qui se sont tenus dans l'après-guerre en France, en Italie, en Tchécoslovaquie, les films soviétiques ont conquis une place d'honneur et gagné de nombreux prix. Plus de 100 films d'art (dont des documentaires et des films de vulgarisation scientifique) ont été honorés de prix Staline.

Les meilleures productions du cinéma étranger sont suivies avec un grand intérêt par les spectateurs soviétiques ; notamment, parmi les films français : « la Chartreuse de Parme », « Ruy Blas », « Prélude à la gloire », « la Symphonie fantastique », « Sans laisser d'adresse », etc.

79. COMMENT SONT FORMÉS LES ARTISTES ?

Les enfants doués qui manifestent des aptitudes pour une branche artistique donnée font leurs études secondaires dans des écoles d'un type spécial où, en plus de l'instruction générale, ils acquièrent les premières connaissances dans l'art qui les intéresse (violin, piano, ballet, etc.).

Plus de 100 écoles donnent aux travailleurs des arts une instruction spéciale secondaire (écoles d'art scénique, de musique et autres). Certaines de ces écoles fonctionnent auprès de grands théâtres, de philharmonies et de studios cinématographiques.

Les 22 conservatoires du pays forment des chanteurs, des musiciens de différentes spécialités ayant une instruction supérieure, des compositeurs, des chefs d'orchestre. Les conservatoires les plus importants se trouvent à Moscou et à Leningrad. Ils accordent une aide multiforme aux autres écoles de musique, surtout aux conservatoires des républiques périphériques. Les conservatoires de Moscou et de Leningrad possèdent des studios nationaux spéciaux, qui forment des musiciens des républiques fédérées et autonomes.

Les acteurs, les metteurs en scène des théâtres, les cinéastes sont formés par les instituts d'art théâtral et cinématographique existant à Moscou, Leningrad, Kiev, Kharkov, Erevan, Tachkent et dans d'autres villes. Les jeunes artistes du cirque sont formés par une école spéciale du cirque. Des écoles secondaires et supérieures ont été créées pour la formation de peintres, de dessinateurs et de sculpteurs. Leningrad possède une Académie des beaux-arts.

Bon nombre d'artistes sont recrutés parmi les membres des cercles d'artistes amateurs. Ce fut le cas pour Nikolaï Bogolioubov (Théâtre d'Art de Moscou) et pour Serguêi Léméchev (Grand Théâtre de l'U.R.S.S.), qui portent tous les deux le titre d'honneur d' « artiste du peuple de l'U.R.S.S. ».

80. COMMENT SE DÉVELOPPE EN U.R.S.S. L'ART AMATEUR ?

L'art amateur est très populaire en U.R.S.S. Il n'est pas de club, de maison de la culture, d'entreprise ou de kolkhoz où ne fonctionnent des cercles d'art dramatique, musical et chorégraphique, des chorales, et divers autres cercles d'artistes amateurs. On compte en U.R.S.S. plus de 200.000 cercles d'art amateur groupant plus de 5 millions de membres. A eux seuls les syndicats avaient, en 1952, 114.000 cercles d'art amateur fréquentés par 2 millions d'ouvriers, d'employés et de membres de leurs familles.

Le répertoire des cercles d'art dramatique comprend les œuvres classiques d'Ostrovski, Gorki, Tchekhov, Shakespeare, Lope de Véga, Molière, Scribe et les meilleures pièces des dramaturges soviétiques. Il n'est pas rare d'entendre au programme des concerts de musiciens amateurs les symphonies de Tchaïkovski et de Beethoven, les œuvres de Glinka, Rimski-Korsakov, Chopin, Liszt, Strauss, les chansons nationales des peuples de l'U.R.S.S.

Les artistes professionnels apportent une aide importante aux groupes d'amateurs. Théâtres et artistes parrainent les cercles d'art amateur.

81. QUELLES SONT L'ORGANISATION ET L'ACTIVITÉ DE L'UNION DES ÉCRIVAINS SOVIÉTIQUES ?

L'Union des écrivains soviétiques groupe plus de 3.000 gens de lettres de toutes les nationalités de l'U.R.S.S. C'est une organisation sociale très influente. Staline a dit des écrivains soviétiques que ce sont des « ingénieurs des âmes humaines ». Les écrivains de l'U.R.S.S. reflètent dans leurs œuvres les qualités morales des Soviétiques, leur lutte pour l'essor et le renforcement de la puissance de la patrie soviétique, pour la paix et l'amitié entre les peuples, pour le bonheur des hommes dans le monde entier. Par-là même, les écrivains soviétiques contribuent à l'éducation des masses populaires dans l'esprit des idées les plus avancées de notre temps, dans l'esprit du communisme.

Les écrivains soviétiques participent activement au Mouvement national des Partisans de la paix de l'U.R.S.S. L'écrivain Nikolaï Tikhonov est président du Comité soviétique de défense de la paix. La Révolution socialiste a fait naître un grand nombre d'œuvres littéraires appartenant à tous les peuples de l'U.R.S.S. Ainsi, un peuple aussi petit que les Adygués, qui ne compte que 90.000 personnes et qui, avant la Révolution, n'avait pas de langue écrite, possède maintenant ses propres écrivains. Les Kurinty (tribu lezguine), dont la langue n'est parlée que par deux ou trois dizaines de milliers de personnes tout au plus, ont donné naissance à l'éminent poète Souléïman Stalski, que Maxime Gorki a qualifié d' « Homère du XX^e siècle ».

A l'instar d'autres organisations sociales démocratiques du pays, l'Union des écrivains est organisée d'après le principe fédéral. Les républiques fédérées et autonomes ont leurs Unions nationales des écrivains qui font partie de l'Union des écrivains soviétiques de l'U.R.S.S. Celle-ci a à sa tête une direction, élue au Congrès des écrivains de l'U.R.S.S., au scrutin secret.

L'Union des écrivains soviétiques se livre à un travail créateur des plus variés. Elle comprend des sections de prose, de poésie, de dramaturgie, de littérature scientifique, d'essais, des commissions pour le travail parmi les écrivains des groupes nationaux et parmi les écrivains pour enfants.

L'Union des écrivains possède un important service d'éditions. Elle publie toute une série de revues littéraires à Moscou, Leningrad et dans d'autres villes, notamment : « Novy Mir » (le Monde nouveau), « Oktiabr » (Octobre), « Zvezda » (L'Etoile), « Znamia » (l'Etendard), « Sibirskiï Ogni » (les Feux de Sibérie), « Dalni Vostok » (Extrême-Orient), etc., et plusieurs journaux dont « la Gazette littéraire ».

82. COMMENT LA RADIODIFFUSION EST-ELLE ORGANISÉE ?

L'invention du récepteur de T.S.F. par le grand savant russe A. Popov, en 1895, ouvrit une ère nouvelle dans l'histoire de la technique et de la science. En 1911 fut construit en Russie un premier modèle de téléviseur. Le laboratoire de T.S.F. de Nijm-Novgorod, fondé par un décret de Lénine, commença des émissions radiophoniques dès 1919. Cette riche tradition scientifique explique l'intérêt porté en U.R.S.S. à la radio et à ses applications.

La radiodiffusion soviétique possède un vaste réseau de stations à ondes courtes, moyennes et longues. Les émissions se font dans toutes les langues des peuples de l'U.R.S.S.

A la réception, outre les postes individuels, on utilise largement les postes de retransmission. Ce système est répandu dans les villes et les localités rurales. Les grands théâtres, les salles de concert, les stades sont équipés d'installations spéciales pour la retransmission des spectacles, des concerts et des reportages sportifs.

La télévision a pris une grande extension ces dernières années. Les stations émettrices transmettent surtout des films et les spectacles des théâtres de la capitale, comme récemment les représentations en U.R.S.S. de la Comédie-Française.

Les principales stations de radiodiffusion de l'U.R.S.S. transmettent simultanément jusqu'à 70 émissions. Les postes émetteurs des républiques et des régions diffusent également leurs propres programmes.

La radiodiffusion en U.R.S.S. ne poursuit aucun but commercial ou lucratif. Elle est la propriété de tout le peuple et sert à l'éducation des masses, à leur distraction et à la propagande en faveur de la paix.

83. COMBIEN Y A-T-IL DE BIBLIOTHÈQUES ?

Il y a en U.R.S.S. 380.000 bibliothèques de toutes catégories (dont 285.000 dans les localités rurales), dont le fonds dépasse 1 milliard de livres. En 1914, la Russie tsariste ne possédait que 12.500 bibliothèques.

Parmi les plus grandes bibliothèques du monde figurent la Bibliothèque Lénine à Moscou (elle compte environ 16 millions de livres et collections annuelles de journaux et de revues, et est fréquentée annuellement par plus de 1.600.000 lecteurs) et la Bibliothèque Saltykov-Chtchédrine à Leningrad (environ 12 millions de volumes). Ces bibliothèques, de même que les autres grandes bibliothèques du pays (notamment celles de Tachkent, Tbilissi, Erevan, etc.) possèdent en outre de riches collections de manuscrits et autres documents importants de la langue écrite de différentes époques et de différents peuples.

Plus de 40 grandes bibliothèques reçoivent gratuitement et obligatoirement un exemplaire de tout livre, revue et journal édités sur le territoire de l'U.R.S.S.

Grâce aux abonnements entre bibliothèques, les lecteurs de province peuvent avoir accès aux trésors de la culture réunis dans les grandes bibliothèques. Celles-ci envoient pour un temps déterminé les livres rares aux bibliothèques locales qui en font la demande.

Les bibliothèques d'Etat urbaines et de district sont entièrement entretenues et complétées aux frais de l'Etat. Il y a parmi elles des bibliothèques pour enfants (pour écoliers et enfants d'âge préscolaire), des bibliothèques scientifiques et techniques spécialisées dans tous les domaines du savoir.

De nombreuses bibliothèques ont été créées en outre par les syndicats auprès des clubs, des entreprises et des administrations. Le réseau des bibliothèques kolkhoziennes augmente d'année en année.

Les bibliothèques ont pris un grand développement sous le pouvoir soviétique. Ainsi, à elle seule, la bibliothèque syndicale de l'usine d'automobiles de Gorki compte plus de 155.000 volumes et est fréquentée par des milliers de lecteurs, tandis qu'avant la révolution toutes les bibliothèques de la province de Nijni-Novgorod (actuellement région de Gorki) ne disposaient que de 103.000 volumes.

Dans toutes les bibliothèques soviétiques, les abonnements sont gratuits.

Le 5^e plan quinquennal de développement de l'U. R. S. S. (1951-1955) prévoit l'extension du réseau des bibliothèques publiques d'au moins 30 % en 1955 par rapport à 1950.

84. QUELS MUSÉES Y A-T-IL EN U.R.S.S. ?

Toutes les grandes villes du pays, ainsi que de nombreux chefs-lieux de district de l'U.R.S.S., possèdent des musées d'histoire, d'ethnographie et de sciences naturelles, ainsi que des galeries de tableaux. Le pays compte en tout plus de 1.000 musées.

Des milliers de personnes visitent chaque jour le musée Lénine à Moscou qui renferme des documents et des objets se rapportant à la vie et à l'activité du grand fondateur de l'Etat soviétique. De nombreuses villes possèdent des filiales de ce musée.

Répondant au vœu des masses populaires, l'Etat soviétique a transformé en musées les logements et propriétés où ont vécu d'éminentes personnalités et des hommes d'Etat du pays, ses écrivains, musiciens, peintres, savants, etc.

A Gori (en Géorgie), la maisonnette où naquit Staline et où il passa son enfance a été transformée en musée. La propriété du grand écrivain russe Léon Tolstoï à Iasnaïa Poliana, la maisonnette du compositeur Tchaïkovski à Kline (aux environs de Moscou), les « lieux de Pouchkine » au village de Mikhaïlovskoïé, la maisonnette de Tsiolkovski à Kalouga, etc. ont également été transformés en musées.

D'anciens palais des tsars et de vieilles propriétés datant du XVII^e siècle au XIX^e siècle (Ostankino, Arkhangelskoïé, Kouskovo) sont ouverts au public.

Le Musée de l'Ermitage de Leningrad contient de riches collections de peinture, de sculpture et d'objets divers de tous les temps et de tous les peuples. Des collections remarquables de la peinture et de la sculpture russes ont été réunies à la galerie Trétiakov à Moscou et au Musée russe d'Etat à Leningrad.

D'innombrables objets rares sont exposés dans les musées d'histoire, dont les plus importants sont : le Musée historique, le Musée de la Révolution et le Musée de l'Armée soviétique à Moscou, le Musée de la Marine de guerre à Leningrad.

Des musées des sciences naturelles (minéralogiques, archéologiques, ethnographiques, d'histoire de la science et de la technique, etc.) sont ouverts au public dans les instituts scientifiques et les universités.

L'accès à tous les musées est facilité par la modicité du droit d'entrée. Souvent, l'entrée est complètement gratuite. Des guides qualifiés ou des collaborateurs scientifiques donnent des explications aux visiteurs.

85. QUELS ÉTABLISSEMENTS ÉDUCATIFS ET CULTURELS TROUVE-T-ON DANS LES CAMPAGNES SOVIÉTIQUES ?

Rien que dans la Fédération de Russie, le nombre des clubs ruraux a plus que triplé par rapport à l'avant-guerre.

Depuis la fin de la guerre, on a ouvert dans les villages de nombreuses salles de conférences. Des conférences de vulgarisation scientifique et sur des thèmes internationaux y sont faites à l'intention des kolkhoziens, tant par les représentants des intellectuels ruraux que par des conférenciers professionnels venus spécialement à cet effet.

Les localités rurales de l'U.R.S.S. possèdent 107.000 clubs, salles de lecture, maisons de la culture de district, et 285.000 bibliothèques.

Tous ces établissements effectuent parmi la population un grand travail éducatif et culturel, organisent des cercles littéraires, des cercles d'artistes amateurs, etc.

Ainsi, les villages de la Fédération de Russie comptent à eux seuls plus de 500.000 membres de cercles d'art dramatique, sans compter les autres genres d'activité artistique.

86. QU'EST-CE QU'UN PALAIS DE CULTURE ET UN PARC DE CULTURE ET DE REPOS ?

On appelle palais de culture en U.R.S.S. de grands clubs, appartenant aux syndicats, qui sont ouverts auprès des grandes usines ou dans d'importants quartiers industriels.

Ainsi, le palais de culture du combinat métallurgique de Magnitogorsk possède une salle de spectacle, une bibliothèque comptant plus de 170.000 volumes, une Maison de la technique, une salle de conférences avec cabine de projection ; de nombreux cercles d'artistes amateurs ont leur siège dans le palais. Des salles spéciales sont aménagées pour les activités éducatives avec les enfants.

Les syndicats de l'U.R.S.S. possèdent 9.420 clubs et palais de culture. Dans la période d'après-guerre, ils ont fait construire environ 600 nouveaux clubs.

Des parcs de culture et de repos existent dans les villes, les cités ouvrières, les sovkhos et les kolkhoz. Ils sont créés pour permettre aux travailleurs d'y passer leurs loisirs d'une manière attrayante et cultivée. En règle générale, chacun de ces parcs possède des terrains de sports et de jeux, on y projette des films, on y organise des spectacles et des concerts.

Le plus connu en U.R.S.S. est le parc Gorki de culture et de repos, à Moscou. Il occupe une superficie de 297 hectares sur les bords de la Moskova et est fréquenté journellement, pendant les mois d'été, par des dizaines de milliers de Moscovites.

87. COMMENT LES VILLES SOVIÉTIQUES ONT-ELLES CHANGÉ D'ASPECT ?

Les grandes transformations socialistes effectuées au pays des Soviets se sont reflétées dans l'aspect des villes soviétiques.

Dans les années du pouvoir soviétique, on a reconstruit dans le pays 1.280 villes, et près de 400 autres ont été bâties à neuf. Il y a 20 ans, les constructeurs ont posé la première pierre de la ville de Komsomolsk, dans l'Extrême-Orient, au cœur de la taïga riveraine de l'Amour. A l'heure actuelle, Komsomolsk possède des usines et des fabriques, de belles avenues y ont été tracées. La ville compte 36 écoles, 16 clubs, 30 bibliothèques, un théâtre d'art dramatique, 11 hôpitaux, un stade, deux parcs de culture et de repos.

Il y a seulement 15 ans, sur la rive solitaire de la mer Blanche, à proximité d'un vieux monastère abandonné, a surgi la ville de Molotovsk. Par le nombre de ses habitants, cette ville occupe aujourd'hui la deuxième place dans la région d'Arkhangelsk.

Au-delà du cercle polaire, tout au fond de la toundra de Khibiny, se dresse la nouvelle ville de Kirovsk. A peu près sur le même parallèle ont surgi les nouvelles grandes villes polaires de Vorkouta, Norilsk, Igarka.

Au pied du Mont Magnitnaïa, dans l'Oural du Sud, a été érigée la ville de Magnitogorsk, l'une des plus grandes et des plus belles villes de l'U.R.S.S. Des dizaines de nouvelles villes importantes ont été bâties en Sibérie : Stalinsk, Kémérovo, Prokopievsk, Léninsk-Kouznetski et bien d'autres. Ces villes ont surgi sur l'emplacement de petits villages.

L'envergure des travaux de construction de l'habitat en U.R.S.S. est grandiose. Rien que dans la période d'après-guerre, il a été construit dans les villes et les cités ouvrières des immeubles d'habitation d'une surface de plus de 183 millions de mètres carrés et plus de 4 millions de maisons dans les campagnes.

Moscou et Leningrad, les capitales de républiques fédérées Tbilissi, Riga, Kiev et Tachkent, ainsi que d'autres villes de l'U.R.S.S., sont de belles cités modernes au riche passé historique.

Il y a une vingtaine d'années, le gouvernement soviétique ratifiait le plan de reconstruction de Moscou. Une grande partie de ce plan est déjà réalisée.

Du centre de la ville — de la Place Rouge et du Kremlin — partent de larges artères neuves bordées de grands et beaux édifices. Autour des usines, les rues étroites des anciens faubourgs ont fait place à de nouveaux quartiers bien aménagés. Selon le plan général de reconstruction de Moscou, il doit être construit au cours du quinquennat en cours 104.625 appartements de 40 mètres carrés, soit trois fois plus qu'il n'en a été construit au cours du premier quinquennat d'après-guerre. Le plan est en bonne voie de réalisation. En trois ans il a été construit 58.225 appartements de 40 mètres carrés. En 1954, les Moscovites ont reçu encore 22.500 appartements de même superficie.

En 1951 s'est largement déployée la construction d'immeubles géants à grand nombre d'étages. Dès la fin de 1952, plusieurs d'entre eux étaient déjà habités.

Le métro de Moscou est un monument remarquable de l'époque soviétique. Son architecture en fait un véritable palais souterrain. Il transporte plus de 2 millions de voyageurs par jour.

De nombreux instituts de recherche scientifique et l'Académie d'économie municipale effectuent un travail scientifique dans le domaine de l'urbanisme. Divers établissements d'enseignement supérieur forment des architectes et des ingénieurs du bâtiment.

88. QUEL EST LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ?

En U.R.S.S., le sport est un des moyens les plus importants du développement harmonieux des forces physiques et spirituelles de l'homme.

Il n'y a pas en Union Soviétique de sportifs professionnels. Les sportifs soviétiques sont des travailleurs qui consacrent leurs loisirs au sport de leur choix.

Ouvriers et kolkhoziens, écoliers et savants, écrivains et artistes — hommes et femmes de toutes les professions et des âges les plus divers sont des fervents du sport. Ils se groupent dans des sociétés sportives d'amateurs et participent aux compétitions sous les couleurs de leurs clubs respectifs.

Les sociétés sportives « Dynamo », « Spartak » et « Maison centrale de l'Armée soviétique » sont très populaires. Parmi les autres sociétés célèbres, citons : « Zénith » (travailleurs des constructions mécaniques), « Locomotive » (cheminots), « Torpédo » (ouvriers de l'industrie de l'automobile) et « les Ailes des Soviétiques » (ouvriers de l'industrie aéronautique).

On a créé dans les républiques fédérées des sociétés sportives de masse qui groupent plusieurs millions de membres. Parmi les sportifs kolkhoziens se trouvent de nombreux et excellents sportifs honorés du titre de « maître es sports de l'U.R.S.S. » pour le ski, le cyclisme, l'athlétisme et les échecs.

Chaque année, les organisations sportives prennent davantage d'ampleur. Elles groupent à présent plusieurs dizaines de millions de membres.

L'Etat soviétique affecte des sommes considérables au développement du mouvement sportif ; il construit des stades, des piscines, des salles et des terrains de sport. On compte en U.R.S.S. plus de 2.600 stades équipés d'installations permettant l'exercice de tous les sports, plus de 25.000 terrains de football, plus de 250.000 terrains de volley-ball, de basket et de gymnastique, environ 5.000 salles de gymnastique, 2.500 piscines, des centaines de stations de sports nautiques, de courts de tennis, de stations de ski, etc. Toutes les installations de sport et le matériel d'équipement sont mis gratuitement à la disposition des sportifs soviétiques, qui bénéficient en outre, toujours gratuitement, des services d'entraîneurs qualifiés.

13 instituts et 39 écoles secondaires techniques de culture physique forment des cadres qualifiés d'instructeurs et de professeurs; des facultés spéciales et des sections d'éducation physique fonctionnent dans de nombreux instituts et écoles pédagogiques.

Au cours des cinq années qui vont de 1949 à 1953, les sportifs soviétiques ont battu 1.988 fois les records de l'U.R.S.S. dans tous les genres de sport. Les sportifs de l'Union Soviétique ont fait modifier 221 fois les tables des records mondiaux d'athlétisme, d'haltérophilie, de patinage, de tir et d'autres sports. Ils sont détenteurs de plus de 80 records mondiaux. Ils détiennent la suprématie mondiale dans les échecs, en volley-ball, en patinage, en lutte classique, en ski, en hockey. Les équipes féminine et masculine de basket-ball et les rameurs soviétiques sont champions d'Europe. Les sportifs de l'U.R.S.S. ont fait honneur au sport soviétique aux XV^e Jeux Olympiques d'Helsinki, au cours desquels ils ont remporté 106 médailles d'or, d'argent et de bronze. Ils y ont conquis la 1^{ère} place par équipes pour la gymnastique, la lutte gréco-romaine, les poids et haltères, le tir, la lutte libre, et la 2^e place par équipes pour l'athlétisme, l'aviron, la boxe et le basket-ball.

89. QUELLES SONT LES DÉCORATIONS OFFICIELLES EXISTANT EN U.R.S.S. ?

Les citoyens, de même que des groupes de travailleurs et des unités de l'armée sont, par ordonnance du Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S., décorés de médailles et d'ordres de l'U.R.S.S. pour mérites particuliers dans l'édification socialiste et la défense de l'Etat soviétique.

Dans les premières années de son existence, l'Etat soviétique institua l'ordre du Drapeau Rouge et l'ordre du Drapeau Rouge du Travail, qui étaient décernés aux personnes ayant accompli des exploits à la guerre ou au travail. Plus tard furent institués la distinction suprême de l'U.R.S.S. : l'ordre de Lénine, et aussi l'ordre de l'Etoile Rouge et l'Insigne d'honneur.

Pendant la Grande Guerre nationale de 1941-1945, le Présidium du Soviet Suprême institua de nouvelles décorations pour les personnes qui s'étaient distinguées dans la lutte pour l'honneur, la liberté et l'indépendance de l'Union Soviétique. Ce sont notamment : l'ordre de la Victoire (pour le haut commandement), l'ordre de Souvorov de I^{er}, II^e et III^e classes, l'ordre d'Ouchakov de I^{er}, II^e et III^e classes, l'ordre de Bogdan Khemlnitski de I^{er}, II^e et III^e classes, l'ordre d'Alexandre Nevski, l'ordre de la Guerre Nationale de I^{er} et II^e classes et, pour les soldats, l'ordre de la Gloire de I^{er}, II^e et III^e classes.

Chaque ordre soviétique possède son statut.

Outre les ordres, on a institué en U.R.S.S. 27 médailles. Citons notamment : « Pour le travail d'élite », « Pour la vaillance dans le travail », « Pour le mérite dans la guerre », « Pour le courage » et les médailles pour la participation à la défense de Moscou et des villes héroïques de Leningrad, Stalingrad, Sébastopol, Odessa. Les médailles de l'U.R.S.S. sont également décernées par ordonnance du Présidium du Soviet Suprême.

En 1944, le Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. a institué des ordres et médailles qu'il décerne aux mères de famille nombreuse : l'ordre de la « Mère Héroïne », l'ordre de la « Gloire maternelle » de I^{er}, II^e et III^e classes et la « Médaille de la Maternité » de I^{er} et II^e classes.

Les citoyens de l'U.R.S.S. se voient attribuer le titre de Héros de l'Union Soviétique pour des exploits héroïques. Les personnes honorées de ce titre reçoivent l'ordre de Lénine et la médaille de « l'Etoile d'Or ». Les citoyens de l'U.R.S.S. se voient attribuer le titre de Héros du Travail socialiste pour d'éminents succès dans le travail. Les titulaires de ce haut titre reçoivent un diplôme d'honneur, l'ordre de Lénine et la médaille d'or « la Faucille et le Marteau ».

Au cours des 25 dernières années, 1.927.000 travailleurs de l'industrie, des transports, de l'agriculture, du bâtiment, de la science et de la culture ont été décorés d'ordres et de médailles de l'Union Soviétique. Durant cette période, le haut titre de Héros du Travail socialiste a été attribué à 6.754 novateurs.

90. QU'EST-CE QUE LES PRIX STALINE ? A QUI SONT-ILS DÉCERNÉS ET POUR QUELS MÉRITES ?

Les prix Staline ont été institués en 1939 par le gouvernement soviétique en l'honneur du 60^e anniversaire de J. Staline, le grand continuateur de l'œuvre de Lénine. Ces prix sont attribués pour d'éminents travaux scientifiques, inventions, œuvres littéraires et œuvres d'art.

Les prix Staline sont de trois classes. Les personnes honorées de ce prix reçoivent le titre de lauréat du prix Staline, avec un insigne or et argent portant un relief l'effigie de J. Staline, et une prime importante en espèces.

Travaux scientifiques, inventions, réalisations des novateurs de la production, constructions nouvelles, œuvres littéraires et musicales, spectacles, films, sont proposés pour l'obtention du prix Staline par les organisations scientifiques, les ministères, les unions des écrivains, des compositeurs, des peintres soviétiques, par les organisations sociales. Les propositions sont minutieusement étudiées par les comités des prix Staline. Des centaines d'éminents représentants des intellectuels soviétiques font partie du jury qui choisit les meilleurs travaux. Les travaux acceptés par les comités des prix Staline sont présentés au Conseil des ministres de l'U.R.S.S. L'attribution des prix Staline est faite par décision du Conseil des ministres de l'U.R.S.S.

Nombre de ces prix sont attribués à des collectivités (pour travaux scientifiques et inventions, nouveaux spectacles, films, etc., réalisés collectivement).

On compte parmi les lauréats des prix Staline, outre des savants en vue dont les travaux sont amplement connus hors des frontières de l'U.R.S.S., des centaines de simples ouvriers et paysans qui ont enrichi par leur travail créateur les différents domaines de la production.

Le titre de lauréat du prix Staline a été décerné (jusqu'en 1952 inclus) à 8.470 travailleurs de la science, de l'industrie, des transports et de l'agriculture et à 2.339 écrivains et artistes.

91. QU'EST-CE QUE LES PIONNIERS ?

Les pionniers sont les écoliers faisant partie de l'organisation de masse pour enfants qui porte le nom de Lénine. L'organisation des jeunes pionniers groupe 19 millions de garçons et fillettes âgés de 9 à 14 ans.

L'organisation des jeunes pionniers se donne pour tâche principale d'aider l'école et l'instituteur. Les jeunes pionniers sont pour les écoliers des modèles de bonne conduite et d'application dans l'étude.

Différents cercles fonctionnent auprès de l'organisation des jeunes pionniers : cercles de jeunes techniciens, d'amateurs de radio, de modélistes d'avions, de jeunes naturalistes, d'amis du livre, d'artistes amateurs. Des palais et maisons de pionniers, des parcs et des terrains de sport pour pionniers existent dans tout le pays.

En 1951, on comptait en U.R.S.S. 1.200 palais et maisons de pionniers.

L'été, des millions de jeunes pionniers vont dans des camps de toile, font des randonnées et des excursions à travers leur pays natal.

Par son activité variée et attrayante, l'organisation des jeunes pionniers inculque aux enfants un comportement conscient envers l'étude, la discipline et le travail, les éduque dans l'honnêteté et la loyauté, développe chez eux, outre l'endurance physique, les sentiments de camaraderie, de respect envers les aînés, l'habitude de l'activité utile à la société.

92. QU'EST-CE QUE LE KOMSOMOL ?

L'Union communiste-léniniste de la jeunesse de l'U.R.S.S. (le Komsomol) est une organisation de masse de la jeunesse soviétique d'avant-garde. Elle a été fondée en 1918 au Congrès des représentants des unions de jeunes ouvriers et paysans.

C'est une organisation sans-parti, mais elle est étroitement liée au Parti communiste qui dirige son activité. Le Komsomol a pris le nom de « léniniste » en 1924, après la mort de Lénine, le grand fondateur de l'Etat soviétique.

Le Komsomol admet les jeunes gens et jeunes filles âgés de 14 à 26 ans qui reconnaissent ses statuts et son programme et expriment le désir de participer à l'activité d'une de ses organisations. Les organisations du Komsomol se créent dans les entreprises, les sovkhoz, les kolkhoz, les écoles, les établissements d'enseignement supérieur. Tous les organes dirigeants du Komsomol, du comité de l'organisation de base jusqu'au Comité central du Komsomol, sont élus au scrutin secret dans les assemblées, conférences et congrès.

Le Komsomol compte dans ses rangs plus de 18 millions de jeunes gens et jeunes filles.

Il se donne pour tâche essentielle d'éduquer la jeunesse soviétique dans un esprit d'attachement sans réserve à leur patrie. Le Komsomol participe activement à la vie politique du pays, à l'édification de la société communiste ; il inculque à la jeunesse l'amour du travail, veille à ce qu'elle élève constamment sa qualification professionnelle, à ce qu'elle s'assimile les connaissances, les progrès de la science et de la technique d'avant-garde, et sache les mettre en pratique dans tous les domaines de l'économie nationale et de la culture.

Plus de 120.000 membres du Komsomol ont été élus députés aux Soviets. 7.000 membres du Komsomol sont Héros de l'Union Soviétique.

Très souvent, les organisations du Komsomol prennent d'heureuses initiatives d'une importance générale pour l'Etat. C'est ainsi qu'au cours du premier quinquennat, le Komsomol fut l'un des promoteurs de l'émulation socialiste des travailleurs.

En tant que représentant des intérêts de la jeunesse, le Komsomol jouit dans le pays d'un grand prestige bien mérité. Il a le droit de soumettre au gouvernement et aux différents ministères toutes questions relatives au travail, à l'instruction, aux conditions d'existence de la jeunesse.

Les organisations du Komsomol disposent de leurs propres clubs et bibliothèques, de maisons d'édition et de journaux, d'un grand nombre de revues pour jeunes et pour enfants. Les journaux et revues que publie le Komsomol atteignent un tirage journalier de 10 millions d'exemplaires.

Le Komsomol s'est vu attribuer de hautes distinctions pour ses mérites envers la patrie : deux ordres de Lénine, un ordre du Drapeau Rouge, un ordre du Drapeau Rouge du Travail.

Le Komsomol est adhérent à la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique.

93. POURQUOI N'Y A-T-IL QU'UN SEUL PARTI POLITIQUE EN UNION SOVIÉTIQUE ?

Le Parti communiste de l'Union Soviétique est l'unique parti politique en U.R.S.S. L'existence d'un seul parti dans le pays découle de la nature même de la société socialiste soviétique.

Il n'y a pas en U.R.S.S. de classes d'exploiteurs. Les seules classes existantes sont : les ouvriers et les paysans, dont les intérêts et les buts ne sont pas antagonistes mais, au contraire, identiques. L'unité politique et morale de la société est ici réalisée. En conséquence, il n'existe pas en U.R.S.S. de conditions pour l'existence de plusieurs partis. Il n'y a place que pour un seul parti, exprimant les intérêts de la société socialiste soviétique. Le Parti communiste de l'Union Soviétique est précisément cette organisation politique unique du peuple soviétique. En l'espace de ces 50 dernières années, les peuples qui forment aujourd'hui l'Union Soviétique ont appris à connaître tous les principaux partis qui existaient en Russie : le parti des propriétaires fonciers (les « Cent-Noirs »), le parti des capitalistes (les cadets), le parti des menchéviks (les « socialistes » de droite), le parti des socialistes-révolutionnaires (défenseurs des gros paysans exploités et usuriers), le Parti communiste. Les peuples de l'U.R.S.S. ont rejeté tous les partis bourgeois et ont arrêté leur choix sur le Parti communiste, le considérant comme l'unique parti authentiquement populaire, qui défend vaillamment et jusqu'au bout les intérêts des ouvriers et des paysans.

94. QUEL EST LE RÔLE DU PARTI COMMUNISTE EN U.R.S.S. ?

Le Parti communiste de l'Union Soviétique est la principale force qui guide et dirige la société soviétique.

La société socialiste, éditée en U.R.S.S., est dirigée dans son développement par l'Etat soviétique, où la classe ouvrière joue le rôle dirigeant. Mais sans son détachement d'avant-garde, armé de la théorie marxiste-léniniste, la classe ouvrière ne pourrait assurer la direction politique de la société. Cette avant-garde de la classe ouvrière et de tous les travailleurs est le Parti communiste. Celui-ci est nécessaire à la classe ouvrière, non seulement pour conquérir le pouvoir, mais aussi pour le conserver, l'affermir et s'en servir afin d'édifier la société communiste.

Les statuts du Parti communiste de l'Union Soviétique, adoptés à son XIX^e congrès, stipulent :

« Aujourd'hui, les principales tâches du Parti communiste consistent à édifier la société communiste en passant progressivement du socialisme au communisme, à élever sans cesse le niveau matériel et culturel de la société, à éduquer les membres de la société dans l'esprit de l'internationalisme et dans un esprit visant à établir des liens fraternels avec les travailleurs de tous les pays, à renforcer au maximum la défense active de la patrie soviétique contre les actes d'agression de ses ennemis. »

L'article 126 de la Constitution de l'U.R.S.S. a consacré par voie législative le rôle dirigeant du Parti au sein de l'Etat soviétique. Il stipule que ce sont les citoyens les plus actifs et les plus conscients de la classe ouvrière et des autres couches des travailleurs qui s'unissent dans le Parti communiste de l'Union Soviétique.

La direction du Parti est la condition majeure de l'existence et du développement de l'Etat soviétique, la source de sa force et de sa puissance.

En quoi s'exprime le rôle dirigeant du Parti au sein de l'Etat soviétique ? En ce que le Parti définit l'orientation de toute l'activité des organes de l'Etat et de la société. L'expression supérieure du rôle dirigeant du Parti au sein de l'Etat soviétique est qu'aucune question politique ou d'organisation importante n'est résolue par les organisations des Soviets ou par les autres organisations de masse sans les directives du Parti.

Le Parti, tout en orientant l'activité de l'Etat soviétique, ne se substitue pas aux organes de l'Etat ou aux organisations sociales. Il applique sa ligne par l'intermédiaire de ces organisations : les Soviets, les syndicats, le Komsomol, les kolkhoz, les coopératives, etc. Ces organisations, qui groupent des dizaines de millions de personnes, acceptent la direction du Parti communiste et en appliquent la politique, parce que les travailleurs de l'U.R.S.S. se sont convaincus par leur propre expérience qu'il est leur sûr dirigeant, guide et éducateur.

95. EN QUOI RÉSIDE LA FORCE DU PARTI COMMUNISTE ?

La force du Parti communiste réside dans le fait qu'il est armé d'une théorie d'avant-garde, la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste. « Seul un parti guidé par une théorie d'avant-garde peut remplir le rôle de combattant d'avant-garde », disait Lénine, fondateur du Parti communiste.

La théorie marxiste-léniniste, qui met en lumière les lois régissant le développement de la société, permet au Parti communiste de prévoir scientifiquement le cours des événements, de fixer et d'appliquer une politique juste, d'orienter le développement des événements dans l'intérêt des travailleurs. La théorie marxiste-léniniste permet au Parti de conduire sans défaillance le peuple soviétique au communisme, de surmonter tous les obstacles qui se dressent sur sa voie vers ce but.

La force du Parti communiste réside dans l'unité indestructible et la cohésion de ses rangs, dans l'unité de volonté et d'action, dans l'aptitude des membres du Parti à fondre leur volonté avec la volonté et les désirs du Parti.

La force du Parti communiste réside dans sa liaison indissoluble avec les masses populaires. Le Parti renforce constamment ses liens avec les travailleurs, est attentif à leur voix, comprend leurs besoins, ne fait pas qu'éduquer les travailleurs mais apprend lui-même à leur école. C'est pourquoi le Parti communiste jouit de la confiance illimitée du peuple.

Les travailleurs se sont convaincus par la pratique que le Parti communiste lutte pour le bonheur du peuple ; aussi ont-ils confiance en lui et marchent-ils avec lui.

Le Parti communiste tire son invincibilité de ses liens indissolubles avec les travailleurs.

96. QU'EST-CE QUE LA CRITIQUE ET L'AUTOCRITIQUE ?

Au sein de l'Etat socialiste soviétique, où les ouvriers, les paysans et les intellectuels sont les maîtres de leur pays, tous les travailleurs sont pareillement intéressés à ce que leurs institutions et organisations, leurs entreprises industrielles et leurs kolkhoz travaillent bien et procurent au peuple toujours plus de biens matériels et de valeurs culturelles.

C'est pourquoi les Soviétiques, communistes aussi bien que sans-parti, mettent hardiment en lumière, dans leurs assemblées et conférences, aux sessions des Soviets et dans les journaux, les lacunes et insuffisances qu'ils rencontrent dans le travail des institutions de l'Etat ou des entreprises publiques, critiquent, s'il y a lieu, l'incurie de certains dirigeants et, en même temps, considèrent avec un esprit critique leur propre travail.

Cette attitude critique envers l'activité des fonctionnaires, des députés aux Soviets, des camarades de travail et de son propre travail, les Soviétiques lui donnent le nom de critique et autocritique.

La critique et l'autocritique ont toujours été et sont encore la méthode que pratique le Parti communiste de l'Union Soviétique dans son travail quotidien. Et comme les communistes et les sans-parti ont en U.R.S.S. les mêmes tâches, le même but : l'édification de la société communiste — cette méthode de travail préside à l'activité quotidienne de tous les Soviétiques.

La critique et l'autocritique sont devenues en U.R.S.S. une grande force de développement de la société. Une critique courageuse des lacunes du travail incite les Soviétiques à ne pas se contenter des succès qu'ils ont remportés, à ne pas rester figés sur place, mais à aller sans cesse de l'avant, à développer leur économie socialiste.

La critique et l'autocritique contribuent à faire participer des millions de travailleurs à la solution des tâches les plus importantes pour l'Etat, développent leur activité, leur donnent conscience qu'ils sont les maîtres du pays. En usant de la possibilité de critiquer ouvertement les lacunes du travail, les travailleurs deviennent d'actifs participants à la gestion du pays et de son économie.

La critique que font les grandes masses des lacunes dans le travail des organisations d'Etat, économiques et sociales, est un témoignage du caractère authentiquement démocratique du régime socialiste soviétique.

97. QU'EST-CE QUE LES NATIONS SOCIALISTES ?

L'Union Soviétique est un Etat multinational. Elle compte plus de 60 nations, groupes nationaux et nationalités.

Avant l'avènement du pouvoir soviétique, au temps du tsarisme, de nombreuses nationalités n'avaient pas droit de cité; leur culture était foulée aux pieds, leur langue était persécutée. Certaines nationalités déperissaient.

La Grande Révolution socialiste d'Octobre, et les transformations socialistes qui en ont résulté, ont radicalement changé la condition des nationalités en U.R.S.S. Le socialisme a apporté la liberté à tous les peuples et nations de l'U.R.S.S. et leur a assuré un libre développement national.

Par suite de l'abolition des classes exploiteuses et de la victoire du régime socialiste, les nations d'autrefois ont pris un caractère nouveau ; elles sont devenues des nations socialistes.

Leur force dirigeante principale est constituée par la classe ouvrière et son parti internationaliste (communiste), ennemis de toute oppression nationale. L'alliance des ouvriers et des paysans pour la victoire définitive du socialisme ; la suppression des vestiges de l'oppression nationale et du nationalisme au nom de l'égalité en droits et du libre développement des nations, du resserrement de l'amitié entre les peuples, du renforcement de l'internationalisme ; le front unique avec toutes les nations opprimées dans la lutte contre les guerres de conquête et l'impérialisme — telle est la physionomie des nations socialistes.

Les nations socialistes de l'U.R.S.S. sont plus unies et plus viables que n'importe quelle nation bourgeoise. Les nations socialistes sont libres des antagonismes de classe qui rongent les nations bourgeoises car, en régime socialiste, il n'y a pas d'exploiteurs, il n'y a pas de classes réciproquement hostiles. Les relations entre nations socialistes sont caractérisées par l'amitié et la coopération. Tous les peuples de l'U.R.S.S. constituent une seule famille unie. L'amitié entre les peuples confère à l'Etat socialiste multinational une solidité à toute épreuve.

Les nations socialistes de l'U.R.S.S. édifient le communisme dans leur pays sur la base d'une coopération et d'une entraide aux multiples aspects, sur la base du développement planifié de l'économie et de la culture de tous les peuples soviétiques. C'est pourquoi toutes les nations et nationalités de l'U.R.S.S. ont remporté d'énormes succès dans leur développement politique, économique et culturel.

98. QU'EST-CE QUE LE PATRIOTISME SOVIÉTIQUE ?

L'amour de la patrie, le patriotisme, est propre aux travailleurs de n'importe quelle nation. L'histoire montre que seules les classes laborieuses, les ouvriers et les paysans, de même que les intellectuels progressistes, sont de véritables patriotes, car toutes les richesses matérielles et spirituelles de leur pays sont leur œuvre.

Les Soviétiques sont d'ardents patriotes. Ils aiment leur pays, ils sont profondément dévoués à leur patrie socialiste. Le patriotisme du peuple soviétique s'est particulièrement épanoui à la suite de la victoire du socialisme en U.R.S.S., après l'abolition des classes exploiteuses et de l'exploitation de l'homme par l'homme. La Guerre nationale de l'Union Soviétique contre les agresseurs fascistes a montré que les Soviétiques sont toujours prêts à se battre jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour la liberté et l'indépendance de leur patrie socialiste. Pendant la guerre, le patriotisme des Soviétiques s'est révélé dans les exploits héroïques du peuple sur le front et à l'arrière.

Cependant, le patriotisme soviétique ne se confine pas exclusivement dans l'amour de la patrie et dans un labeur plein d'abnégation pour renforcer sa puissance. C'est un patriotisme de type nouveau, supérieur. Les Soviétiques ne sont pas seulement des patriotes, ce sont aussi des internationalistes. Ils ne sont pas seulement dévoués à leur patrie, ils ont encore le respect de la liberté et de l'indépendance des peuples de toutes races et nations. Le patriotisme implique la reconnaissance de l'égalité de toutes les nations, grandes et petites.

Aussi, aux conférences internationales, et en particulier à l'Organisation des Nations Unies, les Soviétiques défendent-ils toujours la souveraineté de tous les peuples. La politique d'agression et d'atteinte à la souveraineté des autres peuples leur est étrangère et odieuse.

J. Staline a défini comme suit les traits particuliers du patriotisme soviétique :

« La puissance du patriotisme soviétique ne repose pas sur des préjugés racistes ou nationalistes, elle repose sur la fidélité et le profond dévouement du peuple à sa patrie soviétique, sur la confraternité des travailleurs de toutes les nations habitant notre pays. Dans le patriotisme soviétique s'associent harmonieusement les traditions nationales des peuples et les intérêts vitaux communs de tous les travailleurs de l'Union Soviétique. Loin de les diviser, le patriotisme soviétique groupe toutes les nations et nationalités de notre pays au sein d'une famille unique, fraternelle. C'est là qu'apparaissent ces bases de l'amitié inébranlable, de plus en plus forte, des peuples de l'Union Soviétique. D'autre part, les peuples de l'U.R.S.S. respectent les droits et l'indépendance des peuples des pays étrangers ; ils ont toujours montré leur volonté de vivre en paix et en amitié avec les Etats voisins. » (J. Staline : « Sur la Grande Guerre de l'Union Soviétique ». Editions en langues étrangères, Moscou, 1946, p. 155).

Telle est la nature du patriotisme soviétique.

99. QU'EST-CE QUE LE COMMUNISME ?

Les Soviétiques ont bâti le socialisme et édifient actuellement la société communiste. Qu'est-ce que le communisme ? En quoi se distingue-t-il du socialisme ?

La doctrine de Marx et d'Engels, fondateurs du communisme scientifique, amplement développée par Lénine et Staline, stipule que le socialisme et le communisme représentent deux phases, deux degrés, dans le développement d'un seul et même régime social : la société communiste.

Le socialisme est le premier degré (le degré inférieur), tandis que le communisme est le deuxième degré (le degré supérieur de la société communiste).

Il y a beaucoup de caractères communs entre le socialisme et le communisme, qui ont cependant des traits distinctifs.

Ce qu'il y a de commun entre le socialisme et le communisme se résume en ceci :

Sous le socialisme, aussi bien que sous le communisme, la base économique de la société est constituée par la propriété sociale des instruments et moyens de production et par le système socialiste unique d'économie.

Sous le socialisme, aussi bien que sous le communisme, l'oppression sociale n'existe pas : il n'y a ni classes exploiteuses, ni exploitation de l'homme par l'homme, ni oppression nationale.

Sous le socialisme, aussi bien que sous le communisme, l'économie nationale se développe selon un plan ; il n'y a ni crises économiques, ni chômage, ni misère des masses.

Sous le socialisme, aussi bien que sous le communisme, il y a obligation égale pour chacun de travailler selon ses capacités.

Sous le socialisme, aussi bien que sous le communisme, la loi économique fondamentale consiste à satisfaire au maximum les besoins matériels et culturels sans cesse croissants de toute la société, en développant et en perfectionnant sans cesse la production sur la base d'une technique supérieure.

Qu'est-ce donc qui distingue le communisme du socialisme ?

Voici. La société socialiste donne libre cours au développement des forces productives. Le niveau atteint par la production socialiste permet à la société de réaliser le principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail. »

Cela signifie que la répartition des produits s'effectue pour chaque travailleur selon la quantité et la qualité du travail fourni.

Dans la société communiste, les forces productives atteindront un développement incomparablement plus élevé que sous le socialisme. L'économie nationale se développera sur la base d'une technique extrêmement perfectionnée. Les processus de production seront amplement mécanisés et automatisés. Les hommes utiliseront largement toutes les sources d'énergie.

Les forces productives de la société seront si développées qu'elles assureront l'abondance de tous les articles de consommation, de tous les biens matériels et culturels. L'abondance des produits permettra de satisfaire pleinement tous les besoins des membres de la société communiste. En conséquence, le principe directeur de la vie sociale sous le communisme sera : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »

Les ignorants et les ennemis du communisme prétendent que le communisme signifie le nivellement de tous les hommes quant à leurs goûts et à leurs besoins. C'est calomnier le communisme, car ni les goûts ni les besoins des hommes ne sont et ne peuvent être pareils, ni en qualité ni en quantité, aussi bien dans la période du socialisme que dans la période du communisme.

Sous le communisme, tous les besoins des hommes seront entièrement satisfaits.

Sous le socialisme, les classes laborieuses — ouvriers et paysans, ainsi que les intellectuels — subsistent, de même que les traits qui les différencient. Sous le communisme, il n'y aura pas de différences de classe et tout le peuple sera composé de travailleurs d'une même société communiste sans classes.

Sous le socialisme subsiste encore un contraste entre la ville et la campagne. Sous le communisme, il n'y aura pas de différence essentielle entre la ville et la campagne, c'est-à-dire entre l'industrie et l'agriculture. Sous le socialisme existent deux formes de propriété sociale : la forme étatique (le bien du peuple tout entier) et la forme coopérative-kolkhozienne (propriété des kolkhoz et des coopératives). Sous le communisme il y aura une seule forme de propriété, celle du peuple tout entier.

Sous le socialisme, il existe une différence essentielle entre le travail intellectuel et le travail manuel, du fait que le niveau culturel et technique des ouvriers et des paysans est encore peu élevé. Sous le communisme, cette différence disparaîtra, étant donné que le niveau culturel et technique de tous les travailleurs atteindra celui des techniciens et des ingénieurs.

Sous le socialisme subsistent encore des survivances du capitalisme dans la conscience de certains membres de la société (négligences dans le travail, désir de recevoir de la société le maximum en lui fournissant le minimum, etc.). Sous le communisme, toutes les survivances du capitalisme disparaîtront ; le travail cessera d'être uniquement le moyen de gagner sa vie et deviendra le premier besoin vital de l'homme.

Tels sont les traits fondamentaux du communisme.

100. QUELLES SONT LES CONDITIONS ESSENTIELLES DU PASSAGE DU SOCIALISME AU COMMUNISME EN U.R.S.S. ?

Le passage du socialisme au communisme requiert de nouveaux progrès dans tous les domaines de la vie économique, politique et culturelle du pays.

La principale condition de ce passage est la création de la base de production matérielle du communisme, capable d'assurer l'abondance des objets de consommation. Dans ce but, il est indispensable d'obtenir un accroissement encore plus rapide de toute la production sociale, en donnant le pas au développement de la production des moyens de production.

C'est précisément de cette façon que se développe toute l'économie de l'U.R.S.S. Rien que dans la période 1950-53, les constructions mécaniques soviétiques ont créé près de 2.300 nouveaux types de machines et de mécanismes, assurant le progrès technique continu de l'économie nationale.

L'électrification des processus de production jouera un rôle important.

Dans le cadre du plan quinquennal en cours d'exécution (1951-55), on construit et on rééquipe en U.R.S.S. 711 centrales électriques.

Leur mise en exploitation accroîtra de 75 % la puissance globale des centrales. L'électrification permettra de développer la mécanisation complexe des processus de travail, ainsi que l'automatisation et la « chimisation » de la production.

L'utilisation à des fins pacifiques de l'énergie atomique ouvre des perspectives sans précédent au développement des forces productives. Une centrale électrique alimentée par l'énergie atomique a été mise en service en U.R.S.S. au cours de l'année 1954. On travaille actuellement à la construction de centrales électriques atomiques d'une puissance supérieure.

L'industrie socialiste transformera l'agriculture. Dès à présent, les stations d'Etat de machines et de tracteurs accomplissent la plus grande partie des travaux pénibles dans les kolkhoz. Elles assureront à l'avenir la mécanisation complexe de toute la production agricole. Des points d'appui importants de la mécanisation complexe de l'agriculture seront constitués par les électro-S.M.T., qui emploient des tracteurs électriques, des moissonneuses-batteuses électriques, des appareils électriques à traire les vaches, à tondre les moutons, etc. Certaines de ces électro-S.M.T. desservent déjà des kolkhoz. Leur construction sera largement développée au cours des prochaines années.

Ainsi, les conditions du travail agricole se rapprocheront des conditions du travail industriel. De ce fait, la différence entre la ville et la campagne, qui existe encore dans le régime socialiste, disparaîtra progressivement.

Pendant la période du passage graduel du socialisme au communisme, l'artel agricole est la forme essentielle des kolkhoz. Associant l'économie sociale — force principale du kolkhoz — à l'économie auxiliaire personnelle des kolkhoziens, l'artel répond au mieux aux intérêts de l'Etat, des kolkhoz et des kolkhoziens. L'artel recèle des réserves énormes, encore incomplètement utilisées, d'élévation de la productivité du travail.

Pour réaliser le passage du socialisme au communisme, il faut élever la propriété kolkhozienne (propriété d'un groupe) au niveau de la propriété la plus avancée, la propriété principale, c'est-à-dire au niveau de la propriété nationale. Cela signifiera qu'au lieu des deux formes fondamentales de la production socialiste — la forme nationale et la forme kolkhozienne — il apparaîtra une production unique englobant toutes les branches de l'activité économique et basée seulement sur la propriété nationale.

L'abondance des produits agricoles étant réalisée, l'économie sociale des artels satisfera aussi bien les besoins de l'Etat que ceux des kolkhoz et des kolkhoziens pris individuellement. On verra ainsi disparaître la nécessité de l'économie auxiliaire personnelle.

Au fur et à mesure que se développera la base de production matérielle de l'agriculture et que croîtra l'abondance des produits alimentaires, la nécessité des kolkhoz, basés sur la propriété de groupe des moyens de production, disparaîtra elle-même.

Le progrès économique de la société lors du passage du socialisme au communisme doit s'accompagner d'un essor culturel général. Au cours de ces prochaines années, on achèvera l'introduction en U.R.S.S. de l'enseignement obligatoire de 10 ans, dont le but est de donner à la jeune génération, non seulement des connaissances générales, mais aussi une bonne formation polytechnique.

Dans la société communiste, les écoles secondaires techniques et les établissements d'enseignement supérieur seront encore plus nombreux qu'à présent. Chaque membre de la société élèvera son niveau technique et culturel au niveau du technicien et de l'ingénieur, ou de l'agronome.

L'essor de la culture sera également facilité par la réduction graduelle de la journée de travail. Il restera davantage de temps pour accroître ses connaissances, pour développer harmonieusement ses capacités intellectuelles et physiques. La différence entre le travail intellectuel et le travail physique disparaîtra ainsi progressivement. Dans la société communiste, chaque travailleur disposera de connaissances scientifiques élevées et interviendra comme un créateur actif dans la technique, dans la science et dans les arts.

La suppression des différences entre la ville et la campagne, entre le travail intellectuel et le travail physique, signifie l'élimination graduelle des différences de classe entre les ouvriers, les paysans et les intellectuels. Ils seront tous des travailleurs libres de la société communiste sans classes.

Au cours de ce processus se transformera aussi l'attitude à l'égard du travail. Celui-ci cessera d'être seulement un moyen d'existence pour devenir le premier besoin vital.

C'est seulement lorsque toutes ces conditions préalables auront été réalisées qu'on pourra passer de la formule socialiste : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail », à la formule communiste : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».